

POSITION JURIDIQUE
DU CONFLIT
DU
CHACO BORÉAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 décembre 1935, à 14 heures.

PAR

ARTURO RAMIREZ

Président : M. LE FUR, professeur

Surffagants { *MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, professeur*
GIDEL, professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (5^e)

—
1935

POSITION JURIDIQUE
DU CONFLIT
DU
CHACO BORÉAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

POSITION JURIDIQUE
DU CONFLIT
DU
CHACO BORÉAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 décembre 1935, à 14 heures.

PAR

ARTURO RAMIREZ

Président : M. LE FUR, professeur

Surffagants { *MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, professeur*
GIDEL, professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (5^e)

1935



POSITION JURIDIQUE DU CONFLIT DU CHACO BORÉAL

INTRODUCTION

Dans toute controverse, de quelque ordre qu'elle soit, il convient avant tout, pour éviter des malentendus au cours des débats et empêcher ainsi des diversions tendancieuses, de se mettre d'accord sur la définition de l'objet en discussion. C'est ce qui n'a pas été fait dès le début de cette affaire, où l'on a entassé des arguments à première vue probants, parfois contradictoires, ayant tous un caractère officiel, mais où l'objet n'était pas bien déterminé, où le même nom était attribué à des parties différentes d'un même et vaste territoire alors presque inconnu.

Avant de commencer un exposé détaillé du processus historique et géographique des territoires aujourd'hui disputés, il est donc intéressant de chercher, à l'aide des documents contemporains, les différents sens que l'on a donné au cours des temps au mot Chaco et les différentes parties du territoire auxquelles il a été attribué.

Actuellement le Chaco, et ce n'est qu'une démarcation récente qui a prêté à confusions et beaucoup profité aux prétentions du Paraguay, se trouve divisé en trois sections

distinctes qui sont : le Chaco Boréal, entre les fleuves Paraguay à l'Est et le Pilcomayo au Sud-Est, les deux formant un angle dont le vertice se trouve en face d'Asuncion et qui est le territoire objet du litige actuel ; le Chaco Central, entre les fleuves Pilcomayo au Nord et le Bermejo au Sud, attribué actuellement à l'Argentine ; enfin, le Chaco Austral au sud du Bermejo, duquel nous n'aurons pas à nous occuper ici. Ceux qui retiendront notre attention au cours de cet exposé, seront uniquement les deux premiers.

Sur l'origine et l'étymologie du mot Chaco, on est loin d'être d'accord.

Le Père Lozano, dans sa « Descripcion Chorografica del terreno y rios, arboles y animales de la dilatadisima provincia del Gran Chaco Gualamba¹ », nous raconte que les Indiens appelaient « Chacu » l'ensemble d'animaux qu'ils chassaient. Cette chasse était faite de la façon dont, aujourd'hui, on pratique la chasse à courre. Celle-ci fut introduite, au Pérou, par Sinchi Roca, fils de l'Inca Manco Kapajh². Il est probable qu'elle se faisait sur les plaines de Tomacocis, baignées par le fleuve Guapay, quand les Incas du Guzco eurent étendu leur domination à ces régions³.

M. Gandia, dans l'ouvrage cité et auquel nous empruntons ces renseignements, nous dit : « Suivant une règle constante dans la formation des noms, nous devons croire que l'expression « Chaco » passa à désigner, par extension, l'endroit où se réalisaient ces chasses et aussi les Indiens qui s'y dédiaient. »

Et cet auteur prétend que dans la région de Santa-Cruz et de Charcas il n'est pas difficile de trouver des tribus ou

1. Dans Gandia. *Historia del gran Chaco*, Madrid.

2. Pedro Kramer. *Historia de Bolivia*.

3. F. Moreno. *Questiones de Limites con Bolivia*, t. III.

des endroits appelés « Chaqui » et « Chaco ». Il nous donne une note explicative du mot Chaco, empruntée à un auteur beaucoup plus ancien que ceux qu'il cite avant, dans laquelle on trouve cette affirmation : dans « Le catalogue des nations d'Indiens qu'il y a d'un côté et de l'autre du fleuve Paraguay, pour les convertir à l'évangile de Xpo », par Francisco Lupercio de Zurbano, 12 octobre 1644, on y trouve les Nations de Characu y Charare qui probablement ne doivent être que des dérivations du mot « Chacu ». Ainsi, le mot Chaco s'attribuait non seulement à une partie déterminée mais aussi aux régions situées le long du fleuve Paraguay et habitées par des peuplades sauvages, c'est-à-dire, au nord aussi bien qu'au sud de son confluent avec le Pilcomayo. Il est probable que l'auteur cité par M. Gandia ne parle que de la partie sud du fleuve Paraguay après son confluent avec le Pilcomayo, le nord étant presque inconnu à l'époque où il écrivait (1644), ce qui reviendrait à confirmer la thèse bolivienne, comme on le verra par la suite.

M. Gandia nous dit aussi que le mot Chaco n'est pas cité par la plupart des auteurs qui ont décrit la région aujourd'hui en litige, tels Alvar Nunez, Pedro Hernandes, Ruy Diaz de Guzman, Lope de Velasco, etc... mais ceci s'explique par le fait que la région comprise entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo, objet du litige actuel, était connue, soit sous le nom des « Llanos de Manso y Tierras de Nuflo de Chavez », soit sous celui de « Gobernacion de Chiquitos ».

Or, il est très important pour les développements qui vont suivre d'arriver à situer exactement les territoires qui, à l'époque coloniale, constituaient ce qu'on appelait le Chaco.

Le Gouvernement Paraguayen, dans l'Exposé de la Cause Paraguayenne présenté à l'Assemblée de la Société

des Nations, nous parle de la possession du « Chaco » par le Paraguay depuis des siècles. Dans le paragraphe 8 *in fine*, par exemple, il nous dit qu'en « 1562 le roi d'Espagne signait un contrat de découverte et de conquête avec Juan Ortiz de Zarate et dans cette capitulation il était stipulé que le territoire compris entre les villes d'Asuncion et de La Plata (Sucre), (c'est-à-dire, le Chaco Boréal) appartiendrait auxdites Provinces du Rio de La Plata ».

Sur ces terres le roi ordonnait à Zarate de fonder quelques villes.

Nous voyons que le roi parlait des territoires qui s'étendaient « entre les villes d'Asuncion et de La Plata », ayant, sans doute, connaissance de la route qu'on suivait alors pour se rendre d'une de ces villes à l'autre. Cette route ne traversait pas à cette époque le Chaco Boréal, mais le Chaco Central, celui-là n'ayant été découvert qu'en 1609, comme on le verra par la suite. Ceux qui voulaient se rendre d'Asuncion à La Plata — et il se peut que ce ne soit que des Indiens qui aient fait le trajet à cette époque, ces territoires étant à « découvrir », comme nous le dit la capitulation même — devaient s'y rendre en passant par San Salvador de Jujuy, situé à l'ouest d'Asuncion et, ensuite, se diriger vers le nord pour atteindre la ville de La Plata. On peut donc présumer, à l'aide de documents postérieurs qui affirmeront cette thèse, que le Paraguay n'a jamais eu un droit, une juridiction sur le Chaco Boréal, en vertu de cette capitulation. Il se peut qu'il l'ait eu sur le Chaco Central — et encore serait-il malaisé de soutenir cette affirmation.

Dans le Mémorial présenté par M. Aceval devant le Président Hayes, lors du conflit Paraguay-Argentin, en 1879, le diplomate paraguayen fait un long exposé tendant à prouver les droits du Paraguay sur le Chaco. Il ne parle que

du Chaco tout court et, citant de nombreuses Ordonnances, il nous dit qu'en vertu de ces titres les gens du Paraguay fondèrent les villes de Concepcion de Buena Esperanza *del Bermejo* en 1585, celle de Corrientes, Santa-Fé, la de Guaira, Villa Rica del Espiritus Santo, Santiago de Jerez, etc..., or, aucune de ces villes et aucun de ces bourgs, ne se trouve dans le Chaco Boréal.

Comme M. Aceval plaidait la cause du Paraguay contre l'Argentine à une époque récente, peut-être trouverons-nous une définition satisfaisante de l'expression Chaco, celle-ci s'attribuant d'une façon imprécise aussi bien aux territoires situés au nord du Pilcomayo qu'aux territoires situés au sud du Bermejo.

Or, nous constatons qu'il n'en est rien.

Il est cependant question dans l'exposé de M. Aceval d'une « exploration » réalisée par la province du Paraguay et effectuée dans les terres situées au nord du Pilcomayo.

Et le personnage officiel qu'est M. Aceval, nous parle de cette exploration qui aurait conféré au Paraguay les territoires disputés aujourd'hui à la Bolivie en ces termes :

« ... le Gouvernement de la Province de Paraguay réalisa plusieurs explorations à l'intérieur de Chaco, telles celles des Pères Patiño et Niebla, en 1721, qui pénétrèrent deux cents lieues au nord du Pilcomayo ; celle du colonel Don José de Espinola en 1794, qui arriva jusqu'à l'actuelle Province de Salta et d'autres qu'ont réalisé dans le but de punir les sauvages de ces régions. »

Mais il est regrettable qu'en 1721 ces territoires situés au nord du Pilcomayo et explorés pour la première fois, comme le reconnaît M. Aceval, aient été depuis fort longtemps attribués à l'Audience de Charcas, l'actuelle Bolivie. On remarquera de plus que la Province de Salta à laquelle fait

allusion l'auteur se trouve au sud du Bermejo, dans le Chaco Austral.

Également le Paraguay dans son « Exposé de la Cause Paraguayenne devant l'Assemblée de la Société des Nations », n° 30, *in fine*, nous dit qu'il y avait sous les ordres de l'Intendant d'Asuncion un ministre chargé des « reducciones » dans le Chaco, sans préciser les territoires auxquels était attribué ce nom de Chaco.

Un autre auteur paraguayen de grande autorité dans son pays¹ nous dit que les Jésuites savaient très bien que de l'autre côté des Chiriguanos commençaient les territoires qu'on appelait Chaco. Malheureusement pour l'auteur paraguayen ce sont les Jésuites mêmes qui nous apprennent à l'aide de leurs cartes dressées sur « La Grande Province Missionnaire » que le Chaco, dans leur esprit, était la région située au sud du Pilcomayo. On peut consulter à cet égard la « Première Carte du Paraguay faite par les Jésuites et offerte au R. P. Vicente Caraffa, Général de l'Ordre » (1646-1649) ; la seconde carte du Paraguay, dressée par les mêmes religieux en 1726 et offerte au quatorzième Général de l'Ordre, le Père Miguel Angel Tamburino.

Le Paraguay fait grand état de la troisième carte dressée par ces missionnaires en 1732, dans laquelle on trouve le mot Chaco divisé par le fleuve Pilcomayo, les deux dernières lettres se trouvant au nord de ce fleuve, c'est-à-dire, dans le Chaco Boréal actuel. Mais si nous consultons la quatrième carte, dressée, presque immédiatement, en 1734, cette erreur y est corrigée.

Donc, nous voyons que les Jésuites, missionnaires qui s'aventuraient dans ces régions sauvages, savaient déjà que

1. F. Moreno. *Replica*.

la région comprise entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay ne s'appelait pas Chaco !

Le Paraguay prétend faire rentrer le Chaco Boréal, dans la juridiction de l'Évêché de l'Asuncion, étant donné que d'après l'Ordonnance de 1782, dite des Intendants et de laquelle nous parlerons plus longuement, l'Intendance du Paraguay comprendrait les mêmes limites que son évêché. Suarez de Cantillana, cité par M. Amarilla Fuentes, dit que « les indiens mécréants du Gran Chaco avaient capitulé et fait la paix avec les ministres royaux et qu'actuellement ils se trouvaient dans le district de son gouvernement spirituel¹ ». Ici, encore, la partie du territoire à laquelle Suarez de Cantillana attribue le mot Chaco n'est pas déterminée géographiquement. Mais, si nous rapprochons cette lettre des cartes des Jésuites, qui, justement, étaient chargés de l'évangélisation de ces « indiens mécréants », nous voyons que le mot Chaco devait avoir l'acception que ces religieux lui donnaient, c'est-à-dire, les territoires au sud du Pilcomayo.

Le Paraguay fait aussi état de certaines ordonnances à lui favorables, qui parlent de sa juridiction sur le Chaco (toujours sans donner de précisions géographiques sur le territoire portant ce nom) et qui ajoutent, tel l'acte du 20 mars 1763, que cette juridiction s'étend aux deux rives du fleuve Paraguay. Mais n'oublions pas que le fleuve Paraguay, à partir d'Asuncion s'étend au sud, jusqu'à son confluent avec le fleuve Paraná, sur une longueur de 200 kilomètres. Il est donc vrai, que cette juridiction s'exerçait sur les deux rives, mais seulement à partir d'Asuncion, vers le Sud, comme nous le prouverons dans les développements qui vont suivre ; mais il est inacceptable d'admettre

1. Carta al Rei, 16 octobre 1793.

que ce soit au nord d'Asuncion, cette partie étant expressément attribuée à la Bolivie actuelle, dès qu'on apprit l'existence de ces territoires.

Nous voyons que pendant la période coloniale le mot Chaco n'est pas synonyme de Chaco Boréal, mais qu'on attribue ce nom aux terres situées au sud du Pilcomayo.

Il est donc intéressant de faire une enquête, aussi brève que possible, pour savoir si le Chaco Boréal était un territoire, soit limitrophe du Paraguay, soit distinct de cette province, soit, enfin, étranger au débat qui nous occupe.

Le premier acte officiel sur la question, telle que nous voulons la poser, date du 5 juillet 1608.

Le roi d'Espagne demande à son vice-roi du Pérou des détails sur la nouvelle province qu'on dit avoir été découverte aux confins du Paraguay, Tucuman, Charcas et Santa-Cruz de la Sierra. En outre, il voulait avoir des nouvelles quant à la conquête que le Gouvernement de Tucuman se proposait de faire « contre les indiens de guerre voisins de son gouvernement ».

Comme toutes ces provinces se trouvaient alors sous la juridiction de Charcas¹, le roi s'adresse à celle-ci, dans la Royale Cédule du 1^{er} novembre 1608. Dans ce document, adressé « al presidente y oidores de mi Real Audencia de los Charcas » le Roi demande, aussi, une information concernant les territoires que Hernando Arias de Saavedra, avait suggéré de peupler et de mettre en valeur, et concernant la façon dont ils pouvaient être organisés.

Le marquis de Montes Carlos, dans sa réponse au Roi, après avoir fait la description de ces vastes territoires, con-

1. Il est à remarquer qu'il s'agit ici d'un acte administratif. Le Paraguay prétendant que l'Audience des Charcas n'était qu'une juridiction de l'ordre judiciaire. Nous verrons par la suite d'autres manifestations de ce pouvoir administratif de l'Audience des Charcas.

formément aux données géographiques de l'époque, décrit le Chaco comme un pays situé « entre les indiens Chiriguano, qui habitent du nord au sud la frontière¹ de Charras, un peu vers Santa-Cruz de la Sierra et les Tobas qui font *frontière* à Tucuman y rio Bermejo.

« Du côté du Gouvernement de Buenos-Aires, en face d'Asuncion, de cette rive du fleuve Paraguay, habitent les Guaycurus et plus haut les Payaguas et plus haut encore les Guayarapos et tout l'espace qu'il y a entre les nations ci-dessus citées, on le compte comme étant la Province du *Chaco et Plaines de Manso* où habitent les indiens Chanes qu'on dit être en grand nombre². » Enfin, Seigneur, donnant entière satisfaction à ce que Votre Majesté m'ordonne³, je dis que la province qu'on a pu découvrir par ordre de Hernando Arias est celle des Guaycurus (situé en face d'Asuncion, de cette rive du fleuve (rive droite) entre le *Pilcomayo et le Bermejo*⁴. »

On voit que dans l'esprit du Vice-Roi le concept du Chaco est assez vague, puisqu'il dit « province du Chaco et plaines de Manso ». Or, nous verrons plus tard que les plaines de Manso arrivaient jusqu'en face d'Asuncion, entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo. Mais, ce qui est certain, contrairement à ce qu'aujourd'hui le Paraguay prétend, et sur ce point le Vice-Roi est catégorique, c'est que les conquêtes et découvertes ordonnées par Hernando Arias se trouvent « en face d'Asuncion et entre les fleuves Pilcomayo au Nord, et le

1. Le Paraguay tire argument de cette expression oubliant qu'à l'époque coloniale on donnait ce nom à tout territoire occupé par les sauvages non convertis à la religion catholique (insieles) (fronteroz).

2. Voir carte ethnographique et carte n° 2.

3. On se souvient qu'Hernando Arias avait suggéré au roi de peupler et mettre en valeur les terres se trouvant au nord de son gouvernement.

4. Dans Mujía. *El Chaco*, La Paz, 1933.

Bermejo au Sud », donc, il s'agit de territoires situés en dehors du litige actuel.

Nous allons voir maintenant comment la notion de Chaco va se préciser peu à peu.

En 1608, le gouverneur de Tucuman écrivait au Roi que, dans diverses juridictions avoisinantes (Salta, San Miguel de Tucuman, Nueva Rioja, etc...) il y avait beaucoup d'indiens de guerre et demandait au Roi des soldats pour les réduire et « découvrir la Grande Province du Chaco ». Le Roi répondit qu'on n'y fasse rien par la force et demanda une information au Vice-Roi, lequel répondit qu'en réalité « ce gouvernement (celui de Tucuman) a pour voisins du côté nord-est les indiens Tobas qui, eux, confinent avec les Chiriguanos et que c'est par là qu'on peut rentrer à la province du Chaco ».

Donc — et c'est là une remarque essentielle — nous voyons ici, encore, que le Chaco commençait avec les Tobas, c'est-à-dire, avec le Bermejo, de l'autre côté duquel ces Indiens habitaient.

L'Oidor de Charcas, don Francisco de Alfaro, en faisant les « répartitions d'indiens » et « procedencia de indios », dans ces fameuses ordonnances confirmées par le Roi, ne fait aucune mention du Chaco, lorsqu'il s'agit de la « Gobernacion » du Paraguay (1611).

Le vice-roi Montes Carlos, dont nous connaissons l'opinion sur le Chaco, octroya au capitaine Ruiz Dias de Guzman, au nom de Sa Majesté, le titre de Capitaine Général de la Pacification et Conquête des Chiriguanos et Llanos de Manso, ou « Nouvelle Andalousie », mais sans parler du Chaco, comme il le faisait dans l'information que nous avons vue tout à l'heure.

En 1617 et 1618 intervint la séparation des Provinces du

Paraguay et Rio de La Plata, attribuant à chacune d'elles les peuples et districts qu'elles gouvernaient et rien n'y est dit du « Chaco ».

Dans la carte du cosmographe Quiroz, contemporain de cette scission (1618) on n'y voit pas non plus le mot Chaco.

Dans une lettre, adressée à Sa Majesté, en date du 30 septembre 1627, le gouverneur de Tucuman rendait compte des conquêtes réalisées dans la « Provincia del Chaco » et il nomme la ville de Guadalazcar, fondée sur ces terres. Or, cette ville se trouvait juste au-dessus du rio Bermejo. Finalement, il fait le récit de son entrée, ou conquête, dans ce qu'il appelle, pour la première fois, Chaco Gualamba¹ au sud du Pilcomayo.

Les chroniqueurs nous apprennent que c'est justement après la fondation de la ville de Jujuy, située entre les méridiens 60° et 62° au sud du Pilcomayo et du Bermejo, qu'on commença à donner le nom de Chaco à la partie « orientale » de cette ville (toujours au sud du Pilcomayo).

A plusieurs reprises, le gouverneur du Paraguay en 1681, avec l'aide des indiens Guaranis, repoussa les indiens infidèles de la « frontera ».

Dans aucun des documents qui relatent ces expéditions on ne nous parle des indiens du Chaco, le Chaco à cette époque étant au sud du Pilcomayo, mais par contre il est question des « indios fronterizos » ou bien de ceux de l'autre rive du « fleuve Paraguay », ou bien encore des « indiens voisins ».

En 1719, les habitants de Tucuman se proposèrent d'entrer dans le Chaco « pour y découvrir le Pilcomayo »!

En 1727, le conseil des Indias fit présenter au Roi un

1. Voir les cartes de l'époque et même postérieures et autres documents publiés par R. Mujia. Sucre, 1928.

Mémorial du Père Herran, Procureur Général des Jésuites, pour le paiement de la portion congrue des missionnaires de Chiquitos, ainsi que pour ceux de la Province du *Chaco* et du « presidio de Balbuena » et pour ceux des nouvelles « reducciones » des Chiriguanos. Nous avons donc, à cette époque, trois missions différentes : celle de Chiquitos, qui occupait la partie du litige actuel, celle du Chaco, entre les fleuves Bermejo et Pilcomayo, et, enfin, celle des Chiriguanos.

A ces données, on peut ajouter celles qui découlent des cartes des Jésuites dont nous avons parlé plus haut et qui font figurer le Chaco toujours entre les fleuves Pilcomayo et Bermejo, à l'exception de la troisième qui fait rentrer au nord du Pilcomayo les deux dernières lettres du mot Chaco, mais qui, une année plus tard, fut rectifiée dans les « Cartas Edificantes ».

En 1743, le 28 décembre, Sa Majesté dicta une ordonnance relative aux missions et aux missionnaires du Paraguay et de Chiquitos, prescrivant qu'on ne change pas le nombre des missionnaires distribués dans les « diverses missions de Chiquitos-Chiriguanos-*Chaco* et missions des indiens Pampas ».

On voit qu'à cette époque, ce que le mot Chaco représentait pour Sa Majesté, c'étaient des territoires situés au sud du Pilcomayo où se trouvaient les missions de Tucuman.

Il existe encore de nombreux documents nous démontrant que le mot Chaco, tout au cours de l'époque coloniale, n'a cessé d'être attribué aux territoires entre le Pilcomayo et le Bermejo.

Nous ne citerons qu'un des derniers datant de la veille de l'Indépendance sud-américaine.

Le 21 mars 1801 le vice-roi de Buenos-Aires, marquis de

Aviles dans un Mémoire qu'il présenta à son successeur pour le bon gouvernement de son district, fit une révélation formelle des abus commis par des entreprises appelées « *entradas al Chaco* » organisées par l'intendance du Paraguay, sans l'assentiment du Vice-Roi et rappela que les intendants de cette Province, limitrophe du Chaco et du Brésil, n'étaient pas autorisés à envahir ni le Chaco Boréal, ni toute autre province confinante, sans expresse autorisation de la Capitanía General de Buenos-Aires.

L'idée de la division moderne du Chaco en trois parties, idée dont nous avons parlé plus haut, ne se fit admettre qu'en 1853, lorsque M. José Arenales, du Département Topographique de Buenos-Aires, publia son livre officiel intitulé *Noticias Historico-Descriptivas sobre el país del Gran Chaco y Rio Bermejo*.

« Le Chaco, dit-il, comprend 11°, depuis les confins de la Province de Chiquitos, au nord de la latitude australe du 19° » (il parle de la nouvelle province de Chiquitos d'après l'Indépendance) jusqu'au 30° et plus, là où se trouvent les vestiges de l'antique frontière de Santa-Fé, dans le Rio de la Plata. Sa largeur, qui n'est pas la même partout, finit, à l'Orient, entre le fleuve Paraguay et Parana, et, à l'Occident, aux frontières orientales de Santa-Cruz de la Sierra, Chuquisaca, Salta et el Salado, donnant 6° de latitude dans sa plus grande largeur. »

« Toute question au sujet du Chaco et qui ne concernerait ni la république de Bolivie ni celle de Rio de la Plata (Argentine), est tout à fait déplacée, puisqu'il ne reste plus de doute sur la propriété de la section septentrionale (Chaco Boréal) en faveur de la première ; de même qu'il n'y a pas non plus de doute quant à la partie australe (Chaco Austral) en faveur de la seconde, la partie centrale — contenue entre

le fleuve Pilcomayo et Bermejo, et dérivant immédiatement des « serranias » de Tarija et de Salta en continuation naturelle avec les territoires d'Oran appartenant à Salta — étant seulement susceptible d'une négociation entre ces deux états. »

Nous croyons avoir mis en garde le lecteur contre des confusions dangereuses permettant d'imaginer que, toutes les fois que dans certaines ordonnances on cite le mot Chaco, ce mot soit représentatif des territoires situés entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo.

Nous allons donc commencer par étudier dans une première partie le processus de la découverte, de l'attribution et de la possession du Chaco Boréal pour continuer, ensuite, dans une seconde partie, par l'histoire des relations diplomatiques intervenues entre les gouvernements du Paraguay et de la Bolivie, depuis que ces Républiques proclamèrent leur indépendance et limitèrent leur souveraineté territoriale conformément à l'*uti possidetis* de 1810, jusqu'aux premiers incidents graves survenus en 1920. Dans une troisième partie, nous étudierons le point de droit qui se pose actuellement, ce différend étant susceptible d'être porté devant la Cour de Justice internationale.

PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION ET POSSESSION

PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION ET POSSESSION DU CHACO BORÉAL PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE

Le Paraguay dans l'exposé de sa cause présenté à l'Assemblée de la Société des Nations, n° 22, nous dit que « le Chaco » — sans déterminer l'acception de ce mot — fut sous la dépendance des prélats d'Asuncion, dès la création de cet évêché. La Bulle instituant l'Eglise paraguayenne lui assigna comme district celui de la province du Rio de la Plata, qui, *selon les premières Capitulations*, englobait le territoire occidental.

Il est donc intéressant d'étudier les premières capitulations intervenues depuis la découverte de l'Amérique concernant cette partie du continent, tout en faisant remarquer que ces capitulations, ou « *adelantazgos* », constituaient seulement une étape transitoire et de préparation du régime colonial qui devait se développer, une fois établie l'autorité morale de la Couronne d'Espagne.

Ces lignes idéales de démarcation étaient donc destinées à se transformer une fois ce régime établi, puis à disparaître. Ce fut le Régime des Audiencias présidées par le Vice-Roi,

représentant de la Couronne. Ce n'est qu'à ce moment, avec l'apparition des Ordonnances Royales, dont l'ensemble constitue « la Recopilation des Indias » appelée justement le Code Fondamental Américain, que commence la législation coloniale sud-américaine, où les controverses survenues entre les Républiques hispano-américaines à propos de leurs frontières vont trouver une solution.

Deux ans après la découverte de l'Amérique en 1492, le 7 juin 1494, fut fixée la limite qui séparerait les possessions espagnoles des possessions portugaises. Cette limite fut le méridien appelé « de Tordesillas » qui passait à 370 lieues à l'ouest du Cap Vert. Il traversait l'Amérique du Sud à la hauteur des bouches de l'Amazonas jusqu'au Golfe de Santa Catalina dans l'Atlantique Sud, séparant le continent en deux portions : celle de l'Est pour la Couronne du Portugal et la partie occidentale réservée à la Couronne d'Espagne.

Après la conquête du Pérou, le souverain divisa cette portion occidentale en trois parties ou « Gobernaciones ».

Par la Capitulation du 26 juillet 1529, à laquelle vint s'ajouter celle du 4 mai 1534, le Roi accordait à Francisco Pizarro la portion comprise entre le parallèle $1^{\circ} 20' N.$ (où se trouvait la ville de Tenempuela ou Santiago), et le parallèle $14^{\circ} 05' 43'' S.$ Cette « Gobernación » fut appelée Nueva Castilla. A Don Diego de Almagro fut attribué, le 21 mai 1534, la Nouvelle Tolède qui se trouvait au sud de la Nouvelle Castille, entre les parallèles $14^{\circ} 05' 43'' S.$ et $25^{\circ} 31' 36''$. Cette partie englobait donc les territoires aujourd'hui disputés à la Bolivie.

Finalement vint la Capitulation de Don Pedro de Mendoza, du « Rio de la Plata », octroyée le même jour que celle de Don Diego de Almagro, c'est-à-dire le 21 mai 1534, et qui fixait les limites de cette Capitulation au sud de la Nouvelle

Tolède, entre les 25° 31' 36" S. et 36° 57' 09" (Carte n° 4)¹.

L'éminent historien paraguayen, le D^r Dominguez, très souvent cité par les représentants du Paraguay, prétend que jamais on n'a bien su interpréter ces Capitulations et s'efforce de faire rentrer le Chaco Boréal dans la Capitulation de Don Pedro de Mendoza, future province de Paraguay; mais il n'en est rien.

Voici son argumentation : lorsque le Roi octroya la Capitulation du Rio de la Plata à Don Pedro de Mendoza, il était au courant d'une expédition portugaise dirigée contre les possessions espagnoles en Amérique, dans le but de s'approprier des mines (non encore découvertes) du Haut Pérou. Il hâta donc le départ de Don Pedro de Mendoza avec la mission expresse de défendre la frontière fixée par le traité de Tordesillas, contre les invasions portugaises.

Il ressort de cette argumentation, la seule faite dans ce sens, — car depuis Philippe II jusqu'au P. Las Casas et depuis la fameuse Société de Géographie « The Hackluyt » de Londres jusqu'à Luis Amunátegui, Estanislao Zeballos et Victor Mantua, tous les historiens sud-américains ont été d'accord pour fixer la limite nord de la Gobernacion de Mendoza au parallèle 25° 31' 36" —, que le Roi confiait à Don Pedro de Mendoza et à lui seul la défense de la ligne de Tordesillas.

Malheureusement pour l'argumentation de M. Dominguez, les remarques suivantes s'imposent :

La rançon payée à Pizarro par l'Inca Atahualpa pouvait faire supposer aux Portugais que le Pérou était immensément riche ; mais, à cette époque, on avait peu de renseignements au sujet des territoires situés au sud de la Nouvelle

1. Voir texte des Capitulations dans Mercado. *Historia Internacional de Bolivia*, p. 162 et 163.

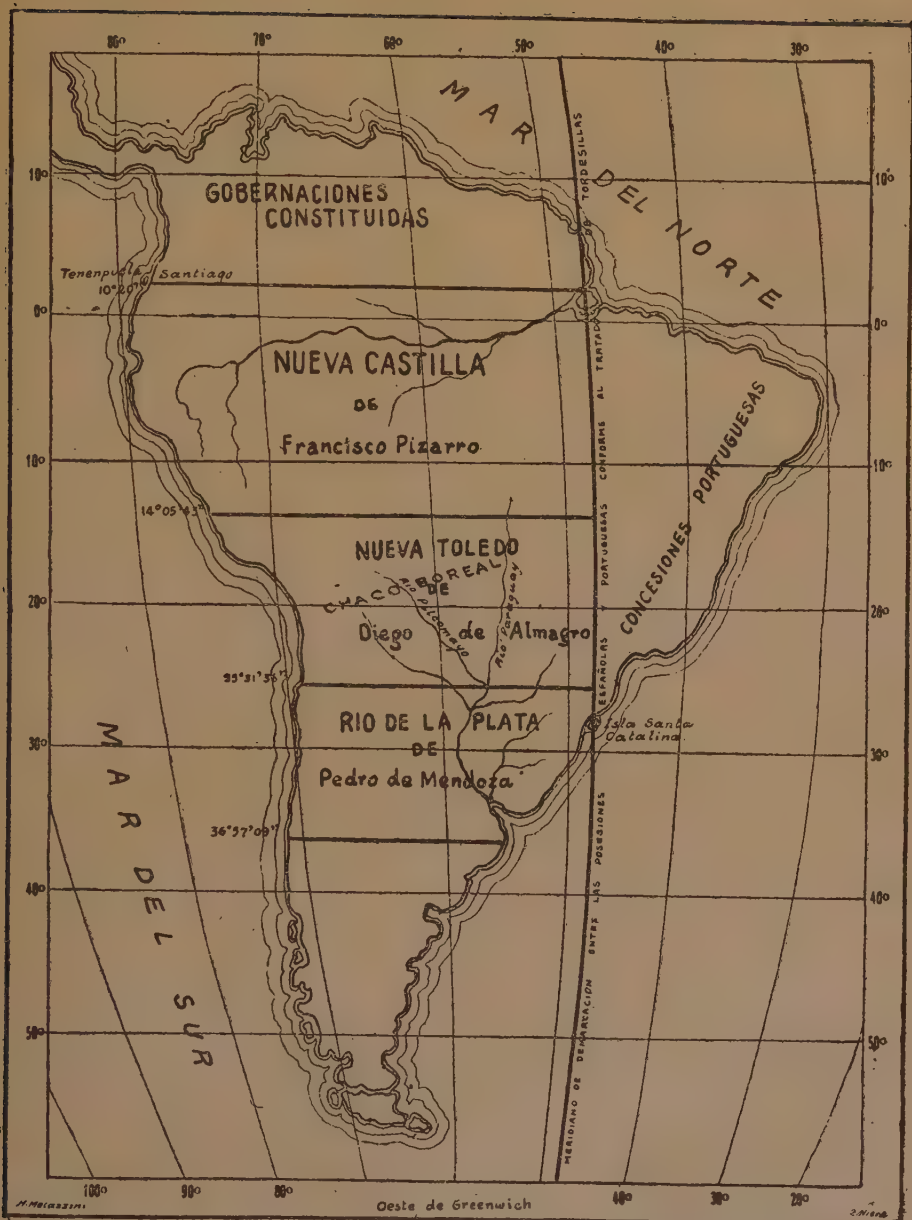
Castille et c'était à peine si l'on savait quelque chose des terres qu'on appellera la Nouvelle Tolède. Comment donc expliquer que le roi Charles V confiât à Don Pedro de Mendoza, et à lui seul, la défense de toute la ligne de Tordesillas qui s'étendait sur plus de 670 lieues, alors que, le même jour, il octroyait à Don Diego de Almagro les territoires situés au sud de la Nouvelle Castille, plus proches, donc, des pays supposés richissimes, sans rien lui dire de cette expédition portugaise ?

Si le Roi ne fixait pas les limites orientales des « Gobernaciones » de Pizarro et de Almagro, pas plus qu'il ne les fixait pour celle de Mendoza, c'est par la bonne et simple raison que les possessions espagnoles étaient séparées, à l'Orient, des possessions portugaises par la ligne de Tordesillas, et que la Capitulation de Mendoza était limitée du côté oriental par l'Océan Atlantique¹.

Mais il nous suffit de lire la Loi IX, Livre II de la « Récapitulation de Indias », code fondamental de la Colonie, pour connaître les limites orientales de la Nouvelle Tolède, ou Capitulation de Almagro, que M. Dominguez prétend reléguer à l'Occident. Cette loi nous dit :

« Que dans la ville de La Plata (Sucre, Bolivie) *de la Nouvelle Tolède, Province de los Charcas*, au Pérou, siège une autre Audiencia et Royale Chancellerie ; (ici le personnel)... laquelle aura pour district : la Province de los Charcas et tout le Callao... (ici les cantons)... avec les Provinces de Sangabana et Carabaya, Juries et Diaguitas, Mojos Chunchos et Santa-Cruz de la Sierra ; ayant comme limites : du côté du Septentrion, la Royale Audience de Lima et Provinces non découvertes, du côté du Midi, la Royale

1. Voir Capitulation de Mendoza dans *Documentos ineditos del Archivo de Indias*, t. II, p. 350.



CARTE n° 1. — Premières démarcations territoriales en Amérique du Sud.

Le Chaco Boréal se trouve dans l'« Adelanzgo » de don Diego de Almagro ou Nueva Toledo (1534).

Audience de Chile, et du côté du Levant et *du Couchant* les mers du Nord et du Sud et la ligne de démarcation entre les Couronnes de Castilla et de Portugal, du côté de la Province de Santa-Cruz du Brésil (ligne de Tordesillas).

Il est certain que pour rédiger cette loi le Conseil des Indes a dû se rapporter aux concessions précédemment attribuées — et, n'y voyant rien de contradictoire, l'Audience de Charcas, — se trouvant sur les territoires de la Nouvelle Tolède, il ordonna la création de cette Audience.

Le Paraguay prétend, aussi, affirmer sa souveraineté sur le Chaco Boréal à l'aide d'un titre qu'il croit incontestable : la Capitulation de Don Juan Ortiz de Zárate¹, après laquelle, dit-il, aucune disposition de la Couronne ne vint séparer le Chaco — sans préciser lequel — du territoire paraguayen.

Il nous suffira donc, de démontrer que cette capitulation n'a jamais entendu attribuer ce qu'on appelle aujourd'hui le Chaco Boréal au capitaine Juan Ortiz de Zárate.

Ce que le Roi lui concédait, ce n'était autre chose que le Gouvernement de Rio de la Plata, c'est-à-dire, ce que l'Empereur, son père, avait octroyé autrefois à Don Pedro de Mendoza. En effet, si nous lisons la capitulation de Zárate, nous pouvons constater que c'était là l'intention du souverain :

« Nous vous octroyons — dit la capitulation — le gouvernement du Rio de la Plata avec le district et la démarcation que sa Majesté l'Empereur donna et concéda à Don Pedro de Mendoza (c'est-à-dire les deux cents lieues au sud de la Nouvelle Toledo), le tout sans préjudice des autres gouvernements que j'ai déjà concédés. »

1. Exposé de la Cause Paraguayenne devant l'Assemblée de la Société des Nations, nos 8-9.

Dans cette capitulation, Ortiz de Zárate, nommé gouverneur par Philippe II, s'engageait à amener du bétail de ses pâturages de Chuquisaca et de Tarija au Rio de la Plata. Il devait fonder aussi quelques bourgs entre Charcas et Asuncion.

C'est cette clause de la capitulation qui enthousiasme les représentants du Paraguay. En effet, si l'on raisonne aujourd'hui devant une carte moderne, la phrase « entre Charcas et Asuncion » nous fait penser que le Chaco Boréal se trouvait sous l'autorité du Gouvernement de Zárate. Mais il faut se placer à l'époque où cette capitulation intervint et se demander quelle était la route que Zárate devait suivre pour amener le bétail promis et en même temps fonder les bourgs.

Les vallées de Tarija, d'où Zárate devait partir, — et ce point est expressément déterminé par la capitulation — se trouvent à l'Ouest, au sud du Pilcomayo. Or, pour arriver à Asuncion, il fallait prendre la direction Est, c'est-à-dire, entre les fleuves Pilcomayo et Bermejo et c'est dans cette zone que devaient se fonder les bourgs dont il est question dans la capitulation.

Ce ne fut qu'en 1585, dans la région comprise entre le Pilcomayo et le Bermejo, donc, en dehors et au sud du Chaco Boréal, que fut rédigé l'acte de fondation de la ville de Nuestra Senora de la Concepcion del Rio Bermejo, acte rédigé par Alonso de Vera y Aragon, Adelantado del Rio de la Plata, par son mariage avec Dona Juana Ortiz de Zárate.

Le 3 avril 1588 fut fondé aussi San Juan de Vera de las Corrientes, appartenant aujourd'hui à l'Argentine. Nous avons ainsi le tracé de la route qu'en vertu de son engagement suivit Juan Ortiz de Zarate : Vallées de Tarija, Concepcion del Rio Bermejo, Corrientes, sur le fleuve Paraguay,

à l'endroit de son confluent avec le fleuve Parana, le tout étant compris dans la concession que l'empereur Charles-Quint octroya à Mendoza et que plus tard son fils Philippe II concéda à Ortiz de Zarate, comme nous l'avons vu dans la capitulation de celui-ci.

Parlant des origines territoriales de la Bolivie actuelle, le Paraguay nous dit¹ qu'elles doivent être recherchées dans les premières Capitulations, notamment dans celle de Almagro. Or, nous avons vu que les limites de cette Capitulation englobaient le Chaco Boréal. « Ces contrats, continue-t-il, avaient pour objet les conquêtes des mines du Pérou. L'intérêt des premiers conquérants, dans cette partie des possessions espagnoles, se porta, avant tout, sur les montagnes. Le Chaco, plaine éloignée, n'exerça guère d'attrait sur l'esprit d'aventure des colonisateurs du Haut Pérou et, de ce fait, il ne fut attribué par le Roi à aucune des autorités dont le pouvoir s'exerça sur le Haut Plateau. »

Dire que les Capitulations de Almagro avaient pour seul et unique objet la conquête des mines du Pérou est une affirmation toute gratuite.

En effet, rapportons-nous à la lettre de ces documents. Dans la Capitulation de Don Diego de Almagro du 21 mai 1534, nous lisons ceci :

« Nous donnons licence et faculté au dit Maréchal Don Diego de Almagro pour qu'en Notre Nom et au nom de la Couronne Royale de Castille puisse *conquérir, pacifier et peupler les provinces et terres se trouvant dans lesdites deux cents lieues* qui commencent où finissent les limites de la Gobernacion, que, par ladite Capitulation et par nos provisions, avons donnée au Capitaine Francisco Pizarro... »

1. Exposé de la Cause Paraguayenne. Société des Nations, n° 60.

Donc, tous les territoires compris entre les deux cents lieues — et non pas seulement la partie occidentale où l'on trouva plus tard (1545) les fabuleuses mines de Potosi.

Il n'était pas question, dans l'esprit du Roi, des mines du Haut Pérou, pas encore découvertes, pas plus que la Chaco était une plaine qui n'intéressait pas son Adelantado Don Diego de Almagro.

Plus bas, parlant de l'autorité de l'audience de Charcas, et essayant de diminuer les arguments que la Bolivie tire de la juridiction de cet organisme, arguments faisant tous ressortir une suite non interrompue de preuves en faveur de la thèse bolivienne, le Paraguay continue (n° 66) :

« Dans ces conditions, il est superflu d'étudier les diverses chartes attributrices de juridiction à l'Audience de Charcas. Il n'est cependant pas inutile de rappeler qu'aucune des dispositions royales de 1549, 1563, 1661 et 1681, citées par la Bolivie à l'appui de ses revendications, n'attribue expressément le Chaco à l'Audience de Charcas. Les terres de Manso et de Chavez se trouvaient en dehors des limites du Chaco... »

C'est justement le contraire que nous allons essayer de démontrer ; et pour cela, nous suivrons, dès sa naissance, l'ancienne Audience de Charcas, jusqu'en 1810, époque où elle constitua la république bolivienne, sous le régime de « *l'uti possidetis juris* », uniquement contesté, dans toute l'Amérique du Sud, par le Paraguay.

Il est extrêmement curieux de voir une République sud-américaine, nier le lien étroit qui existe entre ce qui, à l'époque coloniale, était une Audience et ce qui, aujourd'hui constitue une République.

Il nous suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les origines territoriales de la plupart des pays constituant les répu-

bliques sud-américaines pour nous rendre compte du bien-fondé des droits de la Bolivie, lorsque celle-ci affirme ses prétentions sur le Chaco Boréal, en se fondant sur les bases territoriales de l'Audience de Charcas, dont la juridiction était, non seulement judiciaire, mais aussi administrative et politique.

Quand le Roi entendait constituer ou modifier les administrations de ses domaines d'Amérique, il avait l'habitude de demander à ses délégués coloniaux toute sorte de renseignements concernant la nouvelle administration en vue. Cette information était soumise au « Consejo de Indias », lequel donnait son avis. Une fois celui-ci formulé, le Roi donnait à cette décision le caractère légal au moyen d'une « Real Resolucion » appelée « Cédule Royale ».

C'est, donc, dans ces cédules royales qu'il faut aller chercher l'origine des Audiencias existant à l'époque coloniale, et dont les bases territoriales constituèrent les républiques sud-américaines, après 1810.

Sa Majesté, après avoir nommé le personnel de son Audience de Lima, délimitait, dans la Royale Cédule qui créa ladite audience, les territoires sur lesquels son autorité s'exerçait :

« ... Laquelle Audience aura pour district toute la côte qui va de ladite ville (Lima) jusqu'à la Province du Chili, ... etc. » C'est sur cette base que la République du Pérou se trouve aujourd'hui constituée.

De même, pour l'actuelle République de l'Equateur :

« Laquelle Audience aura pour district la Province de Quito ; et, par la côte, vers la ville des Rois (Lima) jusqu'au port de Payta et, vers l'intérieur, jusqu'à Caxamarca, etc. »

Pour le Chili, on trouve la même origine territoriale : « Laquelle Audience aura pour district tout le Royaume du

Chili jusqu'au détroit de Magellan, à l'intérieur, jusqu'à la Province de Cujo..., etc. » La Province de Cujo, par cédula royale postérieure, fut séparée de l'Audience du Chili.

Les républiques de Colombie, du Mexique, de Saint-Domingue, du Venezuela eurent les mêmes origines territoriales, ainsi que toutes les républiques centre-américaines.

L'éminent publiciste qu'est le Dr Enrique Ruiz-Guiñazu¹ parlant de l'origine historique des Audiencias Royales et de leur influence à l'époque coloniale, nous dit qu'il les considère « sociologiquement comme les éléments de base dans la formation des nationalités qui se sont constituées postérieurement dans le Cadre géographique et politique de l'Amérique espagnole ».

« Dans ce dessein, nous faisons la classification des Audiencias — continue l'auteur — comme étant des centres *métropolitiques*, car nous ne concevons pas une juridiction effective sans territoires où elle puisse s'exercer. On peut dire que la délimitation audientielle existe encore aujourd'hui avec quelques variantes. Par contre, la délimitation des Vice-Royautés a complètement disparu. »

« Nous insistons, d'un autre côté, sur la genèse historique de ces institutions du Droit public américain pour qu'on puisse voir combien primordiaux furent les desseins du Souverain en les érigeant : *Les raisons politiques primerent sur celles de la Justice.* »

En parlant des attributions des Audiencias, attributions pas toujours bien définies, l'auteur nous dit :

« L'Audience de Charcas, par exemple, tout en étant subordonnée, faisait des expéditions contre les Portugais en 1765, fondait des villes et donnait des « *encomiendas* »,

1. *La Magistratura indiana*, Enrique L. Guinazu. Buenos-Ayres.

délimitait les juridictions civiles ainsi qu'épiscopales, surveillait les Missions et créait des Gouvernements militaires, en même temps qu'elle punissait, même de mort, les fonctionnaires du gouvernement central. Avec la même impassibilité, elle s'attribuait les causes entre particuliers... Plus encore, elle incitait à l'obéissance tous ceux qu'elle appelait : (Ley XVI, livre II ; titre XV et les lois, 33, 36, 38, 39, 40, 44, 56, 57 et 60). »

On voit donc les multiples attributions que les Audiencias avaient du temps de la colonie. Aujourd'hui qu'on est habitué à la stricte séparation des pouvoirs législatifs, judiciaires et administratifs, on est naturellement choqué par ce cumul de pouvoirs très fréquent dans les anciens régimes. Prétendre, donc, que l'Audience de Charcas était uniquement une juridiction de l'ordre judiciaire, c'est vouloir raisonner sur le passé avec des théories contemporaines, alors inconnues, ou seulement ébauchées.

Le Paraguay prétend qu'aucune des Ordonnances citées par la Bolivie à l'appui de ses revendications ne lui attribue expressément le Chaco Boréal¹. Nous allons démontrer le contraire en étudiant la formation territoriale de l'Audience de Charcas, qui constitua, après l'Indépendance, la Bolivie actuelle.

CRÉATION DE L'AUDIENCE DE CHARCAS

Nous trouvons les origines de la Bolivie dans la Cédule Royale du 12 juin 1559, qui ordonnait au vice-roi du Pérou

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 66.

d'assigner un district territorial à l'Audience de Charcas, qui venait d'être créée.

Le 22 mai 1561, conformément aux désirs de son souverain, le vice-roi du Pérou ordonna « que la Royale Audience de la Plata (Charcas) ait pour district et juridiction ladite ville de La Plata, avec cent lieues de terre tout autour », sur les territoires qui comprenaient, autrefois, l'ancienne Nueva Toledo de Don Diego de Almagro. Voyons ce que ces cent lieues comprenaient :

La ville de La Plata (aujourd'hui Sucre) se trouve entre les 19°02'30" de latitude sud et les 65°17' de longitude ouest de Greenwich. Si nous prenons cette ville comme centre du cercle qui constituait l'Audience de Charcas, nous constatons que les cent lieues (le degré géographique comporte 17 et demie lieues espagnoles, et non 20 comme on avait compté dans les calculs faits au début de cette controverse) arrivent, à l'Est, dans la direction du fleuve Paraguay, jusqu'au méridien 59°35'; du côté du Sud-Est, dans la direction du fleuve Pilcomayo, jusqu'au parallèle 23°.

Nous voyons donc que le Paraguay, quand il affirme que jamais le Chaco n'appartint à ce que la Bolivie devait être plus tard, ses prétentions se trouvent ébranlées avec ce titre qui met une grande partie des territoires aujourd'hui contestés, sous l'autorité de l'Audience de Charcas.

TIERRAS DE MANSO ET DE CHAVEZ

(Cédule du 29 août 1563.)

Deux ans plus tard, en date du 29 août 1563¹, le roi Philippe II augmentait la juridiction territoriale de Charcas :

1. *Id.*

« ... Et parce que nous avons été informé que ces limites furent trop étroites (les cent lieues) et qu'il convient à notre service et bon *gouvernement* de donner à ladite Audience de Charcas de plus vastes limites, celles-ci comprendront, dorénavant, le Gouvernement de Tucuman et Juries et Diaguitas et la Province de Moxos et Chunchos (Apolobamba), les terres et les bourgs que Andrès Manso et Nuflo de Chavez ont peuplés, plus, tout ce qu'on peuplera à l'avenir dans ces parties. »

Ce qui nous intéresse dans ce travail, ce sont les « terres de Andrès Manso et Nuflo de Chavez », c'est-à-dire le Chaco Boréal actuel, que nous venons de voir attribuer à l'Audience de Charcas. Nous allons donc tâcher de préciser leur emplacement. Mais il convient auparavant de dissiper les prétentions paraguayennes tendant à prouver l'occupation de ces territoires, du temps de la Colonie, par la province du Paraguay.

Ce pays affirme, par la plume de son illustre historien, le Dr Dominguez, que le Chaco fut découvert et conquis par le Paraguay, bien avant qu'Andrès Manso l'eût parcouru, et, chose curieuse, bien avant que fût créée l'Asuncion, première ville paraguayenne !...

Mais suivons M. Ricardo Mujia dans sa critique sur les expéditions réalisées par le Paraguay avant Andrès Manso¹.

La première expédition, 1524-1529, est attribuée par M. Dominguez à Alejo Garcia, Portugais, qui, dit-il, partit de Santa-Catalina (*Brésil*) avec quatre de ses camarades à la conquête du Royaume du Roi Blanc (Inca), attiré par les richesses du Potosi. Il traversa le continent et fut de retour cinq ans plus tard.

1. *El Chaco*, 1933, Mujia.



CARTE n° 2. — Cercle du district primitif de l'Audience de Charcas.

(Cédule de 1559, Ordonnance de 1561) à laquelle on ajoute plus tard les terres de Manso et de Chavez (Cédule de 1563).

Comment oser dire qu'il s'agissait là d'une expédition paraguayenne? Comment Alejo Garcia pouvait-il connaître l'existence du Potosi, alors que cette montagne était encore inconnue? Comment est-il possible qu'il soit parti avec l'intention de conquérir le Royaume de l'Inca, alors que celui-ci s'était écroulé depuis fort longtemps?

La deuxième expédition *paraguayenne* est réalisée, dans l'esprit de M. Dominguez, par Sébastian Gabotte, obsédé, lui aussi, en 1528, par le Potosi non encore découvert. Cet explorateur, en passant par le Rio de la Plata, se serait avancé jusqu'au Pilcomayo (!)

La troisième expédition a aussi, pour but, le Potosi. Elle est réalisée par le lieutenant de Don Pédro de Mendoza en 1536, neuf ans avant la découverte de la légendaire montagne.

La quatrième a pour capitaine Ayolas qui arrive à Charcas, alors que cette ville n'était pas encore fondée, de telle sorte que cette audacieuse expédition ne profita à personne, le Paraguay n'existant pas non plus à cette époque.

Pour ce qui est de la cinquième expédition, le Dr Dominguez, avoue qu'elle échoua (Salazar, 1537). Le même sort est réservé à la sixième effectuée par Irala qui était parti à la recherche de Ayolas.

Pour les autres expéditions, jusqu'à la dixième effectuée par Nuflo de Chavez, de laquelle nous parlerons plus longuement, on est surpris des titres, en vertu desquels Alvar Nunez Cabeza de Vaca, faisait des démarcations territoriales, titres qui doivent être soigneusement cachés dans les archives paraguayennes, car ils n'ont pas encore été livrés à la publicité.

Nuflo de Chavez. — Arrivons donc aux expéditions de Nuflo de Chavez, dont la quatrième expédition, selon M. Dominguez est nettement paraguayenne.

Alonso de Herrera, dans son « Information sur les services du capitaine Nuflo de Chavez¹ » nous fait une narration détaillée et contrôlée de tous les voyages que cet audacieux capitaine fit dans le Chaco Boréal et, finalement « il supplie qu'on accorde à Nuflo de Chavez le gouvernement des Moxos ».

Nuflo de Chavez parcourut par sept fois le Chaco Boréal, soit en remontant par le Rio Paraguay, soit en traversant le Chaco jusqu'à Lima, mais sans aucun titre, « por cuenta propia », comme il est dit dans le procès-verbal de Alonso de Herrera.

Il découvrit et conquît les Jaries, Pera Bacanes, Corbinas, Ortugueses, Oleones, Pamonos, Xamaticociès et *Chiquitos*. Il continua par la terre des Gorgotoquis, et donna ces terres à ses camarades, en « encomiendas », au nom de sa Majesté. Finalement, il traversa la province des Tamaguanis et fonda la ville de La Barranca aux bords du fleuve Guapay (1557).

Entre le Guapay et le Parapeti, ainsi que l'a démontré clairement M. Mújia², à un endroit appelé aujourd'hui Gutierrez, il trouva le capitaine Andrés Manso qui, nanti de pouvoirs par le vice-roi du Pérou, descendait vers le Sud, dans le but de « fundar ciudades » et « sembrar comida ».

Comme Nuflo de Chavez n'avait aucun titre pour conquérir ces terres, il fut obligé d'aller jusqu'à Lima faire légitimer

1. Dans *Prueba peruana*, t. IX, p. 6 ss.

2. « Annotaciones » à la *Replica del Exmo Sr. Ministro Plenipotenciario del Paraguay Dr. F. Moreno*, La Paz, 1916, p. 237 ss.; voir carte dans le même ouvrage.

ses découvertes et ses conquêtes et prendre une licence du Vice-Roi qui était parent de son épouse, Doña Elvira de Mendoza.

Il obtint la création d'un nouveau gouvernement, à la tête duquel le Vice-Roi mit son fils, Garcia Hurtado de Mendoza, mais comme ce fils se trouvait alors au Chili, il le remplaça provisoirement par Nuflo de Chavez, qui fut nommé son lieutenant.

Nanti de son nouveau titre, Chavez retourna au Chaco et y fonda Santa-Cruz de la Sierra, située à 17° 40' de latitude Sud et 60° 45' de longitude Ouest de Greenwich, et continua à civiliser les Indiens qui se trouvaient entre le Guapay et les bords du fleuve Paraguay. Et, ici, se pose une question : Pourquoi Chavez, se trouvant plus près d'Asuncion lorsqu'il rencontra Manso, ne s'adressa-t-il pas au Gouverneur de cette ville pour légitimer ses conquêtes et préféra-t-il faire un plus long chemin et arriver jusqu'à Lima ? La seule réponse, c'est que sa volonté était que ce territoire dépendît de Charcas. Ce faisant, il séparait définitivement le Chaco Boréal du Rio de la Plata.

Andrès Manso. — Le marquis de Cañete, Hurtado de Mendoza, vice-roi du Pérou, chargea le capitaine Andrès Manso — en récompense des services que ce dernier avait rendus à la cause espagnole — de la conquête des indiens Chiriguanos, qui habitaient la cordillère située entre les plaines de l'Orient et les confins de Charcas, entre les rives du fleuve Guapay et les bords du Pilcomayo, du Nord au Sud.

C'est pourquoi, du temps de la colonie, on connut sous le nom de « *tierras de Manso* », la région comprise entre les fleuves Parapeti, Paraguay et Pilcomayo. Ce qui explique

que le nom de Chaco ne s'employa que pour désigner la partie située entre le Pilcomayo et le Bermejo, comme nous l'avons démontré dans notre introduction.

Nombreux sont les témoignages officiels qui viennent à l'appui de cette affirmation et dans lesquels on désigne les « Llanos de Manso » comme étant « un término dilatado y contínuo hasta el río Paraguay ».

Telles sont les terres qui furent ajoutées à la primitive Audience de Charcas.

Mais, voilà quelques années, le Paraguay découvrit dans ses archives un document émanant de Hernandarias¹, gouverneur des Provinces del Rio de la Plata et qui attribuait à Asuncion un district de cent lieues tout autour, de sorte que, si, sur une carte, nous faisons un cercle ayant comme rayon les cent lieues attribuées primitivement à l'Audience de Charcas et ayant, comme centre, la ville de Sucre, et un autre de même rayon et dont le centre se trouverait à Asuncion, nous voyons que ce dernier empiète sur les territoires attribués à l'Audience de Charcas et auxquels on ajouta, comme nous venons de le voir, les terres de Manso et de Chavez qui allaient jusqu'au confluent des fleuves Paraguay et Pilcomayo, c'est-à-dire, en face d'Asuncion.

Mais quelle est la valeur du document présenté, aujourd'hui, par le Paraguay, ignoré pendant plus de trois siècles, et auquel aucune Ordonnance, soit royale, soit audien-
cielle, ne fait allusion ?

Nous pouvons observer, tout d'abord, que, quant à la date, l'ordonnance d'Hernandarias ne peut avoir aucune valeur.

1. M. Mujia prétend dans sa *Monografía del Chaco*, 1933 que la découverte de ce document ne date que de sept années. Nous croyons qu'il fut découvert plus tôt, car M. Dominguez le cite dès 1919 dans *Anales del Gimnasio Paraguayo*, t. III, n° 3, Appendice B, p. 189.

Elle fut rédigée en 1598, c'est-à-dire trente-sept ans plus tard que l'Ordonnance attribuant les mêmes territoires à l'Audience de Charcas.

D'autre part, l'Ordonnance de 1561, créatrice de l'Audience, émanait, non d'un simple Gouverneur, comme l'était Hernandarias, mais de Sa Majesté elle-même. Nous avons, ainsi, une autre différence quant à l'autorité ayant légiféré sur ces terres. Dans un langage contemporain nous pourrions dire qu'Hernandarias, en rédigeant cette Ordonnance, commit, en quelque sorte, un excès de pouvoir involontaire, qui ne s'explique que par la méconnaissance de ces territoires à l'époque où il vivait.

Cet excès de pouvoir fut, d'ailleurs, redressé tacitement par les Ordonnances Royales postérieures.

LA ROYALE CÉDULE DU 10 SEPTEMBRE 1563

Et nous arrivons maintenant à la Cédule de 1563 que le Paraguay prétend, aussi, n'avoir aucune importance dans cette controverse, la citant parmi celles qui n'attribuent pas expressément le Chaco à l'Audience de Charcas.

Cette Cédule est adressée « Al Presidente y Oidores (Echevins) de nuestra Audiencia Real que reside en la ciudad de La Plata del Peru » et nous montre comment, depuis longtemps, dans l'esprit de la Législation métropolitaine, le Chaco Boréal était censé appartenir à l'Audience de Charcas.

« Considérant — dit-elle — que l'Audience a, entre autres,

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 66.

un fleuve nommé Pilcomayo, qui part d'en face les maisons de l'endroit où les Espagnols sont en train de peupler le Rio de la Plata (Asuncion) ; que, par ce fleuve, peuvent remonter jusqu'aux plus hautes montagnes de cette province brigantins et canoes..... Je vous ordonne d'aviser et mettre sur pied l'exploration du Pilcomayo, si cela vous semble utile. »

Si le Chaco Boréal, qui se trouve au nord du Pilcomayo, n'appartenait pas à l'Audience de Charcas, il eût été tout naturel que le Roi s'adressât à l'autorité la plus proche, c'est-à-dire à l'Asuncion pour l'organisation de cette entreprise. Or, il ne le fit pas. Il y a plus, et ici nous allons voir une manifestation de la juridiction à caractère administratif que l'Audience exerçait sur les territoires de sa compétence, caractère que le Paraguay prétend nier à tout prix. En effet, en même temps que le Roi laisse à l'Audience le soin de décider sur l'opportunité de cette expédition, il l'autorise à la financer avec ses propres deniers à elle.

CÉDULE ROYALE DU 1^{er} OCTOBRE 1566¹

On se souvient qu'en 1557, Nuflo de Chavez fonda la ville de Barranca et obtint du Vice-Roi le titre de gouverneur de la nouvelle Province de Santa-Cruz de la Sierra. Six années plus tard, il retourna à l'Asuncion où il fit une fabuleuse description de la nouvelle province à lui confiée.

A ce propos, le Père Guevara nous dit : « En l'écoutant, toute la ville fut prise d'émoi. Le gouverneur Vergara,

1. *Id.*

l'illustrissime Fray Pedro Latorre, le comptable Philippe Caceres, le facteur Pedro Durantes et beaucoup des principaux conquérants et grande partie de la noblesse, avec ses femmes et ses enfants et ses indiens d' « encomienda » résolurent de suivre Nuflo de Chavez dans la nouvelle Province¹. »

Ayant eu vent de cette entreprise, l'Audience de Charcas écrivit au Roi, en date du 24 décembre 1563, pour lui faire part de l'expédition qui se préparait à Asuncion, dans le but, croyait-elle, de conquérir la Province de los Moxos que Nuflo de Chavez avait à sa charge.

Pour ce faire, il est probable que l'Audience ne connaissait pas encore la Cédule du 29 août de la même année, dans laquelle le Roi étendait, comme nous l'avons vu, sa juridiction territoriale en lui donnant les terres de Manso et de Chavez.

Ce n'est que trois ans plus tard, en 1565, après qu'elle eut arrêté l'expédition paraguayenne à propos de laquelle elle avait consulté le Roi et, probablement, déjà en connaissance de la Cédule du 29 août 1563, que l'Audience reçut, le 1^{er} octobre, une Cédule Royale en réponse à sa consultation écrite, la confirmant dans ces droits sur les territoires qui constituent aujourd'hui le Chaco Boréal.

« Considérant — dit le Roi dans son Ordonnance — qu'il arrivait que trois cents hommes étaient partis du Paraguay sans que vous sachiez s'ils venaient poursuivre la conquête des Moxos que Nuflo de Chavez avait à sa charge ou bien s'ils venaient la faire pour leur propre compte, croyant qu'ils étaient dans leur droit (o esa tierra pretendian ser en derecho de conquista) bien armés et sans espoir de retourner

1. Jaime Mendoza. *La Ruta Atlantica*.

là d'où ils venaient... et parce que, comme vous devez le le savoir, par la provision qu'on vous a envoyée (le Roi fait allusion à la Cédule du 29 août 1563), ces Provinces (Tierras de Manso y de Chavez) nous les avons mises sous le district de cette Audience, vous devez, dorénavant, pourvoir à tout ce que vous croirez utile à notre service et bien de ces terres... »

Le Roi ordonne, en même temps, l'incorporation des Provinces del Rio de la Plata dans le district de l'Audience de Charcas. Mais il convient de faire remarquer que, le Paraguay étant compris dans ces Provinces, celui-ci ne pouvait apporter avec lui ce qu'il n'avait jamais possédé auparavant, le Chaco Boréal étant expressément attribué avant l'Ordonnance du 1^{er} octobre 1566 à l'Audience de Charcas. (Voir Cédules de 1561 et 1563.)

De sorte que, quand il se sépara, plus tard, de cette Audience pour faire partie de la vice-royauté de Buenos-Aires, il ne pouvait le faire qu'avec les mêmes limites qu'il avait en date du 1^{er} octobre 1566.

Cinquante ans plus tard, le gouvernement del Rio de la Plata ou Paraguay dut être divisé pour faciliter son administration. Ce fut le gouverneur Hernandarias de Saavedra qui proposa au Roi l'opportunité de cette mesure. Sa Majesté, avant de prendre une décision, consulta son vice-roi du Pérou, le marquis de Montes Carlos, sur les territoires que comprenait la Province du Guayra ou Paraguay, sur le nombre de ses habitants et s'il était opportun de la séparer de celle du Rio de la Plata et de l'ériger « en Gouvernement de par elle-même, ainsi qu'Hernandarias me l'a fait savoir ». (Cédule du 5 juillet 1608.)

Le marquis de Montes Carlos éleva une information détaillée sur tous les points que le Roi désirait connaître et fixa les

limites occidentales du Paraguay d'une façon assez précise :

« A partir du 19°, plus ou moins, *de ce côté de l'équinoxe*, se trouve le Gouvernement de Buenos Aires, *de l'autre rive du fleuve Paraguay* (rive orientale) vers la mer du Nord. Il commence à partir de Santiago de Jeréz jusqu'à la ville de Trinidad, puerto del Rio de la Plata qui se trouve à 35°. »

Après avoir informé le Roi de la population et des distances entre ville et ville, le Vice-Roi suggère qu'à la nouvelle Province de Guayra ou Paraguay on ajoute la ville d'Asuncion. Et il propose pour la division du Rio de la Plata la distribution suivante :

On assignera au gouvernement du Guayra (Paraguay) les villes d'Asuncion, Villa Rica, Jérez et Guayra ; au gouvernement du Rio de la Plata, les villes de Trinidad, Santa-Fé, Siete Corrientes et Concepcion del Bermejo, considérant que cette division était commode, étant donné que la nature « leur avait mis comme limites des fleuves connus et renommés ». (Nette allusion au fleuve Paraguay.)

Nous voyons donc que le Paraguay, lorsqu'il fut érigé en Gouvernement, ne comprenait que quatre villes avec leurs terres et qu'aucune de ces villes ne comprenait le Chaco Boréal.

Si le Chaco, à cette époque, avait été compris dans le Paraguay, comme aujourd'hui ce gouvernement le soutient, le Vice-Roi n'eût pas dit le contraire en limitant cette province à l'est du fleuve du même nom.

CÉDULE DU 16 DÉCEMBRE 1617

Par cette Cédule, le Roi Philippe III créa les deux nouvelles « Gobernaciones » fixant leur district d'accord avec l'information du vice-roi du Pérou.

«... Et l'autre Gouvernement s'appellera de Guayra (Paraguay) en lui ajoutant comme chef-lieu la ville de Asuncion, et celles de Guayra, Villa Rica del Espiritu Santo et Santiago de Jérez. »

Or, ces quatre villes se trouvaient toutes à l'orient du fleuve Paraguay, aucune dans le Chaco Boréal (Carte).

Cette division, ordonnée en 1617, s'effectua sur place, en 1621, Don Manuel Frias étant gouverneur et Fray Tomas de Torres évêque du diocèse, et tous deux ayant les mêmes limites territoriales, l'un au temporel, l'autre au spirituel.

CRÉATION ET SUPPRESSION DE L'AUDIENCE DE BUENOS-AIRES (1661-1671.)

Cette division ne produisit pas le résultat qu'on attendait, car elle eut pour conséquence l'isolement presque absolu des villes situées au Nord ; c'est ainsi que Villa Rica fut attaquée et détruite par les Portugais, et que Santiago de Jérez et Guayra furent également détruites par les Mamelukes du Brésil et que la ville d'Asuncion elle-même fut plusieurs fois assiégée par les Indiens habitant la rive occidentale du fleuve Paraguay.

Le Roi décida, alors, la création d'une nouvelle Audience avec des territoires appartenant à l'Audience de Charcas. Une Cédule fut expédiée à cet effet, en date du 2 novembre 1661, par le Roi Philippe IV.

« Que dans la ville de Buenos-Aires siège une autre Audience et Chancellerie Royales... Elle aura pour district toutes les villes, bourgs et terres qui sont compris dans les Provinces del Rio de la Plata, Paraguay et Tucuman... avec



Imp. de SALVADORA SUAREZ

CARTE n° 4. — L'Audience de Charcas et l'Audience de Buenos-Aires d'après la Cédule de 1661.

tout ce qui, à présent, est réduit et peuplé dans lesdites trois provinces et tout ce que par la suite on réduira et peuplera sur ces terres. »

Nous avons, ainsi, deux Audiencias : celle de Charcas à laquelle on a enlevé trois gouvernements pour former la nouvelle Audience de Buenos-Aires. Il est tout naturel de se demander à laquelle des deux Audiencias étaient attribués les territoires compris entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo.

Nous avons vu que, lors de la création du gouvernement de Guayra, ou Paraguay, celui-ci fut nettement délimité à l'est du fleuve du même nom par la Cédule de 1617 inspirée de l'information que le vice-roi du Pérou envoya au Roi. Or, ce gouvernement ne comprit pas le Chaco Boréal, celui-ci étant séparé par le fleuve Paraguay « *rio famoso y conocido* ».

La Cédule de 1661 incorpora donc, sans le Chaco Boréal, la Province de Guayra ou Paraguay à la nouvelle Audience de Buenos-Aires.

Le Paraguay fait état, aujourd'hui, d'une phrase de cette Cédule de 1661, dans laquelle il est dit que la nouvelle Audience comprendra outre les trois gouvernements « ... tout ce que par la suite on réduira et peuplera sur ces terres » et il prétend que cette nouvelle juridiction avait droit de conquête sur des territoires en plus de ceux qui lui étaient expressément attribués par la Cédule de 1661.

Mais, en supposant que cette affirmation fut dans l'esprit du Roi, elle se trouverait anéantie par des cédules postérieures, le Paraguay n'ayant rien peuplé ni pacifié à l'occident du fleuve et se limitant seulement à défendre la ville d'Asuncion contre les attaques des Indiens qui, constamment, l'assiégeaient et, ceci, jusqu'aux derniers jours de la période coloniale.

En 1671, c'est-à-dire dix ans plus tard, le Roi ordonna la suppression de l'Audience de Buenos-Aires, en spécifiant que les trois provinces, qui en faisaient partie, retourneraient à leur ancienne juridiction de Charcas « ... *sans altération aucune et comme elles étaient auparavant* » (Cédule Royale du 31 décembre 1671).

Nous arrivons, maintenant, au dernier document invoqué par la Bolivie et que le Paraguay prétend qu'il n'attribue pas le Chaco Boréal à l'Audience de Charcas¹.

En 1681, Philippe IV ordonna le recueil de toutes les ordonnances royales et autres dispositions concernant ses colonies d'Amérique.

Nous avons vu que le Paraguay, lorsqu'il fut érigé en Gobernacion par Philippe III, en 1617, celui-ci lui fixa ses limites, d'accord avec l'information que, sur ces terres, lui envoya le vice-roi du Pérou, marquis de Montes Carlos. Ces limites laissaient le Paraguay à l'est du fleuve de ce nom.

Plus tard, lorsque le roi Philippe IV décida de créer la nouvelle Audience de Buenos-Aires, il rattacha le Paraguay à celle-ci avec les mêmes limites que son prédécesseur lui avait fixées, c'est-à-dire, sans le Chaco Boréal.

En cet état de choses fut rédigée la fameuse « Recopilacion des Indias » dont la loi IX, titre XV, livre II, fixe les limites de l'Audience de Charcas : « que notre Audience et Chancellerie Royales résident dans la ville de La Plata (Sucre) de la Nouvelle Tolède, Province de Charcas, au Pérou... et qu'elles aient pour districts la Province de Charcas et tout le Callao, depuis la localité de Hayabiri de Hurcosuyo ; depuis la localité de Asillo sur la route de Humasuyo ; depuis

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 66.

Atacama sur la route de Arequipa jusqu'à la partie de Charcas inclusivement, avec les provinces de Sangabana, Carabaya, Juries et Dieguitas, Moxos et Chunchos et Santa-Cruz de la Sierra, étant limitées : au Nord, par la Royale Audience de Lima, et les provinces non découvertes ; au Midi, par l'Audience Royale du Chili et *à l'Est et à l'Ouest par les deux mers du Nord et du Sud, et la ligne de démarcation entre les Couronnes des Royaumes de Castille et de Portugal, du côté de la Province de Santa-Cruz du Brésil.* »

Cette loi nous montre clairement que la juridiction et le gouvernement de l'Audience de Charcas s'étendaient sur tout le Chaco.

Il est certain que cette juridiction s'étendait aussi sur le Paraguay, partie intégrante de l'Audience. Mais celui-ci ne comprenait pas le Chaco, ses limites occidentales ayant été depuis longtemps fixées à la rive gauche du Rio Paraguay.

Dans le soin de présenter un exposé logique des titres que la Bolivie possède sur le Chaco Boréal, nous sommes obligés d'ouvrir une parenthèse avant d'arriver à l'un des documents les plus importants pour la cause bolivienne : la cédule royale du 17 décembre 1743, qui consacre d'une façon claire et précise les droits de la Bolivie sur les territoires aujourd'hui disputés par le Paraguay. Cette ordonnance visait le recensement des Indiens des missions de Chiquitos. Il est donc utile de voir ce que comprenaient lesdites missions et les circonstances dans lesquelles cette ordonnance est intervenue.

D'autre part, l'ordonnance de 1743 suffit à elle seule — sans tenir compte de la juridiction administrative ou judiciaire de l'Audience de Charcas — à prouver, d'une façon irréfutable, les droits de la Bolivie sur le Chaco Boréal.

LES MISSIONS DE CHIQUITOS

Dans la formidable entreprise que fut la colonisation de l'Amérique du Sud par la Couronne d'Espagne, la Compagnie de Jésus rendit d'immenses services à la Cause de la Civilisation, en établissant « des reducciones » missionnaires dans toute l'Amérique espagnole.

Parmi ces missions, il en fut une qui constitua plus tard le gouvernement militaire de Chiquitos, dans le gouvernement de Santa-Cruz de la Sierra, sur des territoires aujourd'hui contestés à la Bolivie.

Ce fut en 1692 que les Pères Jésuites commencèrent leur œuvre d'évangélisation en fondant le bourg de San Francisco Xavier.

En l'espace de vingt-six ans, ils avaient fondé dans la province de Chiquitos six villages, avec plus de dix mille Indiens, convertis à la foi chrétienne. Cette province réduite, ils décidèrent d'entreprendre la conquête spirituelle des indiens Zamucos qui habitaient au sud de Chiquitos.

L'étendue des missions jésuites au sud de Chiquitos revêt une importance capitale pour ce débat puisque, nous le verrons, c'est sur ces bases que fut rédigée l'ordonnance de 1743, dont le Paraguay s'obstine à nier la valeur primordiale qu'elle a dans le différent qui l'oppose à la Bolivie.

Quelles sont donc l'étendue et l'extrême limite sud de ces missions dans le Chaco?

Nombreux sont les témoignages¹ qui s'accordent à les

1. Voir « Exposé de la Cause Bolivienne devant la Société des Nations. » Mercado : *Historia Internacional de Bolivia*, p. 189, ss.

fixer avec le bourg de San Ignacio de los Zamucos situé entre les 20°30' et les 21°30' de latitude sud.

San Ignacio avait pour district, non seulement sa population urbaine, mais aussi trois tribus : les Zamucos, les Ugaranos et les Zatieños.

Les missions de Chiquitos n'étaient pas cantonnées, comme le Paraguay le prétend, aux environs de Santa-Cruz de la Sierra, au nord des territoires disputés aujourd'hui, mais elles comprenaient les terres qui s'étendent jusqu'au fleuve Paraguay et étaient limitrophes des possessions portugaises du Brésil¹.

Avec ces observations préliminaires, nous arrivons à la cédule de 1743 où nous voyons que la Législation métropolitaine, non seulement entendait comprendre dans les Missions de Chiquitos la zone conquise et réduite à la foi chrétienne, mais toutes les agglomérations d'Indiens, qui habitaient entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo.

Le Père Juan José Rico, Procureur général de la Compagnie de Jésus, ayant constaté qu'il y avait dans la mission de Chiquitos des Indiens qui ne payaient pas de tribut, non pas par esprit de révolte, mais par une défaillance des autorités compétentes, s'adressa au Roi, afin qu'il « commisionne au Ministre de l'Audience de Charcas au district de laquelle appartiennent ces Indiens » pour leur recensement et leur imposition.

Constatant le bien-fondé de cette requête, le Roi éleva au rang de Loi le 17 décembre 1743 la réponse qu'il y fit.

1. *Relacion Historial de la Mision de Los Indios Chiquitos* du Père J. Patricio Fernandez ;

Décision del Consejo de Indias acojiendo el memorial de Verdugo, 1775 ;

Memorial de l'Audience de Charcas élevé au roi en date du 15 novembre 1790 ;

Diario del Comisario demarcador de limites Aguire, 1793 ;

Exposé de la Cause Bolivienne, Société des Nations, p. 10, 11, 12 ;

Le Paraguay prétend que cette Charte a une portée tout à fait différente, « qu'il ne s'agit pas d'une attribution de juridiction faite par le monarque espagnol, mais d'un ordre en vue de recenser les Indiens de la Mission de Chiquitos¹... »

Par là même le Paraguay nous montre, par un exemple qu'il constate lui-même, que l'Audience de Charcas n'avait pas seulement une juridiction à caractère judiciaire, mais encore administrative, ce qu'il s'efforce de nier d'autre part.

Il convient donc, de reproduire cette Charte, qui ne figure pas parmi les nombreuses annexes de l'exposé de la cause paraguayenne devant l'Assemblée de la Société des Nations, et de l'analyser ensuite.

Cédule Royale de 17 décembre 1743.

« Adressée au Président et Échevins de la Royale Audience de la ville de La Plata, Province de los Charcas, au gouverneur de la Province de Santa-Cruz de la Sierra, aux officiers royaux et autres ministres qui doivent assurer l'exécution de cette Royale Résolution :

« Le Roi,

« Le Père Juan José Rico, de la Compagnie de Jésus, Procureur Général de la Province du Paraguay², ayant présenté que les Jésuites du Paraguay avaient commencé vers 1692 la conquête spirituelle et les Missions de Chiquitos qui comprennent toutes les agglomérations d'indiens existant entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo, depuis les

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 79.

2. Il s'agit de la province jésuitique.

alentours de Santa-Cruz de la Sierra à l'évêché de laquelle elles estiment appartenir. Dieu, dans sa Divine Bonté, a bien voulu soutenir leurs efforts glorieux, de telle sorte qu'actuellement toute la Nation Chiquite, étant convertie à sa Sainte Foi et par l'intermédiaire de celle-ci un grand nombre d'autres agglomérations et nations circonvoisines, ils ont déjà formé avec elles sept « reducciones » à savoir : San Francisco Xavier, San José, San Rafaël, San Juan Bautista, La Concepcion, San Miguel, et San Ignacio de los Zamucos, qui comprennent de douze à quatorze mille Indiens convertis et convenablement instruits, non seulement dans les Mystères de notre Sainte Foi, mais aussi dans les coutumes d'une police rationnelle qu'ils n'avaient pas auparavant, vivant dans ces bois et ces déserts comme des brutes sauvages et qu'à présent, non seulement en ce qui touche le Divin Culte il y a dans les bourgs sus-mentionnés une convenable église avec orgue et des musiciens indiens pour les offices divins, mais aussi qu'on a pu les instruire dans les travaux nécessaires à tout peuple à l'aide de frères coadjuteurs qu'on a fait venir d'Europe, habiles dans quelques métiers mécaniques, dans lesquels ces Indiens sont déjà assez maîtres et qu'on s'attend à ce qu'ils le soient de plus en plus, à en juger par l'application qu'ils y apportent, spécialement ceux de la nation Chiquite qui se sont convertis et assujettis de tout cœur au Saint Évangile, et qu'il faut espérer qu'ils arriveront à le propager *aux autres nations circonvoisines* et persuader ces bêtes rationnelles à devenir des brebis du Christ et il est très rare qu'ils s'en retournent vides et sans fruit de quelques âmes, ce qui a été le plus efficace moyen avec lequel la Divine Providence a aidé à la fondation des sept susdites « reducciones », mais aussi, ce qui est très appréciable, à peupler le ciel de plusieurs millions

d'âmes de cette vaste nation païenne, pour que, une fois reçu le Saint Baptême, ils atteignent la fin pour laquelle ils furent créés, et qu'il faut espérer que la Miséricorde Divine, permettra *d'ajouter par ce moyen aux sept « reducciones » déjà fondées, beaucoup d'autres formées d'Indiens réduits à mon Catholique Vasselage*, sans autre arme que la Sainte Croix et la véritable connaissance du Créateur ;

« Et, parce que, sur lesdites « reducciones » déjà fondées et dans le nombre d'Indiens qui les peuplent, il y en a beaucoup qui ont dépassé la date d'exemption de tribut que je leur accorde et qu'ils ne l'ont pas encore payé, ne reconnaissant ainsi mon vasselage, non pas parce qu'ils n'ont pas la volonté de le faire, mais parce que, jusqu'à présent, aucun ministre ne leur a fixé, ni la quantité, ni la qualité ; et parce que je ne veux pas que cette omission soit attribuée à la révolte des Indiens ou au manque de fidélité des Jésuites, comme on a vu le faire par des émules de la Compagnie de Jésus, en ce qui concerne les missions des Guaranies de la même province, se procurant de sinistres informations (tout en prétextant mon service) dont le but était de détruire ces missions et de dénigrer avec la vilaine tâche de la déloyauté les glorieux travaux des Jésuites qui, avec leur sueur et leur sang, fondèrent ces missions et les conservent jusqu'à nos jours si florissantes ; suppliant que, vu tout ce qui a été dit, je donne les lettres que je juge convenables à mon royal service et que par la même occasion, je commissionne l'un de mes ministres de ma Royale Audience de los Charcas *au district de laquelle appartiennent ces Indiens* de les reconnaître et de faire le recensement nécessaire de ceux qu'ils peuvent payer le tribut que volontairement ils admirent et de leur fixer la quantité et la qualité, ainsi que la forme qu'ils devront observer dorénavant ; mais, pour que dans

cette tâche on obtienne le plus grand service de Dieu et le mien, ainsi que la tranquillité de ces Indiens, il est nécessaire que tout ceci soit fait avec le moins de bruit judiciaire possible, le tout d'accord avec la loi 24 du livre VI, titre V de la nouvelle « Recapitulacion » où est prescrite la forme que l'on doit observer pour l'imposition des Indiens ; *parce qu'étant ces Indiens de par leur nature belliqueux, comme ils l'ont déjà montré toutes les fois que le Gouverneur de Santa-Cruz a fait appel à eux pour punir avec leurs armes les indiens Chiriguanos rebelles dans cette « sierra », et toutes les fois que par eux-mêmes, et avec un heureux succès, ils se sont imposés aux Portugais qui venaient les insulter de l'autre côté de la « laguna » Mamoré et du rio Paraguay où l'on croit que, sur mes terres, ces Portugais travaillent quelques mines d'or, avec l'intention de tout emporter pour leur bénéfice, et parce que ces Indiens n'ayant pas été réduits à me reconnaître pour leur Monarque par la force des armes, mais plutôt par la douceur de la Loi du Christ et avec l'assurance qu'ils n'avaient pas à servir l'Espagnol (ce qu'ils abhorrent, à cause des exactions qu'ils voient se pratiquer sur d'autres Indiens, leurs voisins), on doit donc, prudemment, ne pas les inquiéter et éviter qu'ils se croient dupés dans le cas que ce recensement ne puisse pas être fait avec la douceur possible; et que, pour ce et pour mon plus grand service, il serait convenable que ce recensement et cette assignation de tribut ne soient pas faits sans la présence du Provincial du Paraguay et quelques-uns des missionnaires qui connaissent leur caractère et ont gagné leur volonté, étant à espérer que ceux qui furent les instruments pour que ces Indiens vinssent à la connaissance du Créateur et celle de mon vasselage seront aussi les plus indiqués pour les réduire à se conserver dans le même*

vasselage, avec la juste reconnaissance du tribut qu'ils doivent payer; qu'en ce qui concerne la portion congrue de deux cents pesos que j'ai accordée aux dits missionnaires qui assistent ces missions et ces peuples, portion accordée au moyen de deux cédules royales expédiées le 17 décembre de l'année dernière et de 1716, et qu'ils n'ont jamais perçue, à cause de charges qui pèsent sur les royales caisses de Potosi, où la dite portion leur est consignée et qu'ils n'ont subsisté depuis le commencement de ces missions jusqu'à aujourd'hui que grâce aux aumônes de quelques fidèles et d'autres Secours que leur octroyait le Provincial, avec la coopération des collèges de cette province, j'ordonne par là même que lesdits deux cents pesos de ladite portion soient payés aux missionnaires et pris dans la quantité qui résulterait du tribut, de la même façon qu'il est pratiqué dans les missions de los Guaranies avec leurs missionnaires.

« Ayant été délibéré dans mon Conseil des Indes avec ce que mon Procureur a rapporté, j'ai résolu d'acquiescer à sa demande, ordonnant qu'il soit fait le recensement des Indiens tributaires de la Mission de Chiquitos par don Francisco Xavier de Palacios et à son défaut par don José Giraldes, et, à défaut de ce dernier, par don Joaquin de Oriondo y Murguía, tous trois échevins de ma Royale Audience de Charcas et que celui qui ira exécuter cette commission le fasse avec l'intervention du Provincial ou du Supérieur de ces Missions et quelques-uns des missionnaires, le tout conformément à la loi XXI, livre VI, titre V; qu'on impose un peso à chaque tributaire et pas plus pour le moment; qu'on pratique l'exercice du patronat royal, qu'on les induise à payer la dîme; et qu'on donne aux missionnaires chargés de la mission deux cents pesos par an à chacun d'eux et qu'on pren-

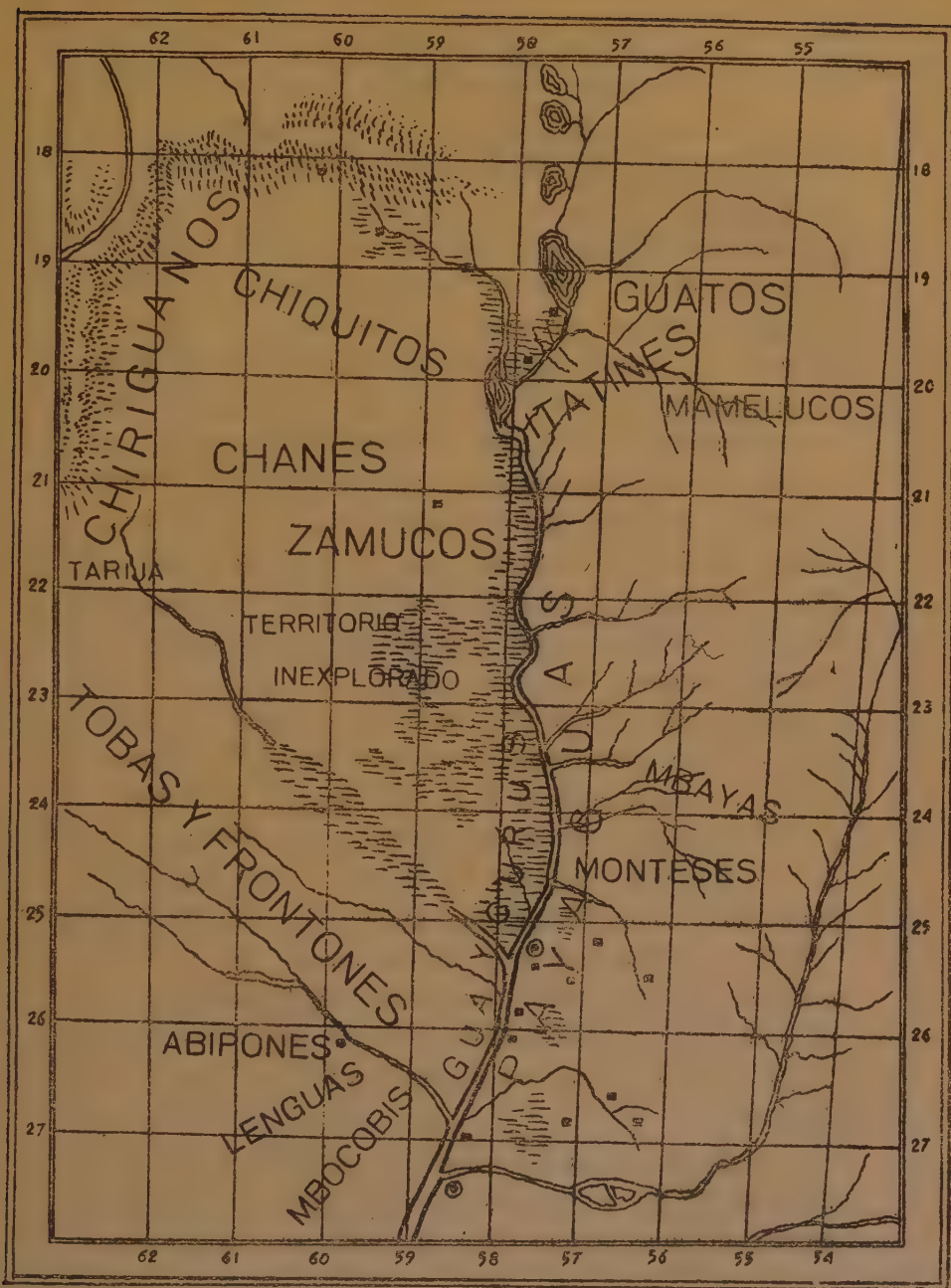
dra sur le tribut que les Indiens doivent payer. En conséquence, j'ordonne, par la présente, au Président et aux Échevins de la Royale Audience de la Plata, province de los Charcas; au gouverneur de Santa-Cruz de la Sierra, aux officiers royaux et autres ministres et personnes à qui appartiendrait l'exécution de cette décision royale, qu'immédiatement que ces missionnaires présenteront cette royale Cédula, on fasse le recensement des Indiens tributaires de Chiquitos, dans la forme qu'il vient d'être dite; qu'on impose à chacun des Indiens un peso à titre de tribut; qu'on pratique l'exercice de mon royal patronat; qu'on les induise à payer la dîme et qu'on donne aux missionnaires chargés de ces missions deux cents pesos par an, qu'ils doivent toucher sur le même tribut que ces Indiens doivent payer, en leur donnant toute la faveur et toute l'aide dont ils auraient besoin pour l'accomplissement exact de ma royale résolution; telle est ma volonté.

Donné en el Buen Retiro le dix-sept décembre mille sept cent quarante trois.

Le Roi. »

Quelle est la valeur de ce document élevé par la procédure coloniale au rang de loi?

Pour le Paraguay, il ne constituerait pas un élément favorable à la Bolivie pouvant être versé au débat, car, « la décision royale n'a nullement le sens qu'on lui prête, car, elle visait exclusivement le recensement ou imposition des Indiens. D'ailleurs, la phrase invoquée (les nations ou tribus se trouvant entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo, à partir des alentours de Santa-Cruz de la Sierra, au gouvernement et évêché de laquelle on estime qu'elles appartiennent ») eût-elle émané directement du monarque et exprimé sa



CARTE n° 5. — Carte ethnographique du Gran Chaco et du Paraguay.

volonté, ne pourrait nullement porter atteinte au droit du Paraguay. Les missions de Chiquitos se trouvaient entièrement entre les sources des fleuves Paraguay et Pilcomayo, et la formule employée était conforme à la vérité géographique, d'autant plus que cette indication faisait l'objet de limitations qui en expliquaient et précisaient le sens : les nations qui comprenaient ces missions entre lesdits fleuves étaient celles qui s'étendaient « à partir des alentours de Santa-Cruz de la Sierra » ; les Indiens qui les composaient étaient la nation des Chiquitos et les tribus mineures circonvoisines. Le mémoire présenté par le Procureur des Jésuites se référait aux missions de Chiquitos, dont les frontières étaient parfaitement délimitées *et n'atteignirent jamais le fleuve Paraguay* ni le fleuve Pilcomayo, bien qu'elles fussent situées au milieu de l'espace compris entre les sources de ces deux grands cours d'eau ¹... ».

Avant de rentrer dans l'analyse de la cédule en question, il convient de relever une erreur volontaire qui figure dans la partie de l'Exposé de la Cause paraguayenne devant l'Assemblée de la Société des Nations que nous venons de reproduire et qui surprend, d'autant plus qu'il s'agit d'une pièce officielle exposée toujours à des démentis.

Ce texte nous dit que le mémoire présenté par le Procureur des Jésuites se référait aux missions de Chiquitos et aux tribus mineures circonvoisines, « *dont les frontières étaient parfaitement délimitées et n'atteignirent jamais le fleuve Paraguay* ».

Nous ne voulons pas croire que les délégués du Paraguay n'ont pas lu entièrement la Cédule de 1743, et c'est à cause de cela que nous parlons d'erreur volontaire. En effet, nous

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 80.

voyons que le Roi recommande, dans sa Cédule, de la modération pour le recensement « parce que, étant ces Indiens de par leur nature, belliqueux comme ils l'ont déjà montré toutes les fois que le gouverneur de Santa-Cruz de la Sierra a fait appel à eux pour punir avec leurs armes les indiens Chiriguanos rebelles dans cette « sierra » et toutes les fois que, par eux-mêmes et avec un heureux succès, *ils se sont opposés aux Portugais qui venaient les insulter de l'autre côté de la « laguna » Mamoré et du rio Paraguay...* » L'affirmation du Paraguay est donc dénuée de fondement, car les Indiens qui font l'objet du recensement ordonné par le Roi ont bel et bien atteint le fleuve Paraguay, ce qui vient donc confirmer la thèse bolivienne.

La phrase de l'ordonnance royale attribuant ces missions au district de l'Audience de Charcas ne serait, selon le Paraguay, que la transcription textuelle, selon la procédure de l'époque, d'une phrase de mémoire présenté par le Procureur des Jésuites, à la requête duquel fut rendue cette ordonnance¹.

Il convient donc d'analyser ce document et de voir si l'affirmation paraguayenne est conforme à la réalité.

Tout d'abord, nous constatons que la Cédule Royale est *adressée aux Présidents et Echevins de l'Audience de Charcas, au gouverneur de Santa-Cruz et de la Sierra* (et non pas à celui d'Asuncion) et aux autres autorités compétentes. C'était donc, ces autorités-là — *et seulement elles* — qui avaient compétence pour procéder dans cette affaire à caractère territorial et de démarcation et où il devait être procédé au recensement des indiens Chiquitos et autres tribus circonvoisines.

1. *Id.*, n° 79 *in fine*.

Nous constatons également que les districts où va s'effectuer le recensement ordonné par Sa Majesté sont clairement déterminés : « *Les Missions de Chiquitos, qui comprennent toutes les nations et agglomérations d'Indiens qui habitent entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay, à partir des alentours de Santa-Cruz de la Sierra au Gouvernement et à l'Evêché de laquelle elles estiment appartenir...* »

Il est vrai que la limite sud n'est pas déterminée par l'ordonnance d'une façon explicite, mais il suffit de se demander jusqu'où arrivaient lesdites nations et agglomérations qui constituaient les missions que l'on se proposait de recenser pour connaître cette limite.

Or, nous avons vu plus haut qu'elles atteignaient le parallèle 22° au sud de San Ignacio de los Zamucos.

L'ordonnance établit également que « toutes les nations circonvoisines » de Chiquitos et Zamucos, c'est-à-dire toutes les agglomérations d'Indiens établies entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo faisaient l'objet du zèle religieux des indiens Chiquitos convertis à la religion catholique et qu'il était à espérer que « tout ce vaste territoire païen » serait converti. Et nous entendons le Roi, et non pas le Procureur des Jésuites qui nous dit : « ... et il faut espérer que la Divine Miséricorde permettra d'ajouter aux sept « *reducciones* » déjà fondées, beaucoup d'autres formées d'Indiens réduits à mon Catholique Vasselage » et « que JE donne les lettres que je juge convenables à mon Royal Service. »

Dans le même esprit, et il ne s'agit pas là d'une transcription du Mémoire du Procureur des Jésuites, le Roi ordonne « à l'un de mes ministres de Ma Royale Audience de los Charcas au district de laquelle appartiennent ces Indiens, de les reconnaître et de faire le recensement ».

Affirmation catégorique, qui suffit à elle seule, à détruire l'argumentation paraguayenne.

La Bolivie ne prétend pas nier que l'objet principal de la Cédule de 1743 est le recensement des Indiens dont il s'agit ; ce serait vouloir nier l'évidence même ; mais il faut se demander pour comprendre la thèse bolivienne, quelle était la raison d'être de cette ordonnance. Elle découle de ses antécédents.

Ce sont les Indiens « *qui comprennent toutes les nations et agglomérations d'Indiens qui existent entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay* » et, comme ces Indiens appartiennent au district de l'Audience de Charcas et à l'évêché de Santa-Cruz, le Roi ordonne à ces autorités de faire leur recensement.

Nous voyons donc, contrairement à ce que le Paraguay affirme, que ce n'est pas la transcription textuelle du mémoire des Jésuites présenté par le Père Rico que la Bolivie invoque en faveur de ses droits, mais la parole même du Roi. S'il n'en était pas ainsi, comment expliquer ces phrases qui se trouvent tout le long de la Cédule Royale : « ... ma Royale Audience au district de laquelle ils appartiennent », « ... à Mon Royal Service... » C'est donc le Roi qui parle et non pas le Père Rico comme le Paraguay le prétend.

Mais ce qui frappe surtout dans cette Cédule, c'est que la portion congrue de deux cents pesos attribuée aux missionnaires chargés d'aider au recensement devait être prise dans les Caisses de Potosi et non pas dans celles d'Asuncion, le tout conforme avec ce qui avait été établi depuis longtemps pour le paiement de ces missionnaires en 1716.

Nous voyons encore ici une manifestation de cet esprit de suite dans la Législation coloniale qui, tout le long de son évolution, ne s'est jamais départie de la conviction que le

Chaco Boréal appartient depuis sa découverte, à ce qui, plus tard, devait constituer la Bolivie actuelle.

Nous pouvons donc, résumer les conclusions de cette Cédule en disant : que, dans le district de l'Audience de Charcas, se trouvait la Province de Santa-Cruz; que, dans cette Province, se trouvaient incluses les Missions de Chiquitos et que ces Missions comprenaient « toutes les agglomérations d'Indiens existant entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay », ces Indiens occupant contrairement à l'affirmation paraguayenne, la rive occidentale du fleuve Paraguay, car ils défendaient les frontières espagnoles contre les Portugais et guerroyaient contre les Chiriguanos aux ordres du gouverneur de Santa-Cruz.

L'exécution de la Cédule de 1743 fut strictement accomplie par l'un des échevins de l'Audience de Charcas, don Fernando Xavier Palacios, qui se rendit sur place en 1746, ainsi qu'il est prouvé par le procès-verbal reproduit dans l'Exposé de la Cause Bolivienne devant l'Assemblée de la Société des Nations, page 13.

Mais l'argumentation du Paraguay contre la Cédule de 1743 ne s'arrête pas là.

Il lui oppose par la plume de son plus grand historien, le Docteur Dominguez, la Cédule de 1772 (15 septembre). Cet auteur, qui n'hésite pas à mutiler le texte¹ pour arriver à donner une base à son argumentation, prétend que cette Cédule enlevait à la compétence et à la juridiction de Charcas les Indiens et les territoires disputés aujourd'hui à la Bolivie.

1. Dominguez. *Chaco Boreal*, note 3, p. 178 : « He resuelto ultimamente que no pase por ahora a la numeration de los indios y arreglo de tributos ministro alguno de la Audiencia de Charcas. » L'auteur supprime : « ... hasta que se verifiquen las circunstancias que en sus modificaciones propuso la misma Audiencia. »

Voyons donc dans quelles circonstances intervint cette fameuse ordonnance de 1772 dont le Paraguay fait tant état.

En 1768, Charles III ordonna l'expulsion des Jésuites de ses colonies, ainsi que de tout son Royaume. Les Missions de Moxos et Chiquitos durent être confiées directement à l'Evêché de Santa-Cruz, à la juridiction duquel elles appartenaient depuis leur fondation, ainsi qu'il avait été établi dans la Cédule de 1743. A cette occasion, l'évêque de ce diocèse, don Ramon de Herboso, visita ces missions et fut chargé de rédiger les règlements pour leur administration civile. Ces règlements, une fois approuvés par l'Audience, avec quelques modifications furent envoyés en Espagne pour leur ratification. Celle-ci intervint en vertu du décret royal du 25 juillet 1771, où nous lisons ce passage :

« Que, une fois vérifiés les gouvernements civil et temporel, un ministre de ladite Audience fasse le recensement et fixe le tribut que ceux de Moxos et Chiquitos doivent payer comme les autres indigènes ; et que les Gouverneurs de Moxos et Chiquitos soient aux ordres de celui de Santa-Cruz de la Sierra en attendant que ce Conseil (el Consejo de Indias), examine la question et propose ce qu'il jugera le plus convenable¹. »

Le Conseil examina la question et proposa : « qu'il était convenable que le Ministre (désigné par le décret du 25 juillet 1771), ne fasse pas encore le recensement, avant que ne soient vérifiées les circonstances que propose ce tribunal (l'Audience de Charcas), et parce qu'il existe le grave inconvénient de commencer avant qu'il ne soit temps. » (Consultation du 6 avril 1772².)

1. Dans Mujia. *Bolivia-Paraguay*, t. II, p. 545.

2. Mujia. *An nexos*, t. IV, p. 398.

A la suite de cette consultation adressée par le Roi à son Conseil, celui-ci revint sur la décision prise le 25 juillet 1772 en envoyant la Cédule du 15 septembre 1772, où il dit : qu'il « avait décidé qu'aucun ministre de l'Audience de Charcas ne fasse pour le moment aucun recensement, ni ne fixe aucune imposition, avant qu'il ne soit procédé aux vérifications des circonstances que l'Audience proposa... » (Le Roi fait allusion aux règlements modifiés et envoyés par l'Audience de Charcas pour leur approbation).

On le voit, la visite de l'Audience de Charcas n'est pas supprimée, mais simplement remise à plus tard, une fois les vérifications faites. On ne peut donc pas dire qu'il y a eu dérogation.

Mais supposons qu'il en ait été ainsi et que le Roi ait remplacé le Ministre de l'Audience de Charcas, comme le prétend M. Dominguez, par l'évêque de Santa-Cruz — ce qui n'est pas prouvé. La situation ne changerait en rien le droit de la Bolivie sur le Chaco Boréal, puisque cette terre appartenait à Santa-Cruz de la Sierra et que ce Gouvernement et cet Évêché faisaient partie du district de Charcas.

La Cédule de 1743 aurait été dérogée si celle de 1772 avait dit que ces Missions n'appartenaient plus à l'Audience de Charcas. Or, c'est tout le contraire que nous constatons dans la Cédule de 1772 : « ... que, tant que ces peuples (Chiquitos) seront sujets du Gouvernement de Santa-Cruz de la Sierra, ceux qui seront chargés de leur administration le fassent en qualité de « corregidores ».

Nous voyons que les desseins du monarque ont toujours été les mêmes en ce qui concerne cette partie de ses domaines, car les trois documents que nous avons examinés (documents de 1743, 1771 et 1772) attribuent ces territoires à Santa-Cruz de la Sierra. Si nous continuons la lecture de

cette Cédule de 1772, notre conviction ne peut pas s'affirmer. Dans celle-ci, le Roi charge le vice-roi du Pérou de fonder quelques bourgs d'Espagnols tout le long des lagunes Mandiore, Uberaba et Jarayes, dans le but de *garder les confins du Matto Grosso* contre les invasions des Portugais, en insistant sur la nécessité « d'éviter les incursions qu'on fait en utilisant le chemin qu'on sait ouvert à partir de ladite lagune Mandiore *et qui passe à travers les Missions de Chiquitos et Zamucos dans la direction de celles de Chiriguanos et jusqu'au « corregimiento » de Tarija, où se trouve le fleuve Pilcomayo... »*

Ceci nous montre que la province de Chiquitos, que le Paraguay s'obstine à cantonner aux alentours de Santa-Cruz, était limitrophe du Brésil et s'étendait sur les lagunes de Mandiore et Uberaba et le long du fleuve Paraguay.

Nous pouvons également constater que le Roi ne s'adresse pas aux autorités d'Asuncion pour la garde et la conservation de ces chemins, mais à celles du Pérou.

On est donc très surpris lorsqu'on entend la délégation paraguayenne à Genève dire que « lorsque les Portugais franchirent le fleuve Paraguay, frontière que leur avaient assignée les traités conclus par les Métropoles respectives, et s'internèrent dans le Chaco, ce fut le Paraguay et non le Haut Pérou qui accourut à la défense du domaine espagnol envahi⁴ ».

CÉDULE DU 5 AOÛT 1777

Le Roi, qui avait placé les provinces constituées par les Missions de Moxos et Chiquitos sous l'autorité du gouver-

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 33.

neur de Santa-Cruz de la Sierra, et celui-ci ne pouvant pas assurer dûment l'administration de ces territoires menacés par les avances portugaises, qui ne cessaient pas, malgré le traité de Santa Ildefonso, le Roi décida d'ériger ces Missions en deux gouvernements militaires distincts ; celui de Moxos et celui de Chiquitos.

Ce dernier gouvernement fut mis sous les ordres de don Juan B. Verdugo auquel le Roi, dans sa Cédule du 5 août 1777, créatrice de ce Gouvernement, dit : « Pour parvenir à avoir le progrès qui convient à la population de cette province et à la reconnaissance de ma Royale Autorité par ces Indiens, j'ai décidé de séparer ces Missions (Moxos et Chiquitos), les plaçant chacune sous l'autorité d'un Gouverneur militaire. Je vous ai choisi, don Juan Barthélémy Verdugo, pour que vous soyiez à la tête de ladite province de Chiquitos. » Le gouverneur Verdugo reçut, en outre, l'ordre de se soumettre à l'Audience de Charcas « sous l'autorité de laquelle il devait se maintenir... pour toutes les affaires qui, par leur gravité et importance, relèvent de sa compétence... ». Ainsi fut créé le Gouvernement militaire de Chiquitos sur l'emplacement des anciennes Missions jésuitiques, au sud du gouvernement de Santa-Cruz, entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay et qui devait dépendre, en matière civile et administrative, de l'Audience de Charcas et, en matière militaire et ecclésiastique, du gouverneur et de l'évêque de Santa-Cruz respectivement.

CRÉATION DE LA VICE-ROYAUTÉ DE BUENOS-AIRES

Ces mesures n'ayant pas été jugées suffisantes, et voyant l'impossibilité dans laquelle se trouvait le vice-roi du Pérou

d'empêcher l'avance portugaise, le Roi décida la création de la Vice-Royauté de Buenos-Aires, plus proche des territoires envahis.

Onze mois après cette décision, le Roi la confirmait par la Cédule royale du 14 juin 1777 :

« Comprenant qu'il est important à mon royal service et au bien de mes vassaux dans cette partie de mes domaines la permanence de cette dignité (la Vice-Royauté), et étant donné que le vice-roi de Lima, séparé par plus de mille lieues desdites provinces, ne peut pas les gouverner ni les protéger en temps de guerre, j'ai décidé de conserver le poste de vice-roi et capitaine général des provinces de Buenos-Aires, Paraguay, Tucuman, Potosi, Santa-Cruz de la Sierra et de toutes les corregidories, peuples et territoires se trouvant sous la juridiction de cette Audience (de Charcas), étant aussi compris dans ce gouvernement les territoires de Mendoza et San Juan qui, auparavant, étaient sous l'autorité du gouvernement du Chili... avec indépendance absolue du vice-roi du Pérou et du président du Chili... »

On voit donc que la nouvelle Vice-Royauté fut fondée exclusivement avec les provinces et territoires que comprenait l'Audience de Charcas, à l'exception de San Juan et Mendoza que le Roi plaçait dans le nouveau ressort.

LES INTENDANCES

(Ordonnance du 28 janvier 1782.)

En suivant le processus historique des territoires contestés aujourd'hui à la souveraineté bolivienne, nous arrivons à la

fameuse ordonnance dite des Intendants, qui instaura un nouveau régime administratif plus perfectionné, à côté du régime des Audiences.

Sans entrer dans le détail de cette ordonnance, nous allons tâcher de déterminer la circonscription territoriale qu'elle attribuait à chacune de ces nouvelles entités administratives qu'étaient les Intendances.

Nous pouvons constater, à la lecture de l'ordonnance de 1782, que les circonscriptions territoriales des Intendances n'étaient pas explicitement et géographiquement déterminées. Pour leur démarcation, l'Ordonnance se basait sur les limites des évêchés existant à cette époque.

C'est ainsi que la Vice-Royauté de Buenos-Aires fut divisée en huit Intendances, dont une générale et sept provinciales, chacune comprenant le district de leur évêché.

Ces Intendances furent :

L'Intendance Générale d'Armée et de Province ;

L'Intendance du Paraguay ;

L'Intendance de Tucuman ;

L'Intendance de Santa-Cruz de la Sierra ;

L'Intendance de La Paz, avec les Provinces de Lampa, Garabay et Azangaro ;

L'Intendance de Mendoza avec toute sa Corregidorerie et dans laquelle se trouve la Province de Cuyo ;

L'Intendance de La Plata avec *tout l'Archevêché* de Charcas ;

L'Intendance de Potosi avec les districts de Porco, Chayanta, Atacama, Lipez, Chinchas et Tarija.

Un an plus tard, en 1783, cette division reçut quelques modifications en ce qui concerne les Intendances de Mendoza et de Tucuman, d'une part, et la ville de Cochabamba qui fut séparée de l'Intendance de La Plata et ajoutée avec

tout son district à celle de Santa-Cruz, d'autre part. Après ce remaniement, c'est seulement Cochabamba qui figure comme Intendance, Santa-Cruz y étant comprise.

Voyons donc, pour les Intendances de Santa-Cruz et du Paraguay, quelles étaient les limites de leurs évêchés respectifs dans lesquelles elles furent créées et nous aurons ainsi leur démarcation administrative et politique.

L'évêché de La Plata fut morcelé en 1609 pour former les évêchés de Santa-Cruz et de La Paz. En ce qui concerne l'évêché de Santa-Cruz, la Résolution de 1609 fixait ses limites de la façon suivante :

Il comprendra : *Le Gouvernement de Santa-Cruz de la Sierra avec tout ce qui lui appartient et tout ce qu'on y conquerra par la suite.*

Nous avons vu, plus haut, que la conquête spirituelle de la Province de Chiquitos commença en 1691 et que, lors de l'expulsion des Jésuites missionnaires de cette Province, Chiquitos comprenait tous les bourgs que ces Pères avaient fondés jusqu'en 1768, date de leur expulsion. Nous avons aussi établi que le plus méridional de ces bourgs était San Ignacio de los Zamucos, qui se trouvait à 21°30' de latitude sud, ce bourg comprenant un district qui s'étendait encore sur plusieurs kilomètres vers le Sud. Nous avons également constaté, en étudiant la Cédule de 1743, que cette Ordonnance royale, qui a un caractère officiel irréfutable, disait, confirmant ce qui n'était que l'opinion commune dans la Colonie, que ces Missions « comprennent toutes les nations et agglomérations d'Indiens existant entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay, à partir des alentours de Santa-Cruz de la Sierra *au gouvernement et à l'évêché de laquelle elles estiment appartenir* » et que ces Missions avaient comme limite orientale le fleuve Paraguay, comme il est

dit implicitement dans la même Ordonnance de 1743.

Comme preuve de la juridiction spirituelle que l'évêché de Santa-Cruz exerçait sur ces territoires, nous pouvons citer, entre autres, la visite pastorale que fit l'évêque de Santa-Cruz, don Pablo de Olmedo, en 1754, visite qu'il rapporta à Sa Majesté, dans une lettre, et l'information que le vice-roi du Pérou éleva, en 1747, sur l'évêché de Santa-Cruz où il citait les sept Missions qui en faisaient partie, parmi lesquelles se trouvait celle de San Ignacio de los Zamucos « à 80 lieues au sud de la reduccion de San Juan Bautista, dans la terre des Zamucos ».

Lors de la création du Gouvernement militaire de Chiquitos, après l'expulsion des Jésuites, celui-ci continua à être sous la juridiction ecclésiastique de l'évêque de Santa-Cruz, comme nous le prouve la visite pastorale que cet évêque fit à ces Missions, dans le but de rédiger les règlements pour leur gouvernement temporel et spirituel.

L'argumentation paraguayenne étant très fortement basée sur cette ordonnance des Intendants, il est intéressant de connaître sommairement les points de vue de cette République.

Pour l'évêché d'Asuncion, le Paraguay s'efforce de le faire pénétrer dans le Chaco Boréal, entre les fleuves Pilcomayo et Paraguay, en invoquant une vieille loi coloniale datant de 1534 sur la répartition territoriale des évêchés¹.

Cette loi stipulait que chaque évêché comprendrait les 15 lieues s'étendant tout autour de la ville où siège l'église cathédrale, et, s'il existait entre deux évêchés une portion intermédiaire non comprise entre ces 15 lieues, elle serait partagée par moitié.

Ainsi que certaines autres dispositions datant des premiers

1. *Id.*, n° 15.

temps de la colonie, comme celles des « Adelantazgos », cette loi ne pouvait être que transitoire. Elle avait force exécutoire en attendant que le système colonial espagnol fut solidement établi et la souveraineté espagnole fermement cimentée.

Le domaine espagnol se dilatant au fur et à mesure des conquêtes et des découvertes, les évêchés primitivement établis durent se diviser et se transformer pour satisfaire aux exigences nouvelles¹.

C'est ainsi que, en 1621, l'évêché d'Asuncion comprenait toute la province du Rio de la Plata. La même année, intervint la division administrative, ordonnée en 1617 et que nous avons étudiée plus haut. Il fut en même temps, établi la division ecclésiastique de l'évêché d'Asuncion, auquel on retira la partie sud pour former l'évêché de Buenos-Aires. L'évêché d'Asuncion restait, donc, dans les limites du Gouvernement du Paraguay, limites qui furent fixées par la même ordonnance de 1617. Ces limites ne comprenaient pas le Chaco (*Voir développements de la Cédule de 1617.*)

Nous pouvons invoquer à l'appui de ces affirmations trois témoignages particulièrement autorisés, dans la matière que nous traitons. Ce sont ceux des historiens jésuites Guevara Techo et Charles Voix, très souvent cités par les auteurs paraguayens. Ils nous déclarent que les évêchés de Buenos-Aires et d'Asuncion avaient les mêmes limites que les Gouvernements de Buenos-Aires et du Paraguay respectivement².

Toujours, dans le soin de faire rentrer le Chaco Boréal dans le district d'Asuncion, le Paraguay s'écrie :

1. Autrement on ne pourrait pas expliquer le fait que l'évêché de Tucuman à l'époque des Intendances eut son église cathédrale à plus de 160 lieues de sa limite sud alors que par le Nord elle était séparée de l'évêché voisin par moins de 70 lieues. Voir aussi carte des Intendances et observer cette absence de concordance avec la loi de 1534.

2. Dans Mujia. *Bolivia-Paraguay*, t. II, p. 648.

« Même en l'absence de toute législation régissant les
« opérations des démarcations ecclésiastiques en Amérique,
« il eût été absurde de créer un évêché à Asuncion et de sous-
« traire à son influence un territoire qui commençait à
« mille mètres de son église cathédrale, avec un fleuve pour
« toute séparation, et peuplé de milliers d'Indiens non encore
« convertis à la religion. La simple logique montre claire-
« ment que le rio Paraguay ne pouvait servir de limite à l'évê-
« ché d'Asuncion. Le Chaco, par attraction naturelle, devait
« inévitablement tomber sous l'influence du diocèse d'Asun-
« cion¹. »

Faire une pareille observation c'est supposer le lecteur ignorant des événements coloniaux en Amérique du Sud.

Si le Gouvernement de la Province du Paraguay, ainsi que le diocèse d'Asuncion n'ont jamais pu exercer une influence quelconque dans le Chaco Boréal, c'est pour la simple et bonne raison qu'ils ne purent jamais y pénétrer d'une façon permanente, toujours ayant été refoulés par les indomptables tribus qui habitaient de l'autre côté du fleuve. C'est ainsi qu'après la Cédule du 2 novembre 1661, le Gouvernement du Paraguay, n'ayant rien « peuplé ni pacifié » de l'autre côté du fleuve, son activité, ainsi que celle du diocèse d'Asuncion dut se tourner vers les nations réduites et pacifiées, c'est-à-dire, vers les missions du Parana et de l'Uruguay, au nord-est et au sud-est de la ville d'Asuncion.

A l'appui de notre affirmation sur l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'évêché d'Asuncion de convertir les Indiens qui habitaient de l'autre côté du fleuve Paraguay, nous pouvons citer d'innombrables expéditions indiennes, venant du Chaco et qui mirent en échec, non seulement la

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 17.

ville d'Asuncion, mais aussi toutes les villes avoisinantes.

C'est ainsi qu'en 1661, sous le Gouvernement de Sarmiento de Figuéroa, les Guaycurus, qui étaient installés le long du fleuve Paraguay (*voir carte ethnographique*) tombèrent à l'improviste sur Nuestra Senora de la Fé qui se trouvait au sud-est d'Asuncion.

En 1675, et pendant quatre ans, les Guaycurus assaillirent les bourgs de Tobati, Atira et Arecutaqua, les dispositions pour la défense d'Asuncion s'avérant infructueuses.

En 1707, le gouverneur Robles Lorzana décida de reprendre la ville de Jérez, située dans le nord de la Province, tombée aux mains des Indiens, mais il ne put réaliser son projet, étant obligé de défendre Asuncion contre l'attaque inopinée des Guaycurus.

En 1714, intervint un traité de paix entre le Gouverneur d'Asuncion et les indiens Payaguas, alliés des Guaycurus, dans le but de tenir ceux-ci tranquilles.

Vers cette même époque, se produisit au Paraguay la lutte entre les « comuneros » et les Jésuites, plongeant le Paraguay dans l'anarchie. Ces troubles intérieurs ne passèrent pas inaperçus des Guaycurus qui en profitèrent pour tenter d'anéantir Asuncion. Celle-ci ne put être sauvée que grâce à l'intervention des Indiens des Missions orientales (1735).

En 1743, le gouverneur Larrazaval voulut récupérer la ville de Conception del Bermejo au sud d'Asuncion. Immédiatement, et profitant de l'absence du gouverneur, cette ville fut attaquée par les Guaycurus et leurs alliés, les Mbocobis, Montesés et Payaguas¹. (*Voir carte ethnographique.*)

Nous voyons, donc, par ces faits historiques, que la juridiction de l'évêché d'Asuncion était dans l'impossibilité de

1. Dans Mujia. *El Chaco*, 1933, p. 103 et suivantes.

s'étendre sur les territoires de l'autre côté du fleuve, ceux-ci n'ayant pu jamais être ni réduits, ni pacifiés,

Ayant ainsi établi les limites des évêchés de Santa-Cruz et d'Asuncion dans le Chaco Boréal, nous avons démontré que l'ordonnance des Intendants, créant les nouvelles entités administratives dans le cadre des circonscriptions ecclésiastiques, n'affecte en rien la thèse bolivienne et que, bien au contraire, elle ne fait que la confirmer.

RÉTABLISSEMENT DE L'AUDIENCE DE BUENOS-AIRES

Par la Cédule Royale du 14 avril 1783, le Roi rétablit l'ancienne Audience de Buenos-Aires en lui attribuant, comme district territorial, quatre provinces : celles Buenos-Aires, Tucuman, du Paraguay et de Cuyo. Cette Audience devait se maintenir dans ces limites jusqu'à la révolution.

Pour ce qui est de l'Audience de Charcas, elle comptait les provinces de La Plata, Santa-Cruz, Potosi et La Paz.

Cette division se fit sans altérer les limites existantes dans chacune des provinces qui vinrent former ces deux Audiences. Or, nous avons vu que la province de Santa-Cruz comprenait le Gouvernement militaire de Chiquitos (Cédule Royale de 1743), et que le Chaco était compris dans ce Gouvernement.

Ayant établi, contrairement aux prétentions paraguayennes, que l'ordonnance des Intendants ne modifia en rien la position du Chaco Boréal vis-à-vis de la Bolivie, il n'est cependant pas inutile de reproduire le témoignage capital du vice-roi de Buenos-Aires.

Celui-ci, se conformant aux prescriptions de la loi XXXV, titre III, livre III, de la « Recopilation de Indias », fut obligé de faire un rapport à son successeur, afin que celui-ci « puisse être capable de pourvoir aux nécessités de sa charge ».

Les déclarations du marquis de Aviles, dans ce rapport rédigé alors qu'il était encore en fonctions, sont d'une importance juridique incontestable. Elles mettaient en garde le futur Vice-Roi contre les incursions que — « avec le prétexte d'être province frontière du Brésil et du Chaco » — le Paraguay faisait dans le Chaco :

« *Cette façon d'agir* — dit le marquis de Aviles — *a, à son encontre, le fait que ce gouverneur n'est pas autorisé à envahir le Chaco, pas plus qu'une autre province limitrophe sans la permission expresse de cette Capitanie générale.* » (Rapport du marquis d'Aviles en date du 21 mai 1801¹.)

Nous arrivons ainsi à la fin de cette première partie, consacrée à la période coloniale, espérant avoir établi que, pendant plus de deux cent cinquante ans, à travers tous les événements historiques, la volonté des rois d'Espagne, exprimée clairement dans toute la législation coloniale, fixa les limites orientales de Charcas (Bolivie) sur le fleuve Paraguay et que la province du même nom (Paraguay) ne comprit jamais les territoires situés entre les fleuves Pileomayo et Paraguay, en face d'Asuncion.

1. Dans Mujia. *Bolivia Paraguay*, t. II, p. 478.

DEUXIÈME PARTIE

**LE CHACO BORÉAL
APRES L'INDÉPENDANCE**

DEUXIÈME PARTIE

LE CHACO BORÉAL APRÈS L'INDÉPENDANCE

La Bolivie naquit à la vie indépendante le 6 août 1825, se constituant dans les limites de l'Audience de Charcas, telle qu'elle était restée après le rétablissement de l'Audience de Buenos-Aires en 1783.

Il suffit, donc, de regarder une carte montrant le district de l'Audience de Charcas, après l'Ordonnance de 1783, et de la comparer à la Bolivie actuelle, pour se rendre compte que les territoires compris dans ladite Audience correspondent exactement à ce qu'est aujourd'hui cette République, en tenant compte des amputations qu'elle a subies après son indépendance, soit par des guerres (avec le Chili), soit par des traités (avec le Pérou et le Brésil).

Dans le rapport de la Cause paraguayenne, présenté devant l'Assemblée de la Société des Nations, au chapitre intitulé : « Formation de l'État Bolivien », le Paraguay nous dit que « Le Chaco, qui était étranger à ses aspirations et à son action pendant les trois siècles de la domination espagnole, l'était également à l'heure de son indépendance. Les

documents officiels de l'époque prouvent pertinemment que dans l'organisation du nouvel État Bolivien, n'entraient pas d'autres éléments territoriaux que ceux des intendances espagnoles des *plateaux des Andes*, connues sous le nom de « Provinces du Haut Pérou » et dont aucune, comme nous l'avons vu, ne comprenait le Chaco¹. »

Dans les numéros suivants de l'exposé auquel nous faisons allusion, il est question de différents documents officiels où l'on parle des *provinces du Haut Pérou*.

C'est de cette phrase que le Paraguay veut tirer argument pour dire que la Bolivie s'est constituée sur la base des territoires encerclés par la cordillère des Andes et la cordillère Real, qui constituent la zone des hauts plateaux.

Mais nous nous demandons comment on s'explique au Paraguay que des territoires situés à plus de 800 kilomètres à l'est desdits plateaux fassent aujourd'hui partie de la Bolivie, formée « uniquement » de ce que, du temps de la colonie, on appelait le « Haut Pérou » ?

L'énumération des éléments constitutifs de la première formation politique de la Bolivie revêt une importance capitale : continue le Paraguay² et l'examen des premiers documents officiels dans lesquels sont indiqués ces éléments : constitutions, lois électorales, etc..., démontre que le Chaco n'a pas été compris dans la juridiction du nouvel État.

Le premier acte, faisant partie de ces documents, que nous cite le Paraguay est « l'Acte d'Indépendance, signé par les représentants de Charcas, Potosi, Cochabamba, La Paz et Santa-Cruz ».

Le Paraguay ignore-t-il que dans Santa-Cruz était com-

1. Exposé Paraguayen, Société des Nations, n° 162.

2. *Id.*

pris le Gouvernement militaire de Chiquitos qui, lui-même, englobait le Chaco Boréal¹?

Un autre des documents cités² est l'article 3 de la première Constitution Bolivienne, ainsi conçue :

« Le territoire de la République de Bolivie comprend les départements de Potosi, Chiquisaca (Charcas), La Paz, Santa-Cruz, Cochabamba et Oruro. » Ici, ainsi que pour les autres textes cités aux numéros 171 et 172, nous pouvons faire la même observation que pour le texte antérieur, le Chaco étant compris dans Santa-Cruz.

Le Paraguay, qui resta isolé de la vie internationale pendant trente ans sous la dictature despotique du D^r Francia, qui le ferma jalousement à tout commerce avec ses voisins, ne vint faire partie des Nations libres et indépendantes, avec les attributs attachés à la souveraineté, que le 25 novembre 1842. C'est à cette date que se réunirent à Asuncion les 400 députés dont le premier acte fut la proclamation de l'indépendance du Paraguay.

Le Gouvernement Bolivien reçut notification de cet événement, en date du 25 décembre 1842, par une lettre autographe des Consuls paraguayens, MM. Lopez et Alonso.

Dans cette lettre, nous lisons ce paragraphe, reproduit par le Paraguay dans son exposé devant la Société des Nations, dans le but de prouver que le Chaco faisait partie de la nouvelle république, dès sa constitution :

« Rien n'est plus agréable au Gouvernement soussigné que de porter à la connaissance de Votre Excellence et de toute la République de Bolivie un événement fécond en résultats heureux, grâce auquel il sera possible, sans arrière-pensée,

1. *Id.*, n° 169.

2. *Id.*, n° 170.

d'arriver à une convention amicale de commerce, sans qu'il soit désormais paradoxal de faire passer ce commerce par les anciennes pistes du Chaco. A cet effet, le Congrès souverain de notre république a autorisé le Gouvernement soussigné à entreprendre, en temps opportun, le peuplement du Chaco, *dans les limites qui appartiennent à cette république*, pour ouvrir des routes commerciales avec la République de Bolivie. »

Nous voyons que le Gouvernement d'Asuncion, en parlant du peuplement du Chaco, fait des réserves, puisqu'il entend que ce peuplement se fera « dans les limites qui lui appartiennent ». Comparons cette déclaration du premier gouvernement paraguayen qui reconnaissait, implicitement, des positions boliviennes dans le Chaco, aux prétentions du gouvernement actuel, qui entend réduire le territoire bolivien aux limites des « anciennes provinces du Haut Pérou » et nous verrons que les dirigeants paraguayens d'aujourd'hui ont considérablement augmenté les prétentions de leurs prédécesseurs.

Mais le Paraguay se garde bien de nous dire comment le gouvernement bolivien répondit à une si amicale invitation.

Le Président de la Bolivie, M. Ballivian, donna suite immédiatement aux propositions paraguayennes et nomma le général de brigade don Manuel Rodriguez comme Ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement d'Asuncion, en lui ordonnant, en même temps, de pratiquer les opérations nécessaires pour démontrer la navigabilité du fleuve Pilcomayo, jusqu'à son confluent avec le Paraguay en face d'Asuncion.

Malheureusement, ces opérations furent interrompues par les événements politiques qui eurent lieu en Argentine et

qui empêchèrent la réalisation du projet du président Ballivian tendant à établir une communication avec le Paraguay.

Le premier Mandataire bolivien fit part au Président du Paraguay de ces malheureux événements, qui empêchèrent l'exploration du fleuve Pilcomayo dans le Chaco. Le Président du Paraguay, don A. Lopez, répondit, par une lettre autographe, datée du 27 avril 1846, en déplorant que l'expédition, qui avait commencé à s'effectuer dans le Chaco Boréal et destinée à prouver la navigabilité du Pilcomayo, n'ait pu aboutir.

Dans ce document, comme il eût fallu s'y attendre, si le Paraguay avait eu des droits sur le Chaco, nous ne relevons aucune protestation ni aucune réserve, tendant à sauvegarder la souveraineté paraguayenne dans le Chaco, l'expédition ordonnée par le président Ballivian étant parfaitement légale dans l'esprit des dirigeants d'Asuncion.

Après ces éclaircissements, le Paraguay peut-il parler comme il le fait ¹ d'une déclaration « franche et catégorique », faite par les Consuls paraguayens, de son droit sur le Chaco Boréal ?

LA QUESTION DES FRONTIÈRES

La question des frontières fut soulevée pour la première fois d'une façon officielle, lors de la signature du traité de 1852 entre l'Argentine et le Paraguay.

Dans ce traité, il y avait cette clause, qui lésait les droits de la Bolivie sur le Chaco :

1. *Id.*, n° 188.

« Le fleuve Paraguay, de rive à rive, appartient, en parfaite souveraineté, jusqu'à son confluent avec le fleuve Parana à la République du Paraguay. »

Le même jour que le traité fut porté à la connaissance du public, le Chargé d'affaires bolivien à *Buenos-Aires*, M. Benavente, éleva auprès du gouvernement argentin, une protestation tendant à sauvegarder les droits de son pays.

Il le fit spontanément, dans l'impossibilité où il se trouvait de recevoir des instructions de son Gouvernement. (Le télégraphe n'existait pas à cette époque entre La Paz et Buenos-Aires.)

« Comme le soussigné trouve que les droits de la Bolivie, en temps que riveraine du fleuve Paraguay entre les 20°, 21° et 22° se trouvent lésés — dit M. Benavente — il accomplit un devoir en protestant respectueusement, mais solennellement, au nom de son Gouvernement, contre la stipulation contenue dans l'article 4 dudit traité, lésant les droits de la Nation bolivienne sur les eaux du fleuve Paraguay. »

Une protestation faite par un Chargé d'affaires, devant un Gouvernement, autre que celui du Paraguay, pouvait-elle avoir l'effet d'un acte de reconnaissance de souveraineté sur les territoires situés au sud du 22° de latitude sud ? Contrairement aux prétentions du Paraguay nous ne le pensons pas.

Outre cette observation, le gouvernement bolivien désavoua son Chargé d'affaires, en décrétant la libre navigation du fleuve Paraguay, octroyant, en même temps, des primes aux bateaux qui arriveraient *jusqu'à Bahia Negra et Fuerte Borbon*.

Ce décret, élevé au rang de loi en 1855, ne souleva pas la moindre protestation de la part du gouvernement du Paraguay.

Mais la pièce capitale, dans cette affaire, soulevée par le traité argentino-paraguayen de 1852, est la réponse du gouvernement argentin à la protestation faite par M. Benavente :

« Le fait que ce traité ait été conclu avec le Gouvernement du Paraguay ne peut, en aucune façon, détruire les droits invoqués par la Bolivie qui *ne se trouvent altérés en rien, restant toujours tels qu'ils n'étaient avant la célébration dudit traité.* »

De son côté, le Brésil fit aussi une réclamation contre le même article 4 qui attribuait tout le fleuve Paraguay à la République de ce nom.

TRAITÉ DE LA TRIPLE ALLIANCE

Le 1^{er} mai 1865, les gouvernements de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay signèrent un traité secret d'alliance contre le Paraguay.

Comme les alliés escomptaient la victoire, ils consignèrent, dans un article 16, les bases sur lesquelles ils délimiteraient leurs frontières avec le Paraguay.

« La République Argentine — nous dit le traité — se trouvera séparée de celle du Paraguay par les fleuves Parana et Paraguay jusqu'à rencontrer les limites de l'Empire du Brésil, *celles-ci étant sur la rive droite du fleuve Paraguay, la Bahia Negra.* »

C'est seulement l'année suivante que le traité de la Triple Alliance fut connu du gouvernement bolivien, les journaux de Buenos-Aires l'ayant publié.

Que pouvait faire le gouvernement de la Bolivie dans de

pareilles circonstances, surtout étant donné que la guerre était commencée entre les Alliés et le Paraguay ?

Sûrement pas — en tout cas — intervenir à côté du Paraguay dans une guerre que l'on faisait au nom de la civilisation et contre la despotique dictature du président Lopez.

Il se limita, donc, à protester contre les stipulations qui lésaient ses droits sur le Chaco et, notamment, contre l'article 16, que nous avons cité plus haut.

Il le fit, non seulement auprès du Gouvernement argentin mais aussi auprès des deux autres Gouvernements signataires du traité de 1865.

En réponse à ces réclamations, le ministre des Affaires étrangères de l'Argentine, M. Rufino de Elizalde, signa une lettre en date du 18 août 1866, dans laquelle nous relevons les passages suivants :

« Mais, pour que le Gouvernement de Bolivie soit convaincu de l'erreur commise en faisant la réclamation, j'envoie ci-joint copie des notes échangées au moment de la signature du traité de Triple Alliance, avec les Plénipotentiaires du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Brésil et de la République Orientale de l'Uruguay et par lesquelles — *et comme il était juste* — on a sauvegardé les droits que la République de Bolivie peut avoir sur les territoires se trouvant sur la rive droite du fleuve Paraguay. »

Et dans la lettre du représentant de l'Uruguay, le ministre des Affaires étrangères, M. Alberto Flangini :

« ...Que les Gouvernements Alliés, loin d'avoir les dessein si peu dignes qu'on veut leur attribuer, ils ont procédé dans ces actes avec toute loyauté, sans idée de rien s'approprier indûment, mais en sauvegardant ce à quoi ils

ont droit et en sauvegardant aussi le droit qui peut assister la Bolivie... »¹

Nous voyons donc, par ces lettres, qu'il avait été question, au moment de la signature du traité de 1865, des droits de la Bolivie sur le Chaco ; et les trois Gouvernements signataires, les ayant reconnus, signèrent en même temps des notes réversales, destinées à sauvegarder ces droits.

Voici le texte de ces notes, signé à Buenos-Aires, le 1^{er} mai 1865.

« Dans les conférences qui précédèrent l'adoption de l'article 16 du Traité d'Alliance que j'ai signé en cette date avec Votre Excellence et avec son Excellence le plénipotentiaire de (Brésil, Argentine, Uruguay). Il fut entendu entre les trois plénipotentiaires, d'accord avec leur Gouvernement respectif, que ledit article ne porterait préjudice à aucune revendication de la part de la Bolivie au sujet des territoires situés sur la rive droite du fleuve Paraguay ; *l'article en question (l'article 16) avait seulement trait aux questions soulevées par la République du Paraguay*². »

On est donc surpris quand on entend le Paraguay affirmer que ce que les Alliés sauvegardèrent dans les notes réversales, ce n'était pas le droits boliviens, mais le droit de formuler des réclamations³.

Sans nous arrêter à discuter la forme défectueuse dans laquelle ont été traduites ces lettres, pour démontrer l'inexactitude des affirmations paraguayennes, il nous suffit de remarquer le texte des lettres adressées par les ministres

1. *Id.*, n° 102.

2. A remarquer la traduction défectueuse faite dans l'exposé paraguayen la Société des Nations (n° 212) de cet article où l'on a oublié de lier devant le mot « reclamaciones » à la préposition « de » qui modifie le substantif « territorios ».

3. Exposé Paraguayen de la Société des Nations, n° 212.

des Affaires étrangères de l'Argentine et de l'Uruguay, lettres dont nous citons plus haut quelques passages et où il est question, non pas des « réclamations », mais bien des « droits » que la Bolivie pouvait invoquer sur le Chaco Boréal.

Les frontières de l'Argentine et du Brésil sur le Chaco, lors de la signature du traité de 1865, n'étant pas encore bien définies, il était tout naturel que ces puissances cherchassent à les fixer définitivement avec le plus d'avantages possibles pour chacune d'elles, et, de là, les aspirations de l'Argentine jusqu'à Bahia Negra, consignées dans l'article 16 :

Cet article fut donc conçu dans le but d'éliminer le Paraguay de la discussion de frontières, en lui imposant, par la force, à se cantonner sur la rive orientale du fleuve. Mais, comme les signataires du traité étaient convaincus que la Bolivie possédait des droits sur les territoires situés sur la rive droite, ils échangèrent les notes réversales sauvegardant ces droits, quittes à traiter par la suite séparément avec cette république. Mais, ce qui donne plus de force à ce raisonnement, c'est que ces lettres réversales furent échangées entre les signataires mêmes du traité, et en même temps que celui-ci, sans l'intervention d'aucun agent bolivien, qui aurait pu influencer en faveur de la Bolivie. Elles furent spontanées, et spontanée aussi fut la reconnaissance du bon droit bolivien.

Les opinions que le ministre des Affaires étrangères du Brésil exprimait en 1872, à propos des notes réversales, en ce sens que ces notes n'obligeaient pas le Brésil vis-à-vis de la Bolivie, n'avaient d'autre but que d'écarter la Bolivie de la discussion de frontières qui s'avérait déjà fort compliquée entre les trois ex-alliés. Mais cela n'empêche pas que, au

moyen de ces notes réversales, les trois puissances signataires du traité aient, sinon précisé, tous au moins reconnu l'existence des droits boliviens sur le Chaco Boréal.

Ainsi donc, contrairement à la thèse paraguayenne, le traité de 1865 ne niait pas le droit que la Bolivie pouvait avoir sur les territoires situés sur la rive droite du fleuve Paraguay. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement, ces puissances n'ayant pas le droit de disposer et de fixer les frontières d'un pays tiers à leurs conventions.

La guerre engagée contre le Paraguay dura cinq ans. Elle se termina par l'épuisement de ce pays qui opposa une résistance farouche. Sa population, à la fin des hostilités, avait été réduite des trois quarts et il allait en être presque de même de son territoire.

L'ARBITRAGE HAYES

L'accord sur les frontières n'ayant pu se faire entre les alliés, ils durent traiter séparément avec le Paraguay. D'autre part, le Brésil, qui ne voulait pas avoir comme voisin un pays puissant comme l'était devenu l'Argentine, mit tout en œuvre pour laisser sans effet l'article 16 du traité de 1865. Il n'échappait pas aux dirigeants brésiliens ce que signifiait la session de toute la rive occidentale du fleuve Paraguay en faveur de l'Argentine qui, un jour, pouvait se retourner contre leur pays. L'intérêt national poussait le Brésil à revenir sur le traité de 1865 en ce qui concernait la frontière argentino-brésilienne.

Ceci se dégage déjà nettement de l'appréciation, que fit le

Conseil d'État du Brésil, dans sa section des Affaires étrangères, du projet de traité de paix que lui soumit le Gouvernement argentin en 1865 (la guerre, d'après les alliés, ne pouvait durer plus d'un an!). Il refusa catégoriquement son approbation à ce traité, à cause de la « calamiteuse cession de toute la rive droite du fleuve Paraguay jusqu'à Bahia Negra, en faveur de l'Argentine ».

D'autre part, — *et ceci montre la valeur juridique des prétentions boliviennes sur le Chaco* — l'organisme technique qu'était la section des Affaires étrangères du Conseil d'État du Brésil, à propos de la fixation des frontières faite dans l'article 16 du traité de 1865, disait :

« La question des limites ne fut qu'incidente dans le traité. Il n'en pouvait être autrement, car, pour que ledit traité fut parfait, il aurait fallu que le Paraguay et la *Bolivie* y fussent parties... »

L'Argentine, insistant pour que ses frontières fussent portées jusqu'à Bahia Negra, fit surgir, vers la fin de l'année 1873, un grave incident avec le Brésil. La guerre entre les deux nations ex-alliées faillit éclater et on arriva même à parler d'une alliance Bolivo-Argentine contre le Paraguay et le Brésil, ayant pour but la répartition de tout le Chaco aussi bien Central que Boréal.

Cette tournure prise par les événements nous aidera à comprendre le traité d'arbitrage et de limites intervenu entre l'Argentine et le Paraguay en date du 3 février 1876.

D'un côté, nous avons l'Argentine désireuse d'étendre ses frontières jusqu'au Brésil; de l'autre, le Brésil cherchant à interposer une autre nation — que ce soit la Bolivie ou le Paraguay, peu importe — entre lui et la puissance qu'il sentait dangereuse pour l'avenir.

Les esprits s'étant apaisés, le ministre des Affaires

étrangères de l'Argentine, M. Tejedor, se rendit en 1875 au Brésil où il proposa les bases d'un accord sur le différend des frontières entre son pays et le Paraguay, sous les auspices du Brésil. Dans ces propositions, la stipulation suivante était insérée :

« Les trois parties délibérantes et présentes à ces accords confirment la sauvegarde des droits de la Bolivie — d'accord avec ce qui avait été prévu dans le traité d'alliance — sur tout le territoire, objet de la présente négociation ».

(Nous voyons confirmer une fois de plus notre affirmation que, dans le traité de 1865, il ne s'agissait pas d'un droit de « réclamation » comme l'affirme le Paraguay, mais bien des droits de la Bolivie sur les territoires en question.)

Le résultat de la mission Tejedor au Brésil fut le traité de limites et d'arbitrage signé entre l'Argentine et le Paraguay, le 3 février 1876.

Son article 4 vise la zone située sur la rive droite du fleuve Paraguay, qui avait été attribuée, primitivement, à l'Argentine par l'article 16 du traité de 1865 et auquel le Brésil s'était opposé.

Cet article 4 est ainsi conçu :

« Le territoire compris entre le chenal principal du Pilcomayo et Bahia Negra sera divisé en deux parties, la première étant celle comprise entre Bahia Negra et le rio Verde qui se trouve à 23° 10' de latitude sud, d'après la carte de Mouchez; la seconde étant celle comprise entre ce même rio Verde et le chenal principal de Pilcomayo, dans cette section est comprise la ville Occidentale (aujourd'hui Hayes). »

« Le Gouvernement argentin renonce définitivement à toute prétention ou à tout droit sur la première section.

« La propriété ou le droit sur le territoire de la seconde

section, la ville occidentale y étant incluse, reste soumis à la décision définitive d'une sentence arbitrale. »

Pour la partie nord, celle comprise entre Bahia Negra et le rio Verde, le Paraguay affirme que l'Argentine, en vertu de l'article 4, a reconnu ses droits « incontestables ».

Renoncer à une prétention, ce n'est pas reconnaître le droit de quelqu'un. En relisant le paragraphe 2 de l'article 4, nous constatons que l'Argentine s'en tient « à renoncer » définitivement à toute prétention et à tous droits sur cette section.

Les plénipotentiaires argentins et paraguayens, en même temps qu'ils signaient le traité du 3 février 1876, établirent avec les plénipotentiaires du Brésil un Protocole additionnel où ils manifestèrent, une fois de plus, leur conviction sur l'existence des droits que la Bolivie pouvait invoquer sur le Chaco Boréal.

Ce Protocole disait :

« Les Parties contractantes ont convenu de sauvegarder les droits que la République de Bolivie pourrait invoquer sur l'un quelconque des territoires, objets de la présente négociation. »

Le 28 mars 1877, le président des États-Unis d'Amérique, M. Hayes, acceptait le rôle d'arbitre, conformément au compromis établi l'année précédente.

Le Gouvernement bolivien ne manqua pas de faire parvenir ses protestations au Président américain en lui faisant remarquer le caractère précaire d'une sentence rendue sans que les revendications boliviennes fussent prises en compte.

Le président Hayes fit savoir au Gouvernement bolivien, par l'intermédiaire du secrétaire d'État, M. Evarts, qu'il ne pouvait statuer que sur ce que le compromis établissait et

qu'à l'égard des parties ayant signé ce compromis ; mais, que, néanmoins, « si quelques différences restaient pendantes », elles seraient réglées, directement et pacifiquement, par la suite.

La réponse ne pouvait être autre. Le contraire aurait été, de la part du Président, une altération du compromis, qui n'aurait pu se justifier juridiquement.

En 1876, la sentence fut rendue. Elle était favorable au Paraguay, auquel elle attribuait la partie du Chaco Boréal située au sud du Rio Verde.

Cette sentence, un des plus gros arguments paraguayens, le Paraguay veut la faire valoir comme un « titre international » lui reconnaissant ses droits sur une partie des territoires aujourd'hui en litige.

Parlant de la valeur juridique de la sentence Hayes, à l'égard de la Bolivie, l'éminent professeur Le Fur nous dit :

« Une sentence arbitrale constitue, certes, un titre international, mais encore faut-il qu'elle ait été rendue entre les parties en cause ; à raison du principe de l'autorité relative de la chose jugée, pour les autres États, elle est bien une « *res inter alios acta* » ; il n'est pas un juriste impartial qui ne le reconnaisse ; il existe, d'ailleurs, aujourd'hui, des textes précis en ce sens. (Allusion à l'article 84 de la Convention de 1907 sur le règlement pacifique des conflits : « La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties en litige », et, à l'article 59 du Statut de la Cour Permanente.) Or — continue le Professeur Le Fur — cet argument tiré de la sentence Hayes est celui qu'invoque le Paraguay pour déclarer que « la Bolivie, en prenant pied dans un territoire qu'elle ne pouvait occuper, a fait un véritable acte de conquête (*Eodem loco*). En réalité, il y avait, de la part de cet État, simple affirmation de ses droits et aucunement essai

de conquête ; il avait toujours protesté contre cette sentence, que le président Hayes lui-même avait déclaré ne pouvoir en rien préjudicier à ses droits. La conviction qu'a le Paraguay de la valeur de ce « titre international » peut être absolument sincère — on est si facilement convaincu, quand l'intérêt personnel est en jeu ! — mais, en ce qui concerne la Bolivie, elle est nettement erronée¹. »

D'autre part, le président Hayes ne pouvait pas attribuer, directement ou indirectement, comme c'est le cas, au Paraguay des territoires sur lesquels une tierce puissance avait des prétentions appuyées par des titres juridiques qu'elle était toute prête à faire valoir, et dont les droits avaient été expressément sauvegardés par les parties au compromis.

Reconnaître au président Hayes le droit d'attribuer au Paraguay des territoires, sur lesquels une tierce puissance revendiquait des droits, c'est lui conférer le caractère d'un super-État.

En ce qui concerne la première partie de l'article 4 — celle où l'Argentine renonce aux prétentions qu'elle avait sur les territoires situés au nord du rio Verde, et jusqu'à Bahia Negra, en supposant qu'elle ait reconnu les droits du Paraguay sur cette partie — elle ne saurait constituer un titre en faveur du Paraguay, car, non seulement en Droit International les conventions conclues entre parties ne peuvent avoir d'effet qu'entre elles, mais aussi en droit interne le principe est admis. On a dû, dans le Droit Français par exemple, pour arriver à détourner ce principe pour des fins parfaitement licites, recourir à des raisonnements compliqués. (Théorie de la stipulation pour autrui).

1. *Revue de Droit International*, n° 2, 1934.

Le professeur Pascual Fiore, dans son « *Derecho Internacional Codificado* », parlant de l'effet des conventions entre États, nous dit :

« 660. — Un traité ne peut établir, modifier, étendre, ou « éteindre des droits qu'entre les États qui l'ont conclu, en « temps que parties. En ce qui concerne les tiers-États, on « doit le considérer comme étant une « *res inter alios acta*. »

« 661. — Lorsque deux ou plusieurs États ont signé un « traité contenant des dispositions lésant les droits d'un « tier État, ces dispositions seront considérées comme inef- « ficaces sans que, pour cela, il soit nécessaire qu'il y ait « protestation de la part de l'État lésé. »

Nous voyons, donc, que la sentence Hayes ne peut constituer en faveur du Paraguay une donnée pour la solution du conflit qui l'oppose à la Bolivie.

CONVENTIONS INTERVENUES ENTRE 1879 ET 1907

Continuant notre historique du conflit à travers les négociations diplomatiques intervenues depuis cette sentence arbitrale, nous rencontrons le premier traité conclu directement entre la Bolivie et le Paraguay : le traité Quijarro-Decoud. Ce traité fut conclu l'année que la Bolivie rentrait en guerre avec le Chili. Cette circonstance nous aidera à comprendre l'esprit de libéralité dont elle fit preuve en l'acceptant.

En 1878, c'est-à-dire une année avant, le sujet espagnol J. F. Bravo eut l'intention de construire une route reliant Santa-Cruz de la Sierra à la rive droite du fleuve Paraguay, entre Bahia Negra et le rio Apa. Cet entrepreneur, afin

d'assurer le moins de risques qu'il était possible aux capitaux qu'il allait engager, demanda une autorisation au Gouvernement bolivien qui la lui accorda.

Aussi, ne connaissant pas les limites du Paraguay dans le Chaco Boréal, il demanda à ce Gouvernement des éclaircissements à ce sujet. Il n'obtint pas de réponse. Finalement — n'oublions pas que les entreprises d'ordre commercial se soucient peu de ces questions, pourvu que leur intérêt soit sauvegardé — il demanda, dans le but de se couvrir des deux côtés, une autorisation au Gouvernement du Paraguay. Ce dernier s'empressa de la lui accorder, témoignant, ainsi, d'une célérité dont il n'avait pas fait preuve lors de la première démarche de l'entrepreneur.

Le Gouvernement bolivien, désireux de ne pas se créer des difficultés avec le Paraguay et avoir ainsi les mains libres pour porter toute son attention sur le conflit armé avec le Chili, envoya, comme Ministre plénipotentiaire au Paraguay, M. Antonio Quijano, muni des instructions les plus libérales et les plus conciliantes.

Celui-ci signa avec M. Decoud, ministre des Affaires étrangères du Paraguay, le traité du 15 octobre 1879, dans lequel il était stipulé que les deux Gouvernements avaient fixé leurs frontières *sans discuter titres ni antécédents*.

« La République du Paraguay, nous dit le traité, est séparée de celle de Bolivie, au nord du territoire situé sur la rive droite du fleuve Paraguay, par le parallèle qui part de l'embouchure du fleuve Apa, jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Pilcomayo. En conséquence, le Paraguay renonce, en faveur de la Bolivie, au territoire compris entre ledit parallèle et Bahia Negra; la Bolivie reconnaît, comme appartenant au Paragay, la partie sud jusqu'au chenal principal du fleuve Pilcomayo. »

En outre, la ratification devait se faire dans les dix-huit mois qui suivraient la signature.

Ce traité fut ratifié par la Bolivie, le 3 août 1881, n'ayant pu l'être l'année précédente, à cause de la guerre contre le Chili. Cependant, à cette ratification, l'Assemblée bolivienne, ayant en considération les résultats désastreux de la guerre qui la privait de tout accès au monde extérieur, et songeant à se ménager une sortie à la mer, par le fleuve Pilcomayo, ajouta quelques réserves, tendant à la concession, de la part du Paraguay, de quelque port sur le Pilcomayo.

M. Cabarellero fut chargé d'obtenir ces quelques modifications au traité de 1879, le Paraguay ne l'ayant pas encore ratifié. Celui-ci, sans s'y refuser fit traîner les négociations. Finalement, les deux Gouvernements signèrent le Protocole du 9 janvier 1883, qui prolongeait tacitement le délai de dix-huit mois, prévu dans le traité de 1879, pour sa ratification.

Voici les termes de ce protocole :

« La considération des propositions tendant à modifier ledit traité (1879) seront reportées à une meilleure opportunité. »

Le Gouvernement bolivien, toujours désireux de trancher définitivement la question des frontières avec le Paraguay, et espérant rencontrer de meilleures dispositions, envoya — à nouveau — comme ministre auprès du Gouvernement d'Asuncion, M. Quijarro, qui fit différentes propositions, montrant, ainsi, la ferme résolution de son gouvernement d'arriver à un arrangement définitif.

Malheureusement, l'atmosphère politique changea en Bolivie, avec le remplacement du président Campero par le général Pacheco. Celui-ci rappela M. Quijarro, et supprima la Légation à Asuncion.

Le Paraguay, s'étant rendu compte qu'il n'était plus pos-

sible de traîner les négociations, et sans doute influencé par la Chancellerie chilienne, hostile, alors, à tout relèvement de la Bolivie, profita de cette occasion et, aussitôt le départ du Ministre bolivien, le Parlement paraguayen votait une loi en vertu de laquelle le Pouvoir exécutif était autorisé à morceller et à mettre à l'encan les terres du Chaco Boréal (11 juillet 1885).

Telle fut la réponse paraguayenne aux propositions conciliantes du ministre Quijarro.

L'année suivante, le Gouvernement bolivien envoya M. Tamayo comme ministre à Asuncion, dans le but d'arriver à un arrangement définitif.

Le ministre des Affaires étrangères du Paraguay se refusa à discuter prétextant le changement de Gouvernement qui allait s'opérer, la période présidentielle arrivant à expiration. En même temps, le Gouvernement du Paraguay envoyait aux Chambres une proposition de loi tendant à l'établissement d'une garnison militaire à Fuerte Olimpo, c'est-à-dire à l'intérieur du territoire considéré bolivien, d'après le traité Quijarro-Decoud, et malgré le statu quo établi par le Protocole du 9 janvier 1883.

La protestation bolivienne contre cette mesure ne se fit pas attendre.

M. Tamayo, dans sa note adressée à la Chancellerie paraguayenne, faisait notamment remarquer « que la mesure, consistant à l'établissement d'une garnison militaire à Fuerte Olimpo, ainsi que toute autre décision prise à partir du 9 janvier 1883, serait considérée par la Bolivie comme acte transitoire ne pouvant pas affecter les négociations, ni être considéré comme un précédent légal susceptible de porter préjudice à ses droits ou à ses intérêts. »

Le désaveu du traité et du protocole de 1883, tous les

deux signés par lui, fut la réponse de M. Découd au ministre bolivien (17 août).

Cependant la Bolivie, dans l'espoir d'amener le Paraguay à revenir sur sa décision, s'empessa de ratifier purement et simplement le traité de 1879.

Cet effort, en vue de la conciliation et de la bonne entente, fut vain. Le Paraguay avait élevé ses aspirations territoriales dans le Chaco et, d'un trait de plume, détruisait les longues et laborieuses négociations conclues dans un autre esprit en 1879.

L'expédition bolivienne, à la tête de laquelle se trouvait M. Daniel Campos (1833), la première qui ait traversé le Chaco avec succès, et à laquelle s'était joint M. A. Thonor, représentant de la Société Géographique de Paris, ne fut certainement pas étrangère à ce revirement de la politique paraguayenne.

En 1886, le portefeuille des Affaires étrangères changea de titulaire. Le nouveau Président de la République paraguayenne, M. Escobar, confia ce poste à M. Benjamin Aceval, qui avait soutenu les prétentions de son pays devant le président Hayes, lors de l'arbitrage de 1876.

M. Tamayo, toujours accrédité auprès du Gouvernement d'Asuncion, demanda à celui-ci sur quelles bases il se proposait d'entamer des nouvelles négociations en vue de liquider la question des frontières.

La réponse, comme il fallait s'y attendre, fut ambitieuse. Le Gouvernement paraguayen proposa comme limite « le parallèle qui passe une lieue au nord de Fuerte Olimpo jusqu'à sa rencontre avec le méridien 63°; de là, dans la direction sud, suivant la ligne de ce méridien, jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Pilcomayo ».

Ces propositions furent naturellement repoussées par le

ministre bolivien, qui proposa une zone d'arbitrage, dont une partie portait au sud de Rio Apa. Le Paraguay répondit, contrairement au Protocole signé par lui, lors du traité argentino-paraguayen de 1876, qu'il n'était pas possible de soumettre à un nouvel arbitrage des zones ayant été reconnues comme appartenant au Paraguay, lors de l'arbitrage du président Hayes.

Finalement, la Bolivie faisant preuve une nouvelle fois de son esprit de conciliation, et désireuse de liquider cette épineuse question avec le Paraguay, signa le traité Tamayo-Aceval le 16 février 1887, acceptant de soumettre à l'arbitrage de Sa Majesté Léopold II de Belgique, une zone ayant été reconnue comme bolivienne dans le traité Quijarro-Decoud de 1879.

Ce traité, d'après l'article 1^{er}, divisait la zone litigieuse en trois sections : « 1^o la partie comprise entre le chenal principal du fleuve Pilcomayo qui débouche en face Lambaré à 25° 21' de latitude sud, d'après la carte de Mouchez, et une ligne parallèle à l'équateur, laquelle ligne, partant de la rive droite du fleuve Paraguay, en face l'embouchure du fleuve Apa, qui se trouve sur la rive opposée, ira rejoindre le 63° de longitude ouest ».

« 2^o La partie comprise entre cette ligne et le parallèle qui passe une lieue au nord de Fuerte Olimpo, allant rejoindre le même 63° de longitude ouest de Paris, et

« 3^o La partie comprise entre cette dernière ligne et le parallèle qui passe une lieue au nord de Fuerte Olimpo et Bahia Negra. »

« ART. 2. — Il reste reconnu, comme appartenant à la République du Paraguay, la première fraction, et, comme appartenant à la République de Bolivie, la troisième. »

« En ce qui concerne la propriété de la seconde, c'est-à-dire le territoire compris entre la ligne du fleuve Apa et la ligne qui passe une lieue au nord du Fort Olimpo, elle reste soumise à la décision définitive du verdict du roi Léopold II de Belgique. »

Les Chambres boliviennes, n'ayant pas eu le temps de considérer le traité Tamayo-Aceval pour sa ratification, à cause d'un incident de procédure, s'ajournèrent, sans le ratifier.

Le Congrès paraguayen de cette année de 1887 ne le ratifia pas non plus.

Peu de temps après, le 13 janvier 1888, le gouvernement du Paraguay, alors que le délai pour l'échange des ratifications du traité de 1887 n'était pas encore expiré, signait un décret étendant la juridiction paraguayenne jusqu'à Bahia Negra (Puerto Pacheco) reniant, une fois de plus, la parole nationale engagée solennellement dans un traité, qu'aucune des parties n'avait déclaré caduc et dont le délai, pour sa ratification, n'était pas expiré.

Il convient de dire qu'en cette année 1888, la situation politique intérieure bolivienne était des plus délicates, le Gouvernement de M. Arce ayant eu à réprimer une insurrection militaire qui avait éclaté à Sucre ?

Simultanément, et profitant des préoccupations de politique intérieure de la Bolivie, le Paraguay occupa militairement Puerto Pacheco.

Un journal d'Asuncion, en décrivant les détails de l'occupation imprimait :

« L'expédition sera renforcée à Villa Hayes, Conception, Apa et Olimpo., les 120 soldats dont se compose la garnison de Ayolas la complétaient. Ayolas, ancien Gouvernement de M. Moscoso (le gouverneur bolivien que les troupes paraguayennes emprisonnèrent) sera le *théâtre futur* de la

guerre que, dans l'histoire, on connaîtra sous le nom de guerre paraguayano-bolivienne ».

Les intentions étaient, donc, bien déterminées et le Paraguay, avec son agression de 1932, qui déclencha la guerre actuelle, nous a donné une éclatante preuve de son esprit de suite.

Vingt-quatre jours avant l'agression de Puerto Pacheco, le Gouvernement de la Bolivie acceptait de donner son appui devant les Chambres pour obtenir la ratification du traité Tamayo-Aceval.

Ce qui surprend de la part du gouvernement bolivien — et ici nous ne pouvons voir qu'une nouvelle manifestation de son ardent désir de paix — c'est qu'après avoir été informé, par son Chargé d'affaires à Asuncion, des événements de Puerto Pacheco, il se décida, quand même, à ratifier le traité Tamayo-Aceval.

Un historien bolivien, commentant cette décision, s'est écrié :

« Ce n'était plus le moment de défendre le territoire national avec la ratification d'un traité. »

La Bolivie notifia le gouvernement d'Asuncion de la ratification qui venait d'avoir lieu, en lui demandant d'approuver à son tour le traité Tamayo-Aceval. Le chancelier Centurion répondit, en date du 13 septembre, que les Chambres paraguayennes, devant s'ajourner prochainement, n'auraient pas le temps de discuter son approbation et que, de toute façon, ce traité était devenu caduc.

Le Paraguay, une fois de plus, s'arrogeait le droit de déclarer, unilatéralement, la caducité d'un traité!

Mais quelle était la cause de cette réponse qui allait à l'encontre des principes les plus élémentaires du droit, et quel était le motif de la mauvaise volonté du sénat paraguayen

pour s'occuper du traité Tamayo-Aceval, alors qu'il avait largement le temps ?

Tout simplement l'intérêt personnel de quelques parlementaires influents, qui avaient demandé, par personnes interposées, des concessions aux alentours de Bahia Negra. L'initiative partit de l'un des ministres du cabinet paraguayen, intéressé, lui aussi, par ces concessions. Cette affirmation, aujourd'hui que les noms des véritables propriétaires sont connus, est facilement contrôlable.

Devant cette attitude, le gouvernement bolivien rappela son Chargé d'affaires qui, avant de quitter Asuncion, précisa le point de vue de la Bolivie.

« La caducité déclarée par le Gouvernement de ce pays (le Paraguay) — dit la note que M. Pinilla fit parvenir à la Chancellerie de Asuncion le 6 janvier 1890 — restaure le droit bolivien dans sa primitive amplitude. En conséquence, le sous-signé déclare, au nom et par ordre de son Gouvernement que :

« 1° La République de Bolivie maintient intégralement ses droits sur toute la zone territoriale située sur la rive droite du fleuve Paraguay et comprise entre Bahia Negra et l'embouchure du fleuve Pilcomayo, en face Lambare ;

« 2° Elle méconnaît tous les actes de juridiction faits par le Paraguay sur les territoires du Chaco, ainsi que toutes les actions qui en découleraient. Le gouvernement de la Bolivie étend les effets de cette notification à toute acquisition individuelle ou collective, qui aurait été faite, ou qui se ferait dans l'avenir sur le territoire sus-indiqué. »

La partie finale de cette note en dit bien long sur les causes qui motivèrent l'ajournement de la discussion du traité Tamayo-Aceval au sénat paraguayen.

Le gouvernement bolivien, considérant que cette question

de frontières ne pouvait pas rester pendante, commit un de ses meilleurs hommes publics comme ministre auprès de la Chancellerie d'Asuncion.

M. Mariano Baptista partit pour Asuncion un an après le dernier échec des négociations auxquelles la note de M. Pinilla avait mis fin. Il emportait de son Gouvernement des instructions précises qu'il est intéressant de connaître pour voir que la Bolivie n'a jamais éludé l'arbitrage intégral sur le Chaco.

Les instructions qu'emportait M. Baptista étaient les suivantes :

« Trancher le différend, soit en perfectionnant le traité Quijarro-Decoud avec l'une ou l'autre des modifications suggérées par la convention de 1881, soit en faisant approuver par les Chambres paraguayennes le traité Tamayo-Aceval, ratifié par la Législation bolivienne en 1888, soit enfin en concluant un nouvel arrangement. »

« S'il n'est pas possible d'arriver à une solution dans aucun des sens ci-dessus indiqués, déférer les prétentions des deux Républiques à la décision d'une sentence arbitrale. »

Quelques jours après sa réception officielle, le 29 juillet 1891, M. Baptista faisait des propositions au gouvernement paraguayen dans le sens des instructions qu'il avait reçues :

« Si Votre Excellence préfère chercher une solution à caractère juridique, je serai, pour ma part, également disposé à invoquer l'arbitrage, à la condition que celui-ci intervienne dans un délai bref et décisif. »

La promesse fut faite par le Paraguay qu'une désignation de plénipotentiaire interviendrait incessamment pour entamer la discussion de frontières.

M. Baptista attendit trois mois. Voyant, finalement, que

le gouvernement du Paraguay se refusait à discuter même les conditions d'arbitrage, il rédigea un mémorandum où étaient exposés les titres de la Bolivie sur le Chaco Boréal et toutes les négociations intervenues dans le but de résoudre le différend avec le Paraguay; après quoi il se retira à Buenos-Aires.

Cependant, le désir de la Bolivie d'arriver à une solution définitive et amicale se révéla, à nouveau, en 1894. Elle envoya au Paraguay le ministre Ichazo, muni d'instructions assez souples. Parmi celles-ci, l'arbitrage était à nouveau compris.

M. Ichazo eut plus de succès que son prédécesseur, puisqu'il parvenait à signer en date du 3 août 1894, un Protocole déclarant caducs les traités signés antérieurement. Il fut également convenu qu'on procéderait à une transaction définitive du différend, et au cas où celle-ci ne put aboutir, il serait procédé à l'examen des titres invoqués par chacun des deux pays.

Le lendemain de cet accord, les conférences commencèrent entre le plénipotentiaire bolivien et le chancelier paraguayen qui déclara que son pays prétendait avoir des droits « seulement jusqu'à Bahia Negra ».

N'ayant pu se mettre d'accord, car les prétentions paraguayennes avaient considérablement augmenté depuis la signature du dernier traité, les deux ministres signèrent le Protocole du 2 novembre de cette même année, suspendant les négociations et laissant la question des frontières pendante.

C'est à ce moment qu'intervint la médiation de la République de l'Uruguay, dans le but de continuer les conférences interrompues le 2 novembre et au cours desquelles, selon l'expression du ministre uruguayen, M. Bazanes, « la Bolivie avait démontré ses droits. »

C'est grâce à cette médiation qu'on put aboutir à la signature du traité Ichazo-Benitez (23 novembre 1894).

Ce traité fut signé en dehors de toute discussion de titres juridiques. Il fut établi sur une base purement transactionnelle très favorable au Paraguay, puisqu'il lui accordait 450 lieues carrées (2.290 km²) en plus de ce que les traités antérieurs avaient procuré.

Le Gouvernement bolivien quoiqu'il trouvât excessives les concessions faites par son plénipotentiaire à Asuncion, approuva le traité et le recommanda auprès du pouvoir législatif en ces termes :

« Si les débats sur les titres s'avèrent inefficaces ; si l'ajournement n'est pas indiqué parce qu'inconvenant ; si la guerre est imprudente et contraire à nos sentiments, quel autre chemin suivre sinon celui de la transaction?... »

« Transiger est mettre de côté ses titres et ses droits et placer la question dans la sphère des concessions réciproques... La véritable politique ne consiste pas à s'attacher à des principes inflexibles, mais à consulter les vrais intérêts du pays et à les servir honnêtement. »

Malheureusement, les sentiments du Paraguay à l'égard de la Bolivie n'avaient pas changé. Les Chambres paraguayennes s'ajournèrent comme elles s'ajournèrent au moment de la ratification du traité Tamayo-Aceval, c'est-à-dire sans discuter les bases de l'accord que leur Gouvernement venait de conclure avec la Bolivie.

Les Chambres boliviennes, moins souples que le Gouvernement, décidèrent d'attendre la ratification du Paraguay. Le pays était fatigué de la versatilité paraguayenne.

Les Chambres paraguayennes firent leur rentrée en 1896. Le Gouvernement bolivien envoya, à cette occasion, M. Rodolfo Soria Galvarro, afin qu'il obtint la ratification du

Paraguay pour le traité Ichazo-Benitez que le parlement paraguayen avait à son ordre du jour.

La présence du plénipotentiaire bolivien à Asuncion obligea les Chambres à s'occuper du traité mais, au lieu de le ratifier, elles se contentèrent de voter une loi « autorisant le Pouvoir Exécutif à créer une Commission scientifique pour étudier et explorer les limites de la République de Bolivie en accord avec ses titres historiques ».

Cette décision équivalait au maintien du *statu quo* qui fut confirmé par le chancelier paraguayen le 11 janvier 1904.

Inutile de dire que cette Commission scientifique ne se constitua jamais et qu'elle ne fut qu'un prétexte pour laisser le traité de 1894 sans approbation.

La même année, le gouvernement libéral qui venait de prendre le pouvoir en Bolivie envoya à nouveau, en mission confidentielle, M. Quijarro dans le but de conclure un Nouvel accord avec le Paraguay.

Le gouvernement d'Asuncion, en face des instructions précises que M. Quijarro apportait, présenta aux Chambres un projet de loi créant de nouveaux districts électoraux sur une zone qui comprenait, non seulement Fuerte Olimpo et Puerto Pacheco, mais des territoires situés bien plus au nord et qui étaient considérés par la Bolivie comme étant en dehors du litige.

Donner une représentation aux Chambres à des territoires en vue desquels on entamait des négociations, c'était faire preuve d'une intransigeance que le représentant bolivien renonça, d'avance, à vaincre. La mission Quijarro fut suspendue.

En 1905, le gouvernement bolivien accrédita une nouvelle légation à la tête de laquelle il plaça M. Emeterio Cano.

Cette même année, le 11 septembre, l'Argentine et le

Paraguay constituèrent une Commission pour déterminer le chenal principal du fleuve Pilcomayo et clore ainsi la question des limites issue de la sentence Hayes et qui se posait encore à ces deux pays. La Bolivie, étant riveraine du fleuve, et alléguant des droits au nord de celui-ci, le ministre Cano éleva un mémoire tendant à faire participer son pays à ces négociations, à défaut de quoi « la Bolivie déclare nuls à son égard les titres qui dériveront de cette convention faite en dehors de sa présence puisque c'est sur la rive gauche de ce fleuve que commencent ses droits territoriaux. »

Le Paraguay décida, alors, de négocier avec la Bolivie.

Le 24 février 1906 commencèrent, à Asuncion, les conférences entre M. Dominguez, plénipotentiaire paraguayen *ad hoc*, et M. Cano, sous la présidence de M. Soler.

Dès la première conférence, le délégué bolivien posa la question préalable sur l'arbitrage : le Paraguay, dans le cas qu'un accord direct ne put intervenir, était-il disposé à soumettre à l'arbitrage toute la question des frontières ?

« L'efficacité de l'arbitrage — disait M. Cano — qui, dans les luttes juridiques entre nations, remplace la justice issue du sort aléatoire des batailles, n'est plus discutée ; de doctrine sympathique et d'aspiration morale, il s'est transformé en règle de conduite obligatoire et universelle. » Et le représentant bolivien faisait remarquer, en concluant, que le Paraguay avait été l'un des premiers à donner sa voix en faveur de l'arbitrage obligatoire, lors du Congrès panaméricain du Mexique.

M. Dominguez sentant le danger qu'un arbitrage intégral sur le Chaco représentait pour son pays, s'empressa de mettre hors de cause toute la partie sud du Chaco Boréal.

« Quoique le Paraguay ait donné son adhésion à ce prin-

cipe (l'arbitrage obligatoire) il ne peut cependant pas le pousser au point de mettre en cause ce qui lui appartient indiscutablement. Il est des thèses extrêmes qui peuvent atteindre sa souveraineté. Il y a, dans le Chaco Boréal, des zones que le Paraguay doit mettre en dehors des décisions arbitrales. L'une de ces zones est, par exemple, celle qui s'étend entre les fleuves Pilcomayo et rio Verde, zone acquise en vertu de la sentence arbitrale du président Hayes et qui constitue une chose jugée, une sentence irrévocable. Le respect à l'arbitrage nous commande de respecter cette sentence, car il ne saurait avoir arbitrage contre arbitrage. »

M. Domínguez oubliait que la sentence arbitrale n'était pas opposable à la Bolivie et que les droits de cette dernière avaient été expressément sauvegardés par son gouvernement (voir développements sur l'arbitrage Hayes).

Les conférences, au cours desquelles le représentant paraguayen s'efforça de démontrer les droits de son pays, se poursuivirent jusqu'au 6 novembre. A cette date, il déclara que son gouvernement n'était plus en mesure de discuter une question de frontières, la période présidentielle de M. Cecilio Baez ayant pris fin. Une fois de plus, les négociations étaient interrompues du fait du Paraguay.

LE PROTOCOLE PINILLA-SOLER DE 1907

Nous arrivons ainsi au protocole Pinilla-Soler qui, avec la sentence arbitrale du président des États-Unis d'Amérique, constitue un des plus gros arguments en faveur des prétentions paraguayennes. Il convient, donc, de l'analyser et de voir quels ont été et son esprit et sa portée.

En janvier 1907, M. Claudio Pinilla, délégué de la Bolivie, se rendait à La Haye où il devait représenter son pays. De passage à Buenos-Aires, le chancelier de la République Argentine, M. Zeballos, l'invitait à conclure avec le *ministre des finances* du Paraguay, qui se trouvait, lui aussi, dans la capitale Argentine, un accord pouvant servir de base à un traité postérieur.

Cet accord fut signé le 12 janvier 1907. En voici le texte :

« ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour soumettre la question pendante à la décision arbitrale de son Excellence le Président de la République argentine.

« ART. 2. — La zone soumise audit arbitrage est celle qui se trouve entre le parallèle 20° 30' et la ligne que, *dans ses allégations, le Paraguay soutiendrait au nord* et, à l'intérieur, celle comprise entre les méridiens 61° 30' et 62° de Greenwich.

« ART. 3. — Les deux chancelleries ratifieront cet accord dans les quatre mois qui suivront la date de sa signature et, en conséquence, *leurs actuels plénipotentiaires à Asuncion, MM. Cano et Dominguez, souscriront le présent accord d'arbitrage limité* et le soumettront, nécessairement, à l'approbation de leurs respectifs Parlements, dans leurs premières sessions ordinaires.

« ART. 4. — Les plénipotentiaires des Hautes Parties Contractantes, qui seront désignés, opportunément, présenteront au Président de la République Argentine, dans les trente jours qui suivront les ratifications parlementaires, une exposition des titres et d'antécédents épaulant leurs droits.

« ART. 5. — Le Président de la République Argentine décidera de la controverse, ayant considéré, préalablement, les titres et les antécédents que les Hautes Parties Contractantes lui auront soumis.

ART. 6. — Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes n'eût pas produit la ratification visée par l'article 3, les Plénipotentiaires respectifs à Asuncion devront négocier un nouvel accord, le *statu quo* dont il est question à l'article suivant, devant être maintenu entre temps.

« ART. 7. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas changer ni avancer leurs positions existantes tant que le présent accord ne sera pas réalisé.

« En aucun cas, le *statu quo* ne pourra prendre fin avant un an à compter de la date fixée à l'article 3.

Le statu quo sera fidèlement observé sous la garantie du gouvernement argentin. »

Quelle est la valeur de ce document ?

Il ne peut pas constituer en lui-même ni un traité, ni un acte pouvant servir de base, tant que les ratifications requises ne seraient pas intervenues. Ceci découle des négociations mêmes qui précédèrent sa signature. Ces négociations eurent lieu dans un pays autre que celui des Parties, entre un *ministre des Finances* paraguayen et un personnage bolivien officiel certes, mais officiel pour une mission qui n'était pas d'entrer en pourparlers avec le Paraguay sous les auspices du gouvernement argentin au sujet d'une question de frontière.

En effet, M. Pinilla n'était que de passage à Buenos-Aires, puisqu'il devait se rendre à La Haye pour représenter son pays aux conférences internationales, ce qui constituait sa seule et exclusive mission. Etant donné que son gouverne-

ment n'avait donné à M. Pinilla aucune instruction l'habilitant à conclure une pareille convention, on voit nettement, l'inefficacité, pour ne pas dire la nullité d'un semblable accord.

« Nous laissâmes expressément consigné — dit M. Pinilla dans son information au gouvernement bolivien — que l'initiative adoptée dans la conférence sera soumise à l'approbation des deux gouvernements. Celle-ci donnée, on pourrait considérer l'accord comme une *base*, en vue d'un traité qui serait signé par ceux qui ont les pouvoirs respectifs, c'est-à-dire, les Plénipotentiaires à Asuncion, M. Cano et Dominguez ; après quoi elle ne sortirait pas encore du rang de projet selon la doctrine générale du droit. »

« La presse de cette ville (Buenos-Aires) — continue M. Pinilla — lui a donné improprement, le nom de traité afin de montrer l'importance de la médiation argentine et spécialement de l'action personnelle de M. Zeballos. Ni par son essence, ni par sa forme, le document en question ne peut pas être considéré comme un traité : son véritable caractère est celui d'un procès-verbal destiné à enregistrer certains points établis conditionnellement où le défaut de l'une quelconque des conditions peut laisser le tout sans effet. »

L'accord de 1907 n'était pas, à proprement parler, un traité de limites, mais une stipulation en *vue* d'un arbitrage. Sa rédaction même nous le prouve.

En effet, l'objet principal était l'arbitrage inscrit dans l'article 1^{er}. La zone sur laquelle devait porter cet arbitrage était délimitée dans l'article 2. L'article 3 nous indique les Plénipotentiaires qui devaient parapher le traité d'arbitrage dont les bases étaient fixées par cet accord, une fois que celui-ci eût obtenu l'agrément des deux gouvernements. Les

articles 4 et 5 indiquaient la procédure que l'on devait suivre. Les Plénipotentiaires à Asuncion devaient fixer une nouvelle zone d'arbitrage au cas où l'approbation gouvernementale fixée par l'article 3 ne serait pas intervenue, le *statu quo* devant, dans ce cas, être prolongé. Finalement, l'article 7 dit que les possessions respectives des deux pays ne devront pas être avancées tant que l'arbitrage argentin n'aurait pas eu lieu.

D'accord avec les prescriptions de l'article 3, MM. Cano et Dominguez, qui ne pouvaient pas être remplacés car ils étaient nommément désignés par cet article, commencèrent une série de conférences tendant à établir un *accord préliminaire*.

Le 16 novembre de la même année, M. Cano décédait à Asuncion, sans être arrivé à signer avec son collègue paraguayen le projet de traité qui devait être définitif après la ratification des parlements d'Asuncion et de La Paz. Dès lors, l'un des éléments de l'accord de 1907 faisait défaut.

D'autre part, en 1909, l'arbitre renonçait irrévocablement. Ce fait, à lui seul, enlevait toute validité à l'acte de 1907.

En effet, l'acte avait été signé « en l'honneur de l'amicale médiation du gouvernement argentin » et on avait « accepté la solution proposée par le ministre de Affaires étrangères de l'Argentine, M. Stanislao S. Zeballos » de sorte que les prétentions territoriales du Paraguay consignées dans l'article 2 dépendaient de la décision arbitrale du Président de la République Argentine. L'arbitre ne pouvait donc pas être substitué. Celui-ci ayant renoncé, l'accord tombait entraînant la clause du *statu quo* dont le maintien était subordonné au contrôle du gouvernement argentin.

L'accord de 1907, souscrit dans des conditions singulières souleva dans l'opinion publique bolivienne qui ne connais-



CARTE L.º 8. — Lignes des différents traités intervenus entre 1879 et 1907.

sait pas ces circonstances, une tempête de protestations.

En 1910, M. Ricardo Mujia, fut nommé ministre plénipotentiaire à Asuncion avec la mission expresse d'obtenir l'annulation du protocole Pinilla-Soler.

Il ne put entamer immédiatement les négociations à cause de la guerre civile qui sévissait au Paraguay.

Ce n'est qu'au mois d'octobre 1912 que M. Mujia commença les négociations. Il fit valoir les considérations que nous avons vues pour obtenir l'annulation du protocole Pinilla-Soler. Finalement, le 5 avril 1913, il put signer avec le chancelier du Paraguay, M. Ayala, un protocole où il était entendu que les deux pays s'engageaient à conclure dans les deux ans un traité définitif. Au cas où le traité ne fut pas possible, ils consentaient de soumettre le conflit des frontières à un arbitrage de droit. Le *statu quo* de 1907 se trouvait prolongé, toutes les autres clauses du traité Pinilla-Soler étant expressément annulées, notamment celle qui stipulait les zones d'arbitrage.

Les conférences en vue de l'accord stipulé dans le protocole du 5 avril 1913, commencèrent le 26 mars 1915, alors qu'il ne restait plus que quatre mois pour l'expiration du délai fixé en 1913.

Le représentant du Paraguay, M. Fulgencio Moreno, n'ayant pu terminer un contre-mémoire, répondant aux allégations boliviennes présentées par M. Mujia dans son ouvrage *Bolivia-Paraguay*, demanda plusieurs renouvellements du délai fixé en 1913.

Les conférences furent interrompues par la nomination de M. Mujia au poste de ministre des Affaires étrangères de Bolivie. Le Paraguay décida alors, d'accréditer une légation auprès du gouvernement bolivien, afin de continuer les négociations. Celles-ci reprirent le 7 juin 1918.

Finalement, le représentant du Paraguay, qui n'avait pas pu réunir la documentation suffisante pour répondre au mémorandum juridique que M. Mujia présenta en 1915 à la Chancellerie paraguayenne, et cela malgré les prolongements successifs du délai fixé en 1913, proposa, comme base d'un accord direct et définitif — en dehors de toute considération de titres que les deux pays pouvaient invoquer sur le Chaco Boréal — l'établissement d'une zone libre sur le fleuve Paraguay.

La Bolivie n'accepta pas cette proposition qui n'était de toute évidence, que l'aboutissement d'une politique tendant à maintenir le *statu quo* de 1907 pour permettre au Paraguay sa pénétration clandestine dans le Chaco.

A partir de 1920, commencèrent les premiers incidents provoqués par le Paraguay. Ses troupes s'étaient tellement avancées en territoire bolivien, que fatalement il devait se produire des rencontres, soulevant des incidents diplomatiques qui ne pouvaient qu'énervier l'opinion publique des deux pays.

Ici vont s'arrêter nos développements historiques qui nous ont permis de poser les données du problème pour son analyse juridique.

Nous n'allons pas nous occuper de l'agression paraguayenne qui déclencha les premiers conflits armés en 1928 et auxquels la Commission de conciliation qui se constitua à Washington mit fin. Cette Commission reconnut formellement le Paraguay comme étant l'agresseur. Elle l'obligea à

reconstruire le fortin Vanguardia qu'il avait détruit, l'attaquant par surprise le 6 décembre 1928.

Notre attention ne sera retenue non plus par les différentes médiations qui sont intervenues au cours des hostilités déclenchées en 1932. Ces médiations s'étant toutes révélées inefficaces ou s'étant bornées à des déclarations plus ou moins ambiguës et platoniques. Notre but sera donc l'étude du problème dans son aspect purement juridique, en dehors de toute considération d'ordre politique ou économique.

Or, tant que des agressions d'ordre militaire, — entraînant parfois la perte de vies — ne se sont pas produites, il est possible, pour la solution d'un problème donné, de parler de Droit au sens juridique du mot ; mais, dès que de semblables agressions se sont manifestées, il est difficile d'apporter une solution strictement juridique. Est-ce à dire qu'il soit impossible de constater son existence ? Nous ne le pensons pas. Elle existe en effet — et c'est là le but de notre travail.

TROISIÈME PARTIE

SITUATION JURIDIQUE DU CHACO

TROISIÈME PARTIE

SITUATION JURIDIQUE DU CHACO

Après avoir exposé le processus historique et géographique de cette partie de l'Amérique du Sud, il nous reste à examiner sa situation juridique actuelle à l'aide des principes posés par le droit et la coutume internationaux.

Nous examinerons successivement les principes de « l'uti possidetis juris », de l'occupation et de la prescription en droit international public en essayant d'établir la mesure dans laquelle ces principes peuvent être appliqués au territoire composant le Chaco Boréal.

L'UTIS POSSIDETIS DE 1810

Sans prétendre à la pluralité du Droit international ¹ nous ne pouvons pas nous empêcher de constater l'influence subie par cette branche du droit public du fait des particularités inhérentes à chaque continent.

1. Alvarez : *Le Droit international américain*, Paris, 1910.

C'est ainsi que, en Europe, le Droit international se manifeste avec un caractère nettement politique. Constitué par des pays à une civilisation très avancée, le Droit international doit chercher à canaliser les différentes influences latines, anglo-saxonnes et germaniques ; et nous voyons ainsi se pratiquer le régime des ententes substitué à l'ancien système de l'équilibre.

De même, dans le continent asiatique, le droit international se caractérise, non plus par des tendances politiques comme en Europe, mais bien par des problèmes d'ordre racial. Le mouvement panasiatique à la tête duquel se trouve le Japon, et qui a commencé à se manifester depuis quelque temps, est très caractéristique à cet égard.

Pour ce qui est du continent sud-américain, le Droit international se présente avec un aspect géographique. Le facteur géographique contribuant à la formation de certains principes d'ordre purement continental. Le fait que la métropole considérait les colonies espagnoles comme des entrepôts où elle venait s'approvisionner en matières premières, fit naître dans l'esprit des Sud-Américains le sentiment de la propriété de la terre et de ses richesses. Les Républiques sud-américaines naquirent, donc, à la vie indépendante sous l'influence de ce sentiment.

Il était inévitable que le premier problème dérivant de l'idée de propriété qui devait se poser aux nouvelles entités indépendantes, était un problème d'ordre géographique, un problème de limitation des frontières. D'autre part, étant donné la faible densité de la population, insuffisante pour peupler d'aussi vastes territoires, ce qui comptait pour les hommes de l'indépendance, ce n'était pas une question d'influence immédiate, mais bien plutôt le souci de se ménager des cadres pour l'avenir.

Mais, ces problèmes ayant un aspect géographique dans lesquels l'idée de propriété se trouvait à la base, avaient un caractère nettement nouveau. Leur appliquer les règles communément admises par la doctrine internationale, pouvait avoir comme conséquence de dénaturer ce caractère. L'occupation, par exemple, n'était pas admise, la crainte des grandes puissances européennes cherchant des débouchés étant très vive à cette époque.

Il fallut donc créer de nouvelles normes de droit, s'adaptant à la situation nouvelle et susceptibles de régler ces problèmes nouveaux.

« *L'uti possidetis* » et l'exclusion de l'occupation comme moyen d'acquérir devaient servir à la satisfaction de cette nécessité juridique.

L'Amérique du Sud apportait ainsi une contribution nouvelle au Droit international.

Cette contribution commença à se révéler lors du mouvement révolutionnaire des colonies hispano-américaines en 1810, et, lorsque, pour éviter des conflits postérieurs des frontières, qui viendraient affaiblir la résistance contre la métropole, appuyée par la Sainte alliance, elles décidèrent d'établir le principe de « *l'uti possidetis* », en vertu duquel toutes les nouvelles entités indépendantes issues de la révolution, conserveraient les mêmes limites qu'elles avaient en tant que divisions administratives coloniales.

Une fois que les craintes d'une réaction espagnole se furent dissipées, le principe de l'« *uti possidetis* » n'en resta pas moins en vigueur. Son utilité devait se manifester de plus en plus efficace au fur et à mesure que le développement des nouvelles républiques s'accroissait. Les nouveaux moyens de transport, la mise en valeur des territoires éloignés, riches

en produits dont l'utilité industrielle était jusqu'alors méconnue, devaient fatalement produire des chocs entre deux souverainetés.

L'« uti possidetis » de 1810 était là, plus vivant que jamais, pour apaiser ces conflits d'ordre territorial.

Il s'affirmait donc, non pas comme une règle transitoire, destinée à disparaître ou à être remplacée par un principe nouveau, ou par des conventions isolées, mais comme le principe « base » de l'Amérique espagnole, comme une sorte de constitution d'ordre inter-étatique, dont aucune des données ne pouvait être abrogée ou modifiée d'une façon unilatérale.

« L'uti possidetis » fut et continue d'être communément admis par tous les auteurs hispano-américains. Il serait long d'en énumérer les noms et les opinions diverses par la forme, mais unanimes par l'esprit.

Une fois énoncé le principe, il faut nous demander quelle en est sa portée.

Comme tous les principes du Droit, « l'uti possidetis » devait subir l'attaque de ceux dont les ambitions territoriales étaient paralysées par cette norme. C'est ainsi que, depuis quelque temps, à côté de « l'uti possidetis juris », le seul admis jusque-là, s'est ébauchée une nouvelle théorie : celle de « l'uti possidetis de facto ».

D'après cette théorie, « l'uti possidetis » dont il faut tenir compte, ce n'est pas le titre juridique en vertu duquel cette possession est justifiée, mais la possession même au moment de la négociation.

Une semblable prétention est-elle admissible ? Correspond-elle au besoin juridique pour la satisfaction duquel elle a été créée ?

Nous ne le pensons pas. Elle dénature le caractère du

problème et nous fait revenir à l'acception pure et simple d'un principe de droit qui répugne à toute l'Amérique : nous faisons allusion à l'occupation.

L'éminent professeur Le Fur, d'ailleurs, le constate : « En réalité — dit-il — « l'uti possidetis » ainsi conçu comme une donnée des faits, c'est l'occupation¹!!! »

Le Paraguay, qui ne doit pas être très sûr de ses titres coloniaux — car ceci lui suffirait pour revendiquer le Chaco Boréal — se fait le champion de cette hérésie juridique dans le droit continental hispano-américain.

Par la bouche de son ancien président, Don Eusebio Ayala, qui ne fait que reprendre l'argumentation qu'un autre diplomate paraguayen soutint dans sa discussion avec M. Ricardo Mujia au sujet du différend bolivo-paraguayen, a soutenu cette thèse dans une séance de l'Académie diplomatique internationale².

Les conclusions auxquelles arrive M. Ayala sont les suivantes :

« L' « uti possidetis » n'a put être une règle de Droit international en Amérique latine, parce qu'il était sujet à des interprétations contradictoires. »

« L' « uti possidetis » de facto n'est autre chose que l'occupation. »

« L' « uti possidetis juris » ne peut être accepté que s'il est fondé sur une possession réelle. »

Prétendre, tout d'abord, que l' « uti possidetis juris » n'a pas été une règle de droit international en Amérique latine, c'est aller à l'encontre aussi bien de faits que des auteurs.

1. Le Fur. « Le Conflit du Chaco Boreal » dans la *Revue de Droit International*, n° 2, 1934. Voir aussi note du Professeur Le Fur au projet de traité de paix de la Commission de la Société des Nations pour le Chaco, du 22 février 1934 dans la *Documentation Internationale*, n° 4, p. 43.

2. Séance et travaux de l'Académie, octobre, décembre 1931, p. 249 s. s.

En réalité l'« *utis possidetis juris* » a été la raison d'être des Républiques hispano-américaines. Comment auraient-elles pu fixer leurs frontières, alors qu'il existait en Amérique du Sud, de vastes territoires soit inhabités (Atacama), soit habités uniquement par des sauvages (Chaco) et où le plébiscite, comme moyen démarcateur était impossible ?

D'autre part, ne fallait-il pas un principe auquel toutes les nouvelles entités se soumissent afin d'éviter la discorde entre elles ?

Il suffit d'ailleurs, de jeter un coup d'œil sur la plupart des Constitutions des Républiques sud-américaines, pour se rendre compte du bien-fondé de l'application de l'« *uti possidetis* » comme règle positive du droit continental américain.

En Colombie, par exemple, ce principe a été appliqué dans la Constitution que le libérateur Simon Bolivar promulgua le 6 octobre 1821 :

« ART. 6. — Le territoire de la Colombie est le même que comprenait l'ancienne Vice-Royauté de la Nouvelle Grenade et de la Capitanie générale du Venezuela. »

« ART. 7. — Les peuples se trouvant sur ces territoires et qui sont encore sous le joug espagnol, feront partie de la République avec les mêmes droits et la même représentation que les autres, dès leur libération. »

Dans la Constitution du Nicaragua :

ARTICLE PREMIER. — La République du Nicaragua est celle qui autrefois s'appelait *Province* et après l'indépendance, Etat de Nicaragua. » (Constitution de 1858.)

Dans la Constitution de l'Equateur :

« ARTICLE PREMIER. — La République de l'Equateur se

compose de tous les Équatoriens réunis par le même pacte d'association politique. Son territoire comprend celui des Provinces qui formaient l'ancienne présidence des Quito et l'archipel des Galapagos. Les limites seront fixées définitivement par des traités avec les Etats voisins. » (Constitution de 1861.)

Dans la Constitution du Venezuela :

« ART. 5. — Les limites des États-Unis qui composent la Fédération vénézuélienne sont les mêmes que celles qui, en 1810, correspondaient à la capitanie générale de Venezuela. » (Constitution de 1874.)

Dans la Constitution mexicaine :

« ART. 5. — Le territoire du Mexique est celui qui autrefois comprenait la Vice-Royauté de Nueva Espana, la Capitanie générale de Yucatan, les « Comandancias » appelées autrefois Province interne de l'Orient et de l'Occident, la Basse et la Haute Californie, les terrains annexes et les îles adjacentes sur les deux mers. » (Constitution de 1824.)

Egalement sur le district de l'Audience de Los Reyes au Pérou, fut constituée la République du même nom.

C'est aussi sur les bases de l'Audience du Chili que fut créée la nouvelle République de ce nom.

Comment donc prétendre que le principe de l'« *uti possidetis juris* » n'a pu être une règle de Droit international américain ?

A quoi donc obéissaient toutes ces Constitutions sud-américaines ?

Cependant M. Ayala constate la valeur idéale du principe. Il ne lui accorde une valeur réelle que si l'« *uti possidetis* » de 1810 avait pu réunir les conditions suivantes :

« I. — Que les limites des unités coloniales aient été déterminées par un tracé sur le terrain, de sorte à ne laisser aucun doute;

« II. — Que tous les territoires de l'Amérique espagnole aient été adjugés et distribués parmi les grandes unités politiques, vices-royautés et capitánies générales ou parmi les divisions de ces grandes unités, *presidencias*, *intendencias*, *alcaldías mayores*, etc...;

« III. — Que les questions de frontières aient été discutées et réglées avant l'occupation des zones limitrophes par les nouveaux États. »

Relevons immédiatement le contresens de la troisième condition supposée par l'auteur paraguayen.

Si la question des frontières avait été discutée et réglée avant l'occupation des zones limitrophes par les nouveaux États, la raison d'être du principe n'aurait pas existé, celui-ci étant justement destiné à régler les conflits qui pourraient naître lors de l'occupation de ces zones qui devaient forcément amener la rencontre de deux souverainetés distinctes.

Pour ce qui est de la première et seconde conditions, elles ont toujours existé. La constitution territoriale des Républiques hispano-américaines le prouve.

On ne peut trouver en Amérique du Sud qu'une seule étendue de territoire qui n'ait pas été attribuée expressément à l'une quelconque des grandes unités coloniales : c'est la Patagonie. Ceci s'explique, par le peu d'intérêt que les conquistadores y attachèrent. Tout le reste du domaine espagnol fut rattaché à une entité juridique coloniale.

Non seulement le rattachement territorial exista, mais aussi la délimitation dans la mesure du possible. Nous avons vu, pour ce qui est du problème qui nous occupe, que le Chaco Boréal, quoique peu connu et inhabité dans certaines

régions, fut clairement délimité tout au cours de la législation coloniale. N'avons-nous pas vu qu'il était question du fleuve Paraguay comme étant un « *rio famoso y conocido* » ?

D'autre part, nous croyons avoir établi d'une façon précise son rattachement à l'Audience des Charcas, puis à l'Intendance de Santa-Cruz de la Sierra.

Il est vrai que la théorie de l'« *uti possidetis juris* » a prêté quelquefois à des difficultés dans son application, mais nous ne sommes pas pour cela autorisés à nier l'existence du principe, et à nier son efficacité toutes les fois que ces conditions d'exercice existent.

Dans les deux conflits des frontières cités par M. Ayala¹ comme exemple dans lequel le principe de l'« *uti possidetis juris* » n'a pas pu être appliqué (conflit entre le Venezuela et la Colombie, entre le Pérou et la Bolivie), ce principe était expressément reconnu, puisque les bases sur lesquelles devaient se régler ces conflits étaient justement celles de l'« *uti possidetis juris* ». Ce n'est qu'au cas où le principe eût quelques difficultés d'application que l'on procéderait à une solution d'équité.

« Ces deux tentatives » nous dit M. Ayala — ont donc échoué par l'insuffisance reconnue du principe dans son application. »

A l'appui de cette affirmation l'auteur cite, entre autres, ce passage de la sentence rendue par Sa Majesté Dona Maria Christina, reine d'Espagne.

« Considérant que l'ordonnance royale invoquée donne lieu à des doutes parce qu'elle nomme des lieux inconnus... »

Dans ce cas, nous dirions que ce n'est pas l'insuffisance du principe qui a été reconnu ; *mais plutôt l'insuffisance*

1. *Op. cit.*, p. 233.

des titres pouvant mettre en jeu le principe. C'est ce qui découle des considérants de la sentence de la reine Maria Christina.

Le principe existe, puisque d'avance les parties l'ont établi, le reconnaissant comme règle de droit dans leur compromis.

La preuve la plus éclatante de l'existence de l'« *uti possidetis juris* » de 1810 comme règle de droit positif nous est fourni par la sentence du tribunal spécial des limites entre Guatémala et Honduras :

« Lorsque l'entité coloniale — dit l'Arrêt — exerçait un « contrôle » administratif en absence du monarque il n'y a pas de doute qu'il s'agissait d'un « contrôle juridique », et la ligne tracée d'accord avec les limites de ce contrôle serait une ligne juridique¹. »

Les partisans de l'« *uti possidetis de facto* » prétendent affirmer le bien-fondé de leur interprétation en s'appuyant sur le fait que c'est en se basant sur la possession effective que le Brésil a fait triompher cette théorie dans plusieurs contestations des frontières avec ses voisins.

Ils oublient, malheureusement, que si le Brésil a réussi à appliquer le principe de l'« *uti possidetis de facto* » en le basant purement et simplement sur une longue possession, c'est que l'« *uti possidetis juris* » ne le liait pas et n'était partant pas tenu de le respecter.

En effet, les Républiques hispano-américaines, créatrices du principe, étaient toutes issues de la même branche. L'Espagne leur avait fixé en tant que circonscriptions administratives des limites territoriales qu'elles s'engageaient à conserver une fois acquise leur indépendance. Le Brésil,

1. Laudo del Tribunal Especial de limites entre Guatemala y Honduras, 1933, p. 6 et 7.

étranger aux actes de la souveraineté espagnole n'était nullement tenu de les respecter.

Nous définirons donc, l'« *uti possidetis* » de 1810 *comme étant le « droit de posséder » indépendamment de toute possession effective, que les Républiques sud-américaines, d'origine espagnole, ont sur les territoires qui, en vertu de dispositions législatives coloniales, leur avaient été attribués en tant qu'entités administratives distinctes.*

Il est donc destiné à sanctionner toute usurpation qui, du temps de la colonie, aurait constitué un acte d'empiètement territoriale d'une juridiction administrative sur une autre.

Mais l'« *uti possidetis juris* » de 1810 avait encore une autre aspiration juridique, qui fut établie plus tard d'une façon plus vaste par la doctrine de Monroe. Il tendait à déclarer l'inexistence des « *res nullius* » dans le continent sud-américain.

En effet, la propriété primitive de tout le continent sud-américain avait été attribuée au Portugal et à l'Espagne par le Pape qui était considéré, au xv^e siècle, comme étant l'unique autorité capable de conférer le droit de souveraineté. Ce droit s'étendait non seulement sur les territoires habités et mis en valeur, mais aussi sur ceux même inconnus.

Les Républiques sud-américaines en instituant l'« *uti possidetis juris* de 1810 », entendait, non seulement se garantir mutuellement leurs frontières, mais se déclarer héritières de cette souveraineté totale dans la limite de leurs démarcations. De cette façon elles mettaient à l'encontre des aspirations coloniales européennes un principe juridique destiné à les sauvegarder de l'emprise européenne à laquelle elles venaient d'échapper.

Cependant, en Europe, on ne conçoit pas l'institution de

l' « *uti possidetis* » comme pouvant servir aujourd'hui encore, en tant que norme de droit positif, à la délimitation de frontières en Amérique du Sud. On admet que cette institution ait pu servir pendant les premières années de l'indépendance, mais on ne la conçoit pas avec un caractère effectif cent vingt ans après son apparition. L'observation européenne peut se résumer ainsi : Avec le temps l' « *uti possidetis* » doit être remplacé par l'occupation pure et simple.

Mais ce qu'on perd de vue en faisant cette observation c'est :

1° L'immensité des territoires, parfois plus grands que la France entière, sur lesquels l'institution doit s'appliquer ;

2° Que l' « *uti possidetis* » a été appliqué, non seulement pendant les premiers vingt ou trente ans qui ont suivi l'indépendance, mais bien après. Nous avons cité à cet égard la sentence toute récente que le Tribunal spécial de Limites constitué par le Honduras et le Guatemala rendit en 1933 et où il est question de l' « *uti possidetis* » comme une règle de droit positif ;

3° Que la notion de « *res nullius* », condition « *sine qua non* » de l'occupation, n'existe pas en Amérique du Sud.

En effet, les problèmes que soulève cette notion sont des problèmes d'ordre international. La notion de « *res nullius* » suppose que tout État peut occuper, c'est-à-dire, que tout État a une aptitude universelle pour l'exercice de ce droit. Dans ces conditions on imagine mal un État européen faisant acte d'occupation en Amérique du Sud, il soulèverait l'opinion américaine tout entière. On pourrait nous objecter l'existence de la doctrine de Monroe, mais n'oublions pas qu'elle aussi nie l'existence de « *res nullius* » dans le continent américain.

Ainsi donc ce serait fausser la notion de « *res nullius* »,

et par là même l'institution de l'occupation, que de vouloir l'admettre seulement entre États sud-américains à l'exclusion des États européens pour les terres désertes du continent sud-américain.

Nous devons donc dire que la notion de « *res nullius* » opère « *erga omnes* », cette notion étant une notion absolue. Dans ces conditions nous sommes obligés de nier l'existence de « *res nullius* » dans le continent sud-américain, puisqu'aucune puissance européenne ne peut y occuper.

Ayant ainsi énoncé l'inexistence des « *res nullius* » en Amérique, nous passons à étudier l'un des moyens qui permettent, dans le Droit international, l'acquisition territoriale.

L'OCCUPATION

Nous avons vu que M. Ayala dans son étude sur l'« *uti possidetis de facto* » arrive à la conclusion que celui-ci n'est autre chose que l'occupation.

Nous allons donc, étudier ce moyen d'acquisition territoriale par rapport au sujet qui nous occupe.

FONDEMENT DE L'OCCUPATION

La plupart des auteurs n'ont pas cherché à justifier l'occupation et se sont simplement contentés de la définir et de poser ses conditions d'exercice.

Sans nous embarrasser des théories relativement anciennes basées plus ou moins sur le droit naturel comme norme de conduite internationale et qui cherchaient à justifier l'occu-

pation soit par la fiction qu'au début du monde tout était commun et indivis — les hommes pouvant s'approprier ce dont ils avaient besoin¹ — soit en se basant sur une idée d'égalité qui permettrait à n'importe quel état² de s'approprier des territoires n'appartenant à personne, nous allons voir quel est son fondement dans le droit positif actuel.

D'après une première théorie, soutenue par Fauchille³ elle se justifierait par cela seul que les hommes ont besoin d'exercer leur activité et dès lors que cette activité ne trouve plus un champ d'application dans le sol natal elle doit chercher à s'exercer ailleurs. C'est en somme le droit de nécessité que depuis quelque temps prend dans la doctrine de certains pays une ampleur toujours grandissante. Fauchille admet ce fondement de l'occupation sous deux réserves :

I. — Qu'elle ne nuise pas au droit des autres États, donc qu'elle ait pour objet des territoires sans maître;

II. — Qu'elle respecte la propriété privée lorsque les territoires objet de l'occupation sont habités.

D'après M. Salomon⁴ l'occupation se justifierait par le seul fait que l'on reconnaît à l'état la souveraineté sur le territoire sur lequel il est constitué. Ce territoire devenu insuffisant, rien ne peut empêcher cet état à étendre sa souveraineté sur d'autres territoires à la condition que les actes d'occupation « ne lèsent aucune autre personne du droit international. »

Enfin un troisième fondement d'occupation peut être cherché dans la satisfaction de l'intérêt général. Celui-ci

1. Grotius. *De jure belli ac pacis*, liv. II, chap. II, II, 1 et 5, cité par Fauchille.

2. Vattel. *Le Droit des gens*, liv. I, chap. XVIII-CCVII (dans Fauchille

3. *Traité de Droit International Public*.

4. *Recueil de thèses*, Paris L., 1903, t. XIII.

commande la mise en valeur des terres incultes pour le plus grand bien de la communauté humaine¹.

Le Paraguay peut-il invoquer l'une de ces trois théories pour justifier son occupation dans certaines parties du Chaco? Peut-il notamment invoquer une nécessité alors que dans son territoire il y a des parties qui sont encore en friches?

Il pourrait cependant se prévaloir de la deuxième thèse reconnaissant le droit d'étendre la souveraineté indépendamment de toute justification d'ordre économique, mais faut-il encore pour que cette souveraineté puisse s'exercer qu'il s'agisse de territoires sans maître. Or, nous avons vu que cette qualification ne peut être donnée à aucune partie du continent sud-américain ayant fait partie intégrante des anciennes entités administratives coloniales.

Il ne nous reste donc que la troisième théorie à envisager, en supposant que le Chaco Boréal soit une « *res nullius* ».

Si l'intérêt général commande la mise en valeur des terres qui peuvent servir à la satisfaction des besoins d'ordre général, encore faut-il que les pays qui se chargent de cette mise en valeur soient capables de la faire. Or, le Paraguay est un pays moins apte que tout autre en Amérique du Sud pour accomplir cette tâche; il offre moins de possibilités que la Bolivie. La preuve en est facile à fournir. Il suffit de montrer tous ces établissements de ménéonites russes qu'il a installé de fraîche date, dans le Chaco Boréal, avec des droits tellement excessifs qu'ils arrivent à constituer un État dans l'État. Leurs prérogatives sont tellement en contradiction avec l'esprit égalitaire en Amérique du Sud, qu'un publiciste sud-américain s'est écrié :

1. P. Leroy-Beaulieu. *De la Colonisation des Territoires sans Maîtres*, cité par Fauchille.

« Incapable de défendre par ses moyens propres les territoires usurpés le Paraguay y a favorisé une immigration avec une telle condescendance qu'elle blesse la dignité de la race...

«... La nationalité paraguayenne se trouve ainsi annulée et le précepte égalitaire et d'eugénésie, qui est l'âme du continent, est tourné en ridicule. »

D'autre part si la justification de l'occupation est basée sur une idée de bien commun, encore faut-il que la personne qui s'en charge ait des titres suffisants qui lui permettent de justifier cette occupation. Ceci est une question de morale internationale.

Si la France a effectué des occupations dans le monde, en Afrique par exemple, c'est qu'elle n'était pas au même niveau culturel que le continent sur lequel se trouvaient les terres qu'elle se proposait d'occuper. Sa civilisation était plus avancée, ses titres culturels justifiant, en quelque sorte, cette occupation.

Sans la moindre intention de vouloir offenser le Paraguay nous ne pouvons pas lui reconnaître une supériorité quelconque vis-à-vis de la Bolivie en ce qui concerne les titres dont nous parlons. Bien au contraire. Il suffit de comparer, dans tous les domaines qui nous permettent d'apprécier un degré de culture, l'apport de la Bolivie et celui du Paraguay pour en être fixés.

Le Paraguay ne pouvant pas justifier son occupation dans le Chaco, nous allons voir, tout en étudiant les conditions d'exercice de cette manière d'acquérir reconnue par le droit international, si, tout au moins, il peut se prévaloir de l'accomplissement de ces conditions.

CONDITIONS D'EXERCICE DE L'OCCUPATION

La doctrine admet généralement trois conditions d'exercice de l'occupation :

I. — Qu'il s'agisse d'un territoire non approprié et susceptible d'être objet d'une souveraineté;

II. — Que cette souveraineté soit exercée régulièrement;

III. — Une prise de possession effective.

L'Acte général de Berlin (1885) exigeait une condition supplémentaire : la nécessité d'une notification aux autres puissances. Après la Convention de Saint-Germain-en-Laye (1919) cette condition fut jugée superflue car « un exercice clandestin de l'autorité étatique sur un territoire habité pendant une durée de temps considérable semble être impossible¹. »

a) *Nécessité d'un territoire « res nullius »*. — La notion même des « res nullius » est loin de correspondre à une interprétation unanime des auteurs. Ceux-ci sont divisés suivant leurs tendances plus ou moins positivistes.

C'est ainsi qu'ils sont loin d'être accord pour la qualification de terres habitées par des peuplades sauvages.

Las Casas², l'auteur que la conquête espagnole révolte le plus, niait ce caractère aux territoires américains. De son temps on considérait les peuples non chrétiens comme des simples détenteurs incapables, par conséquent, d'exercer un

1. Paroles de M. Huber citées par Le Fur. *Op. cit.*

2. Las Casas. *Brevissima relacion de la destruccion de las Indias*.

droit de souveraineté. Or, il constata en Amérique du Sud l'existence des véritables États tels celui de Aztecas et des Incas, avec une organisation remarquable pour l'époque.

D'autres admettent seulement le droit de ces peuplades à l'exercice du droit de propriété privée en dehors de la souveraineté.

Dans la doctrine l'on admet aussi, comme étant une « *res nullius* » des territoires « *derelictus* ».

Deux sont les éléments constitutifs de la « *derelictio* ». Pour qu'il y ait abandon, il faut, non seulement, tenir compte du fait matériel d'abandon du « *corpus* », mais aussi de l'intention d'abandonner, « *animus* ». Encore faut-il que l'abandon soit volontaire.

Dans le Chaco, peut-on parler d'un abandon volontaire de la part de la Bolivie?

Nous avons vu, au cours de l'exposé historique du Chaco, que la Bolivie n'eut jamais l'intention d'abandonner. Bien au contraire, dans la mesure où ces préoccupations d'ordre interne ou international (guerre contre le Chili pour la défense de son littoral, guerre contre le Brésil) le lui permettaient, elle chercha toujours à mettre en valeur le Chaco et à y exercer sa souveraineté¹.

Nous allons faire cependant la supposition que la Bolivie, héritière de l'Audience de Charcas et du gouvernement de Santa-Cruz, ait abandonné le Chaco. Celui-ci n'aurait pu devenir une « *res nullius* ». Nous le verrons en étudiant la deuxième et troisième conditions de l'occupation.

b et c) *Souveraineté de l'état occupant et effectivité de l'occupation*. — Pour que l'occupation soit valable il faut —

1. Consultez à cet égard l'exposé de la cause bolivienne devant la Société des Nations.

la permanence n'étant pas exigée¹ — qu'elle soit effective et pratiquée par un membre de la communauté internationale c'est-à-dire par un État.

Mais n'importe quel État peut-il occuper ?

Notre but étant d'étudier l'occupation par rapport au territoire du Chaco, nous ne discuterons pas le point de savoir si tous les États peuvent occuper. Disons simplement qu'il y a des auteurs qui soutiennent la possibilité d'admettre l'occupation effectuée par des États mi-souverains (protectorats²).

Nous allons par contre retenir l'hypothèse d'un état *non reconnu*, mais en fait indépendant. Cet état peut-il valablement occuper ?

Le fait d'occuper implique l'existence du droit de souveraineté chez l'occupant et cette souveraineté ne peut être parfaite que si sa reconnaissance de la part des autres états est intervenue. Que cette reconnaissance soit attributive ou déclarative de droits, peu importe; il faut qu'elle soit intervenue pour donner un caractère d'exclusivité à l'occupation³.

Le Paraguay soutient qu'il a exercé sa souveraineté dans le Chaco, dès les premiers jours de sa vie indépendante. Cela ne veut pas dire que dès cette époque il ait été capable d'occuper, en admettant que le Chaco fut une « res nullius ». En effet, nous l'avons vu dans notre deuxième partie, ce pays fut enfermé à l'intérieur de ses frontières, sans aucun commerce avec le monde extérieur, pendant plus de trente ans sous la dictature de Francia. Aucun pays non seulement d'Amérique, mais du monde entier ne le reconnut

1. Terres polaires.

2. Jèze. *Etudes sur l'Occupation comme mode d'acquérir en droit international*, 1896.

3. Le Fur. *Précis de Droit International*, n° 594 ss. Fauchille, 199, t. I, I^{re} partie « Droit international ».

comme étant souverain. Ce n'est qu'après la mort du dictateur que le Paraguay vint faire partie de la communauté internationale. Son acte d'indépendance fut signé en 1842 et le premier pays qui le reconnut fut la Bolivie.

Or, en 1842, la Bolivie avait déjà quelques établissements dans le Chaco. Ce fait constituerait une occupation à l'encontre des prétentions actuelles du Paraguay, la Bolivie l'ayant précédé dans l'exercice de ce droit.

D'autre part nous avons vu que, outre cette nécessité que l'occupation soit réalisée par un État — et ici nous arrivons à la troisième condition — il faut qu'elle se manifeste d'une façon effective.

A l'égard de l'effectivité, il convient de faire une distinction avant et après la Déclaration de Berlin.

Pour les occupations effectuées avant cet acte l'effectivité n'est pas exigée. Pour celles faites après, sur des territoires vierges en quelque sorte de toute occupation antérieure, l'effectivité est nécessaire. Pour les territoires dont la propriété est invoquée en vertu d'une occupation réalisée antérieurement à la Déclaration de Berlin, cette effectivité n'est pas exigée. On considère en réalité, que les puissances avaient un droit acquis, conformément au principe accepté alors dans le droit des gens.

Cette doctrine fut confirmée dans l'affaire des « Iles Carolines ». Le pape Léon XIII reconnut la souveraineté de l'Espagne à l'encontre de l'Allemagne alors qu'il était impossible de trouver un fait matériel capable de déceler une possession effective de l'Espagne sur ces îles. Ce pays invoquait le droit que lui conférait sa découverte datant de 1526.

Si nous appliquons cette interprétation au conflit du Chaco, nous sommes forcés de reconnaître le caractère

illégal de l'occupation paraguayenne dans ce territoire.

En effet, la Bolivie naquit à la vie indépendante comme héritière du gouvernement de Santa-Cruz et de l'Audience de Charcas avec le Chaco Boréal; elle pouvait donc dès 1825 se considérer comme ayant un droit acquis à la souveraineté sur ce territoire, indépendamment de toute effectivité. Si l'affaire avec le Paraguay avait été portée devant une juridiction arbitrale et que celui-ci eut invoqué l'occupation, nous croyons que ce tribunal n'aurait pas manqué d'appliquer cette doctrine, déboutant le Paraguay.

Laissant de côté cette interprétation peut-on considérer que le Paraguay a réalisé dans le Chaco une occupation à caractère effectif?

Si l'on considère le Chaco comme une « *res nullius* » (et nous sommes loin de lui accorder ce caractère) il est incontestable que le fait matériel de l'occupation existe pour certaines parties du Chaco au profit du Paraguay par exemple, celle effectuée sur la rive droite du fleuve Paraguay, mais ceci ne saurait pas justifier les prétentions du Paraguay sur toute l'immense étendue qui constitue le Chaco Boréal. En effet, l'effectivité condition d'exercice de l'occupation, suppose l'*exclusivité* de cette occupation. Cette exclusivité, le Paraguay ne saurait l'invoquer à l'encontre de la Bolivie. Il suffit de regarder une carte montrant les établissements soit commerciaux, soit militaires, des deux pays avant les hostilités pour constater que leur position est loin de justifier ce caractère d'exclusivité en faveur du Paraguay.

Une autre conséquence de l'effectivité de l'occupation est qu'un État ne saurait prétendre à plus de territoires qu'il n'a organisé.

D'autre part si nous raisonnons par rapport à la capacité d'occuper d'un État nous sommes obligés de reconnaître,

comme nous l'avons vu plus haut, l'antériorité de l'occupation bolivienne. Que cette occupation n'ait été permanente, qu'il y ait eu des défaillances dans le fait de la possession, ceci s'explique par la nature même du terrain composant le Chaco Boréal, terrain en grande partie marécageux. Il y a donc lieu ici de faire un relâchement des règles de l'occupation. L'effectivité pour ces terres inhabitables pendant la plus grande partie de l'année doit subir certaines dérogations.

M. le professeur Gidel nous dit à cet égard :

« Le droit n'a pas l'habitude de lancer un défi aux lois de la nature, et l'on ne sache pas que la condition de l'ubiquité, même simplement celle de la présence permanente en un même point ait jamais été imposée par aucun législateur à aucun être humain pour l'acquisition d'un droit¹. »

D'autre part, si le Paraguay se considérait comme étant l'occupant originaire, aurait-il eu recours aux procédés juridiques de la passation de conventions avec la Bolivie au sujet des territoires composant le Chaco Boréal?

Le Paraguay nous l'avons dit, n'occupe que la zone riveraine du fleuve Paraguay et quelques parties de la rive gauche du Pilcomayo; depuis le temps « immémorial » à partir duquel il prétend avoir occupé le Chaco, il n'a pas été capable d'étendre cette occupation en dehors de ces zones. Comment peut-il donc s'opposer à l'occupation bolivienne sur le reste du Chaco? En vertu des théories du voisinage, de la continuité ou bien de l'hinterland?²

Mais si nous acceptons ces théories, du même coup, nous aboutissons, en dernière analyse, à ne tenir aucun compte

1. Cour permanente de Justice. Affaire du Groënland. Series C, n° 66, p. 3250.

2. Voir les développements du Professeur Gidel condamnant la théorie de la contiguité. *Op. cit.*, p. 3239 ss.

du principe qu'une occupation pour créer un titre de possession exclusive doit être effective, c'est-à-dire *non fictive*.

Comme conclusion, après avoir examiné les divers aspects de l'occupation par rapport au Paraguay, nous dirons que celui-ci ne peut invoquer ce moyen d'acquérir un droit international, que nous nous trouvons en présence d'une conquête pure et simple à l'encontre du véritable possesseur de droit qu'est la Bolivie.

LA PRESCRIPTION¹

Nous allons considérer le troisième moyen de droit qui pourrait être susceptible de nous aider à apporter une solution au conflit qui nous occupe : la prescription.

La plus grande partie de la doctrine semble l'admettre comme faisant partie de ces « principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées » auxquels fait allusion le paragraphe 3 de l'article 38 du statut de la Cour permanente. Il serait donc superflu de chercher à nier son existence comme règle de droit positif d'autant plus que son application a été faite dans plusieurs différends internationaux².

Nous étudierons la prescription par rapport au problème que nous traitons ainsi que nous l'avons fait pour l'occupation. Nous n'aurons en conséquence, à nous occuper

1. Nous nous servirons en grande partie du remarquable ouvrage de M. Verykios sur cette question. *La Prescription en droit international public*, Paris, 1934.

2. Traité d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et le Venezuela, 1897. Affaire de Las Palmas entre les Etats-Unis et les Pays-Bas. Statut juridique du Groënland en faveur du Danemark (Cour Permanente d'Arbitrage, arrêt du 5 avril 1933).

que de la prescription acquisitive, celle-ci étant la seule qui puisse nous aider à déterminer la situation juridique des territoires disputés à la Bolivie.

FONDEMENTS DE LA PRESCRIPTION.

Parmi les fondements de la prescription qui peuvent être ainsi invoqués nous ne nous occuperons que de l'intérêt social, le considérant comme le plus acceptable.

L'intérêt social de tranquillité, d'ordre et de stabilité est le fondement qui s'impose plus que tout autre pour justifier la prescription. C'est ainsi qu'elle s'est justifiée depuis des siècles dans le droit privé comme étant le moyen le plus efficace pour éviter des conflits entre individus faisant partie d'une société donnée, à propos du droit de propriété. *Elle impose le sacrifice du droit individuel dans l'intérêt social.*

Mais ce sacrifice du droit individuel n'est effectué qu'une fois que la société a acquis la conviction que l'état de choses actuel est l'état de choses légitime.

Cette conviction existe-t-elle ou a-t-elle existé au sujet du Chaco Boréal et en faveur du Paraguay? La communauté internationale a-t-elle acquis la conviction que le Paraguay était le véritable propriétaire de cette vaste contrée?

Nous qui avons suivi l'histoire diplomatique du différend au cours du xix^e siècle, ne le pensons pas.

En effet, lors du traité de la Triple Alliance, nous avons vu que les trois puissances signataires reconnaissaient le droit Bolivien sur le Chaco Boréal.

De même, en 1894, le ministre uruguayen, M. Basanes, médiateur entre le Paraguay et la Bolivie avant la signature

du traité Ichazo-Benitez, déclarait que dans les conférences qui précédèrent la signature de ce traité « la Bolivie avait démontré ses droits » sur le Chaco. D'autre part, M. José Arenales, du Département topographique de Buenos-Aires, dans son livre officiel sur la région du Grand Chaco, reconnaît, d'une façon catégorique le droit et la souveraineté boliviens sur le Chaco Boréal (voir cette opinion dans notre Introduction).

Le Conseil d'État du Brésil, dans sa section des Affaires étrangères, reconnaissait aussi le droit de la Bolivie sur le Chaco lors d'une consultation qui lui fut faite en 1872.

Tout récemment l'éminent professeur brésilien, Cardoso de Miranda, dans une conférence qu'il dicta au sujet du différend paraguayano-bolivien, reconnaissait également le droit qui assistait la Bolivie.

Nous pouvons citer encore d'autres témoignages officiels émanant des diverses personnalités du continent américain, venant tous confirmer notre assertion.

Peut-on parler, dans ces conditions, *de conviction sociale* au sujet de la propriété du Chaco ?

La prescription se justifie donc par l'intérêt social en ce sens qu'elle sert à légitimer, en matière territoriale, le moyen originaire d'acquérir qu'est l'occupation, lorsque celle-ci n'est pas parfaite.

CONDITIONS SERVANT DE BASE

A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

Cinq sont les conditions que la plupart des auteurs considèrent comme essentielles pour servir de base à la prescrip-

tion acquisitive en matière internationale : 1° la bonne foi ; 2° l'exercice de la possession à titre de souverain ; 3° la publicité ; 4° le caractère pacifique de la possession et 5° que cette possession soit continue.

La bonne foi. — En dehors du cas où le vœu de la population est conforme, nous ne croyons pas qu'il soit possible à un État d'exercer de mauvaise foi la souveraineté sur un territoire habité.

Cependant il n'en est pas de même pour les territoires inhabités ou habités par des sauvages, la souveraineté s'analysant ici comme un droit de propriété dans le sens du droit privé.

Nous sommes donc obligés d'admettre, comme condition d'exercice de la prescription, la bonne foi.

M. Verykios semble sinon l'accepter, tout au moins la prendre en considération étant donné l'existence des décisions arbitrales récentes en ce sens¹.

L'exercice de la possession à titre de souverain. — On peut dire qu'elle n'a pas besoin de justification, car le contraire serait, pour un État, « prescrire contre son titre ».

« L'État qui possède à titre de protecteur — nous dit l'éminent professeur Le Fur² — de mandataire ou d'occupant au cours d'une guerre ne peut acquérir la souveraineté par prescription. »

La publicité. — De même qu'en droit privé nous croyons qu'il soit nécessaire d'exiger cette condition dans la prescription acquisitive internationale surtout, comme c'est le cas du Chaco Boréal, lorsqu'il s'agit d'immenses étendues

1. Verykios. *Op. cit.*, p. 81.

2. *Le Conflit du Chaco Boreal*, p. 34.

de territoires inhabités, où un contrôle de la part de l'État souverain est parfois difficile.

Tout en n'admettant pas cette condition M. Verykios nous dit : « Mais si l'on entend par publicité, la notification de l'occupation conformément aux règles de Berlin, nous admettrons bien qu'une occupation notifiée est de nature à abréger le délai de prescription. L'effet de la notification sera le même que celui de la bonne foi, là où elle existe. »

Les caractères pacifiques de la possession. — Il s'agit ici bien entendu, entre l'État possesseur et l'État souverain. On ne saurait faire grief au possesseur d'un état de guerre qu'il est obligé de maintenir pour réduire les tribus sauvages habitant le territoire qu'il occupe.

La continuité. — La possession doit être, sinon permanente, tout au moins ne laissant pas de doute sur son existence.

En effet il y a des territoires qui, de par leur nature, ne sont pas habitables toute l'année. Il en est ainsi, par exemple, des terres polaires. Dans ce cas, il suffit que l'exercice de la souveraineté soit régulière malgré son intermittence. C'est ce qui a été reconnu, quoique avec une certaine exagération quant à l'appréciation du temps dont il faut tenir compte pour considérer en défaut le caractère de continuité, par la Cour permanente d'Arbitrage de la Haye dans l'affaire de Las Palmas.

Ayant examiné sommairement les conditions d'exercice de ce moyen d'acquérir, voyons si le Paraguay peut justifier de leur accomplissement.

Tout d'abord la mauvaise foi du Paraguay se présente avec une évidence particulièrement intense. Nous avons vu, dans l'exposé des négociations diplomatiques intervenues au

cours du siècle dernier et au début de celui-ci, tous les moyens que le Paraguay a mis en œuvre pour mettre obstacle à une solution d'ordre pacifique, n'acceptant de signer des accords que comme moyens dilatoires lui permettant une occupation clandestine dans le Chaco.

Si le Paraguay a parfois fait acte de souveraineté dans le Chaco Boréal c'est en vertu de certains traités qui lui accordaient des droits sur une partie de ce vaste territoire, traités conclus avec la Bolivie et qu'il n'a jamais ratifiés. Il ne saurait donc pas se prévaloir de ses actes pour justifier d'une possession à titre de souverain, sa souveraineté étant conditionnée à la ratification de ces traités.

Ne parlons pas du droit que le Paraguay prétend lui avoir été reconnu par la sentence arbitrale du président Hayes, sentence dont nous avons analysé et les caractères et la portée.

On pourrait à la rigueur considérer cette sentence comme un titre imparfait que la prescription serait venue compléter. Mais, ne l'oublions pas, le Paraguay, lors du compromis d'arbitrage qu'il signa avec l'Argentine, sauvegarda les droits boliviens sur les parties du Chaco faisant l'objet de ce compromis. Il s'est considéré, — dans le cas que la sentence lui fût favorable — implicitement comme un détenteur précaire. Or, nous avons vu qu'« on ne peut pas prescrire contre son titre. »

Pour ce qui est de la quarantième condition — la publicité — et sans parler de la notification à laquelle fait allusion M. Verykios¹, elle n'a pas, elle non plus, existé.

On a été surpris, lors des premières conférences postérieures à 1920, du nombre excessif de concessions et d'éta-

1. Verykios. *Op. cit.*, p. 82.

blissements industriels que le Paraguay affirmait avoir sur la rive droite du fleuve de ce nom. L'ignorance dans laquelle se trouvait la Bolivie, de ces établissements s'expliquant par le fait que la plupart de ces concessions et de ces entreprises avaient leur siège social en Argentine et dont l'emplacement dans le Chaco était vaguement déterminé.

En ce qui concerne le caractère pacifique de la possession nous pouvons dire qu'elle n'a pas non plus existé.

Dès 1888 — nous l'avons vu — le Paraguay commença à employer la violence pour exercer sa possession dans le Chaco. L'emprisonnement de l'administrateur bolivien de Puerto Pacheco, M. Moscoso, enlevé et amené à Asuncion en qualité de prisonnier, est très caractéristique à cet égard.

Depuis lors les agressions paraguayennes n'ont pas cessé de se manifester.

Il était tout naturel qu'au fur et à mesure de son avance clandestine dans le Chaco, le Paraguay devait rencontrer des postes boliviens et provoquer des incidents qu'une diplomatie habilement menée se chargeait, par la suite, d'apaiser.

Il nous reste à considérer la continuité de la possession. Ici nous sommes obligés de la reconnaître mais seulement pour certaines parties riveraines du fleuve Paraguay, mais nous ne saurions le faire pour les possessions paraguayennes à l'intérieur du Chaco.

Après avoir étudié par rapport au sujet qui nous occupe les conditions d'exercice de la prescription acquisitive en droit international il faut nous demander maintenant quel en est le délai.

La plupart des auteurs qui nient l'existence de ce moyen d'acquérir en droit international considèrent qu'il est difficile

de l'admettre dans le droit positif faute d'une autorité pouvant fixer ce délai¹.

Il est cependant nécessaire de fixer un délai pour la prescription car « le juge international doit avoir des données positives sur lesquelles il lui sera possible de baser ses décisions, et la durée de l'exercice de la souveraineté nécessaire pour fonder la prescription du droit des gens en est une qui lui allégera considérablement sa lourde tâche².

Pour les territoires habités, où les complications sont à craindre, la question de la fixation d'un délai se pose d'une manière très délicate.

En ce qui concerne les territoires inhabités ou simplement peuplés par des sauvages — et c'est le cas du Chaco Boréal, tout au moins dans sa plus grande partie — les auteurs et certaines décisions arbitrales s'accordent pour fixer comme délai une durée de cinquante ans, sans que ce délai ait été appliqué dans la pratique.

Le Paraguay peut-il invoquer ce délai en faveur de ses positions dans le Chaco ?

Sous réserve des observations que nous avons faites quant aux conditions d'exercice de la prescription et de celles que nous verrons à propos de l'interruption, nous ne pouvons pas nous empêcher de constater, pour certaines parties du Chaco Boréal, celles comprises dans la zone d'arbitrage, lors de la sentence Hayes, que ce délai existe.

M. le professeur Le Fur nous dit à cet égard :

« Si l'on applique ces règles au différend entre la Bolivie et le Paraguay, on constate qu'en ce qui concerne la partie

1. Voir en ce sens la remarquable bibliographie de M. Verykios dans l'*op. cit.* où les auteurs sont classés d'après leurs tendances à propos de cette question.

2. Verykios. *Op. cit.*, p. 93.

sud du Chaco Boréal, celle sur laquelle portait l'arbitrage Hayes, la population vit depuis plus d'un demi-siècle sous la souveraineté du Paraguay ; le résultat du plébiscite, que la Bolivie ne dément d'ailleurs pas, ne serait pas douteux ; on peut donc considérer ici en raison de la double condition du temps écoulé et du consentement de la population, le Paraguay est en droit d'invoquer la prescription, du moment qu'on l'admet comme une institution de droit international¹. »

SUSPENSION ET INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION

Ayant examiné la prescription dans son aspect positif, voyons maintenant les moyens de droit dont dispose l'État lésé pour rendre inefficace la prescription au profit d'un tiers État.

Il peut, soit invoquer la suspension de la prescription et ainsi empêcher l'État possesseur de se prévaloir du délai, soit l'interrompre avant le délai et laisser ainsi sans effet la possession antérieure.

Nous ne nous occuperons pas du premier moyen, étant donné qu'il ne saurait pas trouver d'application dans notre sujet. Limitons-nous simplement à dire qu'on le conçoit très difficilement en droit international « car cette notion est basée sur l'incapacité d'agir du véritable titulaire du droit² ».

Par contre nous considérerons l'interruption.

Les auteurs font une distinction qui, à première vue,

1. Le Fur. *Op. cit.*

2. Verykios. *Op. cit.*, p. 111.

paraît sans intérêt car elle arrive en somme au même résultat : empêcher la prescription.

On doit — disent-ils — distinguer l'interruption de la possession et celle de la prescription en elle-même.

Ainsi « une guerre interrompt la prescription ; une révolte des habitants du territoire occupé interrompt la possession en ce sens qu'elle la constitue viciieuse et impropre à fonder une prescription¹ ».

L'interruption de la possession rend la prescription impossible tandis que celle de la prescription peut ne pas enlever le droit de posséder.

Quels sont les moyens dont dispose un État pour interrompre la prescription ?

Les plus communément admis sont : la protestation diplomatique², l'engagement de soumettre le différend à un débat diplomatique³, les indices de pure forme⁴, l'action en justice et la guerre.

Reprenons successivement ces différents moyens.

Il est indiscutable que le plus efficace dans le cadre strict du droit était, jusqu'à ces derniers temps, la protestation diplomatique.

C'était là le seul moyen que la Bolivie pouvait invoquer tout au moins jusqu'en 1922 époque où fut créée la Cour permanente des Justice internationale.

Toutes les conditions requises pour la validité de cette protestation ont été remplies chaque fois que la Bolivie l'a employé. Nous avons vu au cours de notre exposé les innombrables protestations que cette République a été

1. Werykios. *Op. cit.*, p. 95.

2. Werykios et les auteurs cités par lui.

3. Desjardins. *Occupation et Prescription en Droit International Public* p. 533 et ss.

4. Werykios. *Op. cit.*

obligée de faire pour sauvegarder ses droits contre les aspirations toujours croissantes de son adversaire.

L'opinion est communément admise que la protestation à elle seule ne sert à interrompre la prescription que si elle est suivie d'une contestation et d'un règlement du différend.

C'est, notamment, l'opinion de M. le professeur Le Fur : « On ne peut guère admettre — dit l'éminent professeur — qu'un État proteste pendant un temps indéfini d'une façon platonique et s'en tienne là ; la protestation prouve qu'il y a contestation ; un différend international est né : il faut que ce différend soit suivi d'un règlement de la question. Auparavant, faute d'une solution pacifique c'était la guerre qu'amenait ce règlement¹. »

La même opinion est suivie par M. Verykios².

Puisqu'il n'y a pas à faire intervenir ici le cas du consentement de la population (sauf l'occupation ménonite de fraîche date) et celui du recours à la justice, celle-ci n'existant pas jusqu'en 1922, est-ce à dire que celui qui respecte le droit des gens ne recourant pas à la guerre, doit être nécessairement sacrifié ?

Nous ne le pensons pas. En effet, on est d'accord pour respecter les principes en vigueur à une époque donnée pour apporter à l'aide de ces principes, une solution à un problème de droit quelconque survenu à cette époque.

C'est ce qui découle de la sentence du pape Léon XIII sur l'affaire des Carolines.

La Bolivie peut donc tout au moins jusqu'en 1922, invoquer l'effet interruptif de la prescription par voie de protestation diplomatique. La prescription en faveur du Paraguay ne commencerait donc qu'à partir de cette date.

1. Le Fur. *Op. cit.*, p. 36.

2. Verykios. *Op. cit.*, p. 101.

Un autre des moyens d'interrompre la prescription est, nous l'avons vu, l'engagement de soumettre le différend en débat diplomatique. Nous n'insisterons pas sur ce moyen, nous contentant de renvoyer à la partie historique. Nous soulignerons cependant que ce moyen ne peut avoir d'effet que si la partie adverse veut bien entamer des négociations, rien ne la forçant, mêmes entamées, à les poursuivre.

En ce qui concerne les indices de pure forme ils n'ont aucun intérêt pour la question qui nous occupe. Disons simplement qu'ils ont été reconnus aux Polonais à propos de leur emblème national.

Il nous reste donc l'action en justice et la guerre.

Aujourd'hui que les principes du Droit international ont un caractère plus positif, l'action en justice comme moyen d'interrompre la prescription est communément admis.

Cependant il est difficile de citer un Etat devant une justice internationale, surtout lorsqu'il y a des considérations de l'ordre politique ou économique. Les premières se présentent en général pour les territoires habités (Bessarabie, Ile de Chypre, Iles du Dodecanèse). Les secondes pour des territoires inhabités (Chaco). Cependant les considérations politiques jouent même pour les territoires inhabités lorsqu'il y a eu des hostilités entre les parties au sujet de ces territoires, l'honneur national rentrant ici comme facteur politique. C'est notamment le cas qui s'est produit pour le Chaco où la question des frontières est arrivée à être considérée comme un drapeau servant à des fins électorales.

Tant que l'une des parties, dans l'espèce le Paraguay, se refusera par un moyen quelconque à comparaître devant une juridiction internationale, on peut dire que ce moyen d'interrompre la prescription s'avérera inopérant et ne cons-

tituera qu'une norme platonique dans la doctrine et la pratique internationales.

Finalement il faut considérer la guerre comme un moyen tendant à interrompre la prescription.

Ce moyen doit être considéré selon son résultat.

« Si celui-ci est positif, nous dit M. Verykios¹, la prescription est interrompue ; si au contraire il est négatif, la prescription ne pourra pas être considérée comme interrompue, mais c'est la possession qui, en ce cas, sera viciée, et n'étant plus paisible, ne pourra pas être invoquée comme base de la prescription. Que la guerre soit donc victorieuse ou non la prescription sera entravée. »

Suivant que l'interruption porte sur la possession ou sur la prescription, M. Verykios fait la distinction suivante quant à l'effet de l'interruption du fait de la guerre. Si c'est la possession qui est interrompue, toute la possession antérieure est rendue inutile et la prescription ne pourra recommencer à courir que si l'État rentre en possession ou parvient à effacer le vice de sa possession ; tant que le vice de la possession dure, la prescription sera impossible : ce sera le cas si l'État est continuellement en butte à l'opposition des populations soumises, ou s'il y a lacune dans la possession d'un pays désert. L'effet de l'interruption de la prescription sera plus radical, puisque l'interruption ne sera pas seulement de fait mais aussi de droit ; en général, la dépossession en droit sera suivie de la dépossession en fait et l'effet du temps passé complètement anéanti...² »

Nous allons dire quelques mots sur l'effet de la connaissance de l'affaire par la Société des Nations.

1. Verykios. *Op. cit.*, p. 107.

2. Verykios. *Op. cit.*, p. 108.

Il est incontestable que si l'État lésé recourt à cet organisme, ce recours équivaudra à une protestation qui, à elle seule, constitue une interruption. Mais le plus souvent la Société des Nations se bornera non pas à connaître de l'affaire mais à renvoyer le différend devant la Cour permanente de Justice internationale. C'est ce qu'elle aurait fait, nous n'en doutons pas, si elle avait continué à connaître l'affaire du Chaco.

CONCLUSION

Nous croyons avoir établi en ce qui concerne la période coloniale que la Bolivie possède sur le Chaco Boréal des droits historiques incontestables. Son argumentation présente dans la législation coloniale, une suite harmonieuse de textes établissant son droit à la souveraineté sur le Chaco Boréal.

Le Paraguay, dans le domaine de l'Histoire, ne lui oppose qu'une documentation interprétée tendencieusement. Nous avons vu que certains de ses auteurs, et parmi les plus éminents qu'il compte, n'hésitaient pas à mutiler les textes de certaines ordonnances afin de les tourner en sa faveur. D'autre part, et ceci vient donner plus de poids à notre affirmation, nous pouvons constater dans l'Exposé de la Cause Paraguayenne présentée devant l'Assemblée de la Société des Nations, que la partie réservée à l'époque coloniale est très restreinte, se limitant parfois à de simples citations de récits de voyageurs ignorants peut-être des choses de la législation coloniale.

Mais ce qui est le plus frappant c'est que la thèse primitive du Paraguay fut celle de l'occupation. Ce n'est que bien

après que ses historiens cherchèrent une base historique à ses prétentions¹.

Finalement, voyant que cela n'était pas suffisant à donner un aspect juridique à ses prétentions, il invoqua la prescription. Nous n'avons pas besoin de souligner ce contresens juridique.

En effet, si le Paraguay invoque l'occupation, par là même il reconnaît implicitement que ses titres historiques ne valent rien ou peu de chose à l'encontre de ceux que la Bolivie peut lui opposer.

Si d'un autre côté il invoque la prescription, comme il l'a fait ces dernières années, c'est qu'il reconnaît la Bolivie comme étant le véritable souverain, car on ne saurait prescrire que ce qui appartient à autrui, dans l'espèce, la Bolivie. En invoquant ce droit, le Paraguay se prévaut du caractère évolutif du droit international. Cependant on peut lui faire remarquer que si le droit international tend toujours à évoluer il ne le fait pas d'une façon exclusiviste, mais au profit de la communauté toute entière.

En cherchant à s'approprier tout le fleuve Paraguay, le pays de ce nom ne fait qu'aller à l'encontre de ce caractère évolutif du droit, privant ainsi la Bolivie de tout accès à la mer.

La Bolivie, quoique consciente de son droit, ne prétend pas aujourd'hui à tout le Chaco Boréal. Il y a des situations de fait qu'il convient, dans l'intérêt de tous, de consacrer au moyen de concessions réciproques. Ce qu'elle désire, elle n'a pas hésité à l'affirmer en s'opposant aux armes par les armes, c'est la reconnaissance de son droit sur une partie navigable du fleuve Paraguay. Cette reconnaissance a été sa

1. Nous constatons ceci pour la fameuse ordonnance d'Hernandarias, mise en avant tout récemment.

plus grande aspiration depuis qu'elle resta privée de tout accès au monde extérieur par la malheureuse guerre qu'elle fut contrainte d'accepter contre le Chili qui lui arracha son littoral sur le Pacifique. Sans cette guerre elle n'eut peut-être point cherché à s'opposer à l'invasion clandestine du Paraguay dans le Chaco Boréal.

Pour ceux qui l'ont visitée et qui ont pu constater son étouffement économique, l'affirmation du Paraguay tendant à montrer la situation méditerranéenne de la Bolivie comme un mythe fabriqué de toutes pièces dans le but d'incliner l'opinion internationale en sa faveur, ne peut constituer que la preuve la plus flagrante dans le domaine de la propagande internationale, de la mauvaise foi paraguayenne.

La solution la meilleure du conflit où *il sera tenu uniquement compte des antécédents historiques et juridiques sérieux comme base de solution et des considérations d'ordre pratiques comme moyens transactionnels* est celle qui imposerait une décision de la Cour Permanente de Justice Internationale. C'est pourquoi nous souhaitons que l'affaire soit portée devant ce haut organisme international, étranger aux partialités qui agitent certains pays neutres de l'Amérique du Sud chargés du règlement du conflit et ayant des intérêts économiques au Paraguay et qui ne cesseront d'entraver les négociations qui se poursuivent actuellement.

APPENDICE

ÉTAT ACTUEL DES NÉGOCIATIONS

L'affaire du Chaco fut portée devant la Société des Nations. On connaît la décision de ce haut organisme international en ce qui concerne le Paraguay dont l'attitude l'obligea à dicter contre lui des sanctions qui malheureusement ne purent être appliquées.

Le 12 juin dernier, la guerre ouverte en juin 1932, fut arrêtée grâce à l'efficace intervention des neutres qui réussirent à faire disparaître les obstacles qui empêchaient la cessation de la lutte. Les ministres des pays neutres et ceux des pays belligérants signèrent à cette date le protocole de paix dont les clauses principales sont les suivantes :

- 1° Ratifier solennellement le présent accord ;
- 2° Résoudre les questions pratiques qui surviendront dans l'exécution des mesures adoptées pour la cessation des hostilités ;
- 3° Promouvoir la résolution des différends entre la Bolivie et le Paraguay.

Dans le cas où les négociations directes n'aboutiraient pas, ils s'obligent, par cet accord, à résoudre le différend du Chaco au moyen d'un arbitrage juridique, désignant dès

maintenant comme arbitre la Cour permanente de justice internationale de la Haye.

La conférence de la paix mettra fin aux négociations directes lorsqu'elle estimera le moment venu de déclarer l'impossibilité d'obtenir par ce moyen le règlement définitif; dans ce cas, les parties se concerteront sur un compromis arbitral, la conférence de la paix ne pouvant pas élargir ses fonctions tant que ce compromis arbitral ne sera pas définitivement conclu;

4° Promouvoir, lorsqu'il sera opportun, un accord entre les parties pour l'échange et le rapatriement des prisonniers, d'accord avec les principes du droit international;

5° Établir un régime de transit et de navigation qui tienne compte de la situation géographique des deux parties;

6° Promouvoir des facilités et des accords divers destinés à donner une impulsion au développement des relations entre les deux pays;

7° La conférence de la paix constituera une commission internationale qui fixera les responsabilités de tout ordre provenant de la guerre; si les conclusions de cet arrêt ne sont pas acceptées par une des parties, la Cour permanente de Justice internationale de la Haye les résoudra définitivement.

Le gouvernement de Bolivie et celui du Paraguay s'engagent à obtenir, dans un délai de dix jours à partir de la signature de cet accord, son approbation législative.

La cessation définitive des hostilités se fera sur la base des positions actuelles des deux armées belligérantes.

La position des armées en lutte seront déterminées sous la forme suivante : on s'accorde une trêve de douze jours afin que la commission militaire neutre, formée des représentants des pays médiateurs, fixe les lignes intermédiaires des positions des armées belligérantes.

La trêve commencera à minuit le jour où la commission neutre, arrivée sur le théâtre des opérations, sera prête à commencer sa mission.

La commission fixera les lignes de séparation des armées et en informera ensuite la conférence de paix.

Le délai de trêve terminé, la conférence de paix le prolongera jusqu'à l'exécution totale des mesures de sécurité prévues à l'article troisième.

Les lignes de séparation des armées seront surveillées et contrôlées par la commission militaire.

L'adoption des mesures suivantes de sécurité a été décidée :

1° La démobilisation des deux armées belligérantes dans un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la fixation de la ligne de séparation entre les deux armées ;

2° La réduction des effectifs militaires au chiffre maximum de 5.000 hommes ;

3° L'obligation de ne pas faire de nouveaux achats de matériel de guerre, sauf celui indispensable au renouvellement du matériel existant jusqu'à la conclusion du traité de paix ;

4° Les parties, en signant le présent accord, acceptent un compromis de non-agression. La commission militaire neutre assurera le contrôle de l'exécution de ces mesures de sécurité jusqu'au moment où elles seront effectuées totalement. Cela fait, la conférence de paix déclarera la guerre terminée.

On voit que l'accord prévoit toutes les éventualités, décidant, en dernier lieu, la compétence exclusive de la Cour permanente de Justice internationale.

Cependant, malgré cette garantie et sans doute conscient de l'inefficacité de son argumentation, le Paraguay se refuse aujourd'hui à livrer les prisonniers boliviens sous prétexte

qu'ils viendraient grossir les lignes boliviennes au cas où les hostilités reprendraient. Compte-t-il donc ne pas se soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ?

Vu :

Le Président de thèse,

L. LE FUR.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEVAL. — *Alegato Paraguayo ente el presidente Hayes.*
- AMARILLA FUENTES. — *El Paraguay en el primer Cincuentenario del Fallo del Presidente Hayes.*
- ALVAREZ. — *Le Droit International Américain.* Paris, 1910.
- ARGUEDAS. — *Historia de Bolivia.*
- CORTIS. — *Ensayo sobre la Historia de Bolivia.*
- DESGARDINS (A.). — *Occupation et prescription en Droit International Public.*
- DOMINGUEZ. — *El Chaco Boréal.*
- FAUCHILLE. — *Traité de Droit International.*
- FINOT. — *Nuevos aspectos de la cuestion del Chaco.*
- FIGUEROA. — *Derecho, Internacinal Codificado.*
- GANDIA. — *Historia del Gran Chaco.*
- GIDEL. — *Plaidoirie pour la Norvège.* (Affaire du Groënland.)
- GUINAZU. — *La Magistratura Indiana.* Buenos-Aires.
- GONZALEZ BLANCO. — *El conflicto beligerio Boliviano Paraguayo y la Cuestion de limites.* Madrid, 1933.
- JEZE. — *Étude sur l'occupation comme mode d'acquérir en droit international public.* Paris.
- KRAMER. — *Historia de Bolivia.*
- LE FUR. — *Précis de Droit International.*
— *Le Conflit du Chaco Boréal* (Extrait de la Rev. de D. I. P., n° 2).
- LAS CASAS. — *Brevisima relacion de la destruccion de las Indias.*
- MERCADO MOREIRA. — *Historia Internacional de Bolivia.*
- MENDOZA. — *La Ruta Atlantica.*
- MORENO. — *Cuestiones de Limites con Bolivia.*
- MUJIA. — *Bolivia-Paraguay.*
— *El Chaco.*
— *Anotaciones a la « Replica » del Exmo. Senor Ministro Plenipotenciario del Paraguay Dr. Fulgencio Moreno, 1916.*
- COSTA DU REIS. — *Les problèmes d'une paix.*
- RIOS (Cornelio). — *Bolivia en el primer Centenario de son Independencia.*
- SALOMON. — *L'occupation en droit international public.* Paris, 1903.
- VERYKIOS. — *La prescription en droit international.* Paris, 1934.

VIRREYRA. — *Bolivia-Paraguay*. Datos para la historia diplomática.

DE VISSCHER. — *Plaidoirie pour le Danemark*. (Affaire du Groënland.)

Anales del Gymnasio Paraguayo, t. III, n° 3.

« Cuestiones de límites entre Bolivia y Paraguay », Conferencia du Dr. Cornelio Ríos. Ateneo Hispano Americano, 22 novembre 1924.

Notas y Memorandum de Bolivia contra el Tratado de Arbitraje Argentino Paraguayo de 1879. Ministerio de Relaciones, La Paz, 1929.

« Los orígenes de la guerra del Chaco » Memorandum presentado por la delegación paraguaya al Hon. Comisión Especial de la Société des Nations. Asunción 1934.

Publications de la Société des Nations.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
Ce que le mot Chaco représentait à l'époque coloniale et ce qu'il représente aujourd'hui.	8

PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION ET POSSESSION DU CHACO BORÉAL PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE

1° Les premières Capitulations.	17
2° Création de l'Audience de Charcas	28
3° Tierras de Chavez y de Manso.	29
a) Nufflo de Chavez	33
b) Andrés Manso	34
4° Royale Cédule du 10 septembre 1563	36
5° Royale Cédule du 1 ^{er} octobre 1566	37
6° Cédule du 16 décembre 1617	40
7° Création et suppression de l'Audience de Buenos-Aires	42
8° Les Missions de Chiquitos.	47
9° Cédule du 17 décembre 1743.	49
10° Cédule du 5 août 1777.	63
11° Création de la Vice-Royauté de Buenos-Aires	64
12° Les Intendances	65
13° Rétablissement de l'Audience de Buenos-Aires.	73

DEUXIÈME PARTIE

LE CHACO BORÉAL APRÈS L'INDÉPENDANCE

1° Les allégations paraguayennes sur les origines de la Bolivie	77
2° La question des frontières.	82
3° Traité de la Triple Alliance	84

4° L'arbitrage Hayes.	88
5° Conventions intervenues entre 1879 et 1907.	94
a) Traité Quijarro-Découd 1879	94
b) Traité Tamayo-Aceval 1887.	97
c) Traité Ichazo-Benitez 1894.	104
d) Protocole Pinilla-Soler 1907.	108

TROISIÈME PARTIE

SITUATION JURIDIQUE DU CHACO BORÉAL

1° L' « uti possidetis » de 1810.	119
2° L'occupation	131
3° La prescription.	141
CONCLUSION.	155
APPENDICE	158
État actuel des négociations.	158

IMPRIMERIE
HÉRISSY
:: ÉVREUX ::